N°1851 JUIN 2023 4 €

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

RÉSISTE !

HISTOIRE p. 4
PRISON 77, UN FILM ESPAGNOL SUR LA COPEL

RÉFLEXIONS p. 12
LES RICHES HEURES DU MÉPRIS DE CLASSE

CULTURES p. 44
EL DERECHO DE VIVIR EN LIBERTAD

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1851 – JUIN 2023

1 **Couverture** Dessin de Claire Cordel
3 **Édito** « *Segur que tomba, tomba, tomba, I ens podrem alliberar.* »
3 **Le strip de Faber** Monsieur L'homme
3 **Faits d'hiver** Collabos !

HISTOIRE

4 Prison 77, Un film espagnol sur la COPEL (Coordination des prisonniers en lutte)

RÉFLEXIONS

8 Légalité, légitimité, république, démocratie…
10 Bookchin, lecture critique
12 Les riches heures du mépris de classe
14 Au-delà de la retraite. « L'État, c'est moi ! », le mantra macronien
16 Symboles et pouvoir La communication non verbale
20 Petits cailloux de la littérature enfantine sur les chemins divagatoires
22 Souvenirs, souvenirs… Mon Premier Mai
23 **Les Reclusiennes** Partager

RÉSISTE !

24 Les militant·e·s et les lambdas
26 Elle est où la violence ? C'est qui les casseurs ?
28 Il n'y a pas de hasard !
30 Un peu de tout, un peu de rien. Merci Léo…
31 Pour que vive la Dar, achetons-la !
32 **Crise de foi** Quand ils sont venus !…
33 Il faut sauver le soldat… Union Pacifiste !
34 L'écologie, oui mais laquelle ?
36 Non à l'A133-A134
38 ITER et la fusion nucléaire
42 Lettre ouverte à Yaël Braun-Pivet
43 Autocritique à Sainte-Soline. Ne nous blessons plus pour des symboles

CULTURES

44 Cinéma argentin, El derecho de vivir en libertad
46 Le Maréchal, un libertaire non identifié
48 Demande aux oiseaux…
50 **BD** La grève des boutonniers de l'Oise

FICHES DE LECTURE

51 Pour la beauté du geste
51 Gueules de vaches
52 L'entonnoir
52 Une vie à militer
53 Une femme combattante
53 **Poésie en noir** Retraite en flambeaux
54 **Librairie Publico** Dernières parutions juin 2023
55 **Annuaire** des groupes et liaisons de la FA
56 **Colloque** 12 heures pour l'anarchiste

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

« Segur que tomba, tomba, tomba, l ens podrem alliberar*. »

« Une bonne retraite est meilleure qu'une mauvaise résistance. » Les mots peuvent parfois être trompeurs. Ainsi, placée dans la bouche du locataire de l'Élysée, cette phrase pourrait être un message à tous ces mécontents qui n'ont rien compris : « La réforme des retraites, celle que je vous ai imposée, vous assurera une bonne retraite alors cesser de résister et posez-moi ces casseroles ! »

En fait, il s'agit d'un proverbe irlandais et « retraite » est à prendre dans le sens martial de repli.

Finalement Le locataire du 55 rue du Faubourg-Saint-Honoré serait peut-être bien avisé de comprendre cette phrase « à l'irlandaise » ... et de retirer sa réforme au lieu de s'obstiner – mauvaise résistance - à vouloir détricoter les acquis du Conseil national de la (bonne) résistance...

Résistance, quel joli mot... c'est en 1530 que resistence signifia « « action de résister à une autorité établie » ...

Dans ce numéro, tu ne trouveras pas la rubrique « Terrains de luttes » car le dossier lui-même a un parfum de luttes, de résistance. Ce parfum qui flotte dans les rues, les champs. 55 ans déjà, coucou nous revoilà.

Une pensée solidaire pour Serge, Mickaël et toutes les autres victimes, des rues et des champs, de la brutalité crasse du Pouvoir et de ses chiens de combat. Peut-être réfléchir au proverbe irlandais en lisant « Autocritique à Sainte-Soline. Ne nous blessons plus pour des symboles » ...

Et lorsque la résistance déborde dans la rubrique « Cultures », à lire l'article sur un film argentin. Mais il n'y a pas que ça dans ce ML, alors bonne lecture.

Bernard

* « C'est sûr, il tombera, tombera, tombera, / Et nous pourrons nous libérer. »
Lluis Lliach L'estaca

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

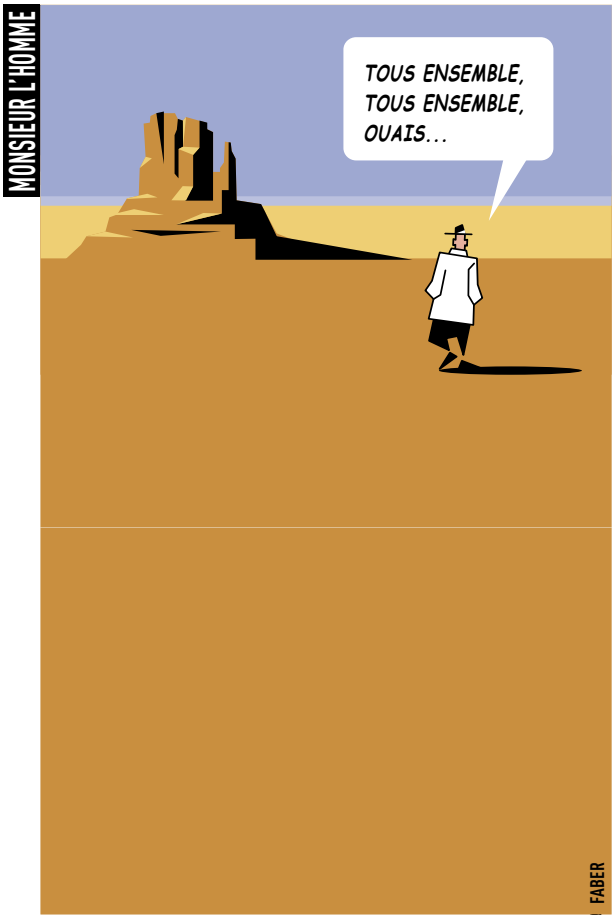
Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080280

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



FAITS D'HIVER
COLLABOS !

C'était hier. Un virus de merde (pas le dernier) pourrissait la vie de l'humanité. Toujours en retard pour gérer les *effets* d'un problème dont on refuse d'analyser les *causes*, les États et les gouvernements prirent des mesures. Certaines bonnes d'autres mauvaises, mais *toutes* autoritaires. Du genre confinement, obligation de porter un masque pour sortir sa poubelle, interdiction d'aller promener le chien au-delà d'un certain laps de temps et à plus de...

Chez nous, en Charente, une gendarmerie en fut réduite à publier un encart dans Sud-Ouest (le quotidien régional) demandant à la population de cesser de leur envoyer des dénonciations (pas toujours anonymes) à propos de machin ou bidule qui n'auraient pas respecté les « Consignes ». « Nous sommes débordés, nous n'avons pas les effectifs pour... » écrivait la gendarmerie.

On l'aura compris, le problème de toute société, ce ne sont pas les résistants, mais les collabos. Un vieux débat à propos du pouvoir, de ceux qui l'exercent, de l'aliénation de ceux qui le subissent et de la servilité « volontaire » !

Jean-Marc Raynaud

PRISON 77

Un film espagnol sur la COPEL

(Coordination des prisonniers en lutte)

L'acteur Miguel Herrán joue le rôle de Manuel, un jeune homme issu d'un quartier pauvre, accusé d'avoir volé de l'argent à l'entreprise pour laquelle il travaille. Manuel pense que la prison n'est pas sa place et qu'il est différent des autres prisonniers. Mais sa conscience de classe et son sens de la justice le poussent à s'impliquer rapidement dans la COPEL Coordination des prisonniers en lutte). Son compagnon de cellule, Pino (Gutiérrez), quant à lui, est un habitué de la prison, incrédule et solitaire, qui s'évade en lisant des romans de science-fiction.

Prison 77 est un film d'Alberto Rodríguez sur les luttes dans les prisons pendant la Transition « démocratique » espagnole. La Transition a été une période de l'histoire contemporaine, de 1975 à 1978, qui succéda au régime dictatorial du général Franco. Le pays fut alors gouverné avec une constitution censée restaurer la démocratie, première étape du règne de Juan Carlos Ier soutenu unanimement par l'ensemble de la classe politique des franquistes aux communistes en passant par les socialistes.

Modelo 77

Le film, dans sa version espagnole, s'intitule *Modelo 77*. Les faits se déroulent à la Modelo à Barcelone. Une partie des images a été tournée dans cette prison aujourd'hui désaffectée. La vraisemblance du film est en partie due à l'excellence des décors et à l'habileté des prises de vue des scènes d'action. Le décor reconstitue en studio la prison la Modelo, ses murs crasseux, ses cellules, son mitard, ses coursives, son panoptique.

Le film n'est pas seulement une histoire d'hommes qui subissent une prison qui les détruit, d'hommes qui résistent, mais une histoire collective : celle de la COPEL. *Prison 77* est un thriller classique qui dépeint un processus politique collectif, il raconte très fidèlement ce qui s'est passé en 1977 dans les prisons franquistes, avec les abus, les violences systématiquement appliqués par les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire contre les rebelles, les pauvres, les marginaux, mais aussi contre ceux qui luttaient contre la dictature. Le sort des prisonniers de droit commun fut différent de celui des prisonniers « politiques ». Ces derniers furent libérés grâce à la loi d'amnistie de 1977, les pauvres et les marginaux restèrent en prison.

Amnistia total

Après la mort du dictateur, à partir de 1976, un fort mouvement en faveur de l'amnistie a commencé à germer, au cours de l'été de cette année-là, une émeute a éclaté dans la prison de Carabanchel à Madrid pour réclamer l'amnistie. On dit que c'était la première fois que cela se produisait et cela a engendré un mouvement mimétique avec des actes similaires dans d'autres prisons.

En juillet 1977, les prisonniers de droit commun s'organisèrent dans toute l'Espagne au sein de la COPEL, parmi eux se trouvaient également des militants de la CNT, le syndicat anarcho-syndicaliste. Ils réclamèrent la *Amnistia total*, ainsi que des droits et certaines garanties contre l'arbitraire de l'institution. Leur lutte se manifesta par une série interminable d'émeutes, au cours desquelles ils sont montés sur les toits des prisons et se sont mutilés en se tailladant les veines, en revendiquant de meilleures conditions de détention, la liberté pour tous. Ils s'organisèrent également en « communes de prisonniers », comme à la prison de Carabanchel, et créèrent leurs propres revues.

Le film s'ouvre trois mois après la mort du dictateur. Des émeutes, des épisodes d'automutilation collective, des grèves de la faim… et des assemblées, tenues en connaissance des conséquences que toutes ces mobilisations auraient, ont cimenté un collectif qui a fait l'histoire. À la Modelo, comme dans toutes les prisons espagnoles, il y avait des homosexuels, des vagabonds, des voleurs, des escrocs, et aussi des artistes comme quatre membres d'*Els Joglars*, une troupe de théâtre catalane, condamnés à la prison par un conseil de guerre pour insulte à l'armée. Ils se sont unis pour demander l'amnistie totale, l'amélioration des conditions de détention, mais aussi pour exiger l'épuration des juges et des officiers de prison.

> **« Ce n'est pas l'histoire d'une prison, c'est l'histoire d'un pays. »**

La COPEL n'a pas obtenu l'amnistie qu'elle réclamait, mais ce fut une défaite très digne qui, dans le cas de la prison Modelo, a été couronnée par l'évasion historique de 45 prisonniers. Il a fallu des années pour réincarcérer ces 45 hommes, certains d'entre eux n'ont été jugés qu'en 1995. C'est précisément dans le cadre de la Modelo qu'Alberto Rodríguez a tourné son film.

L'enthousiasme soulevé par les perspectives d'une transformation de la société espagnole pendant la Transition a rendu l'amnistie possible, y compris pour les prisonniers de droit commun. Mais cette attente a été déçue. Le changement politique et institutionnel n'a pas inclus des modifications substantielles des fonctions sociales de la prison.

C'est ce que dit l'affiche du film. La prison fonctionne ici comme une métaphore de la Transition, qui aurait apporté la « liberté », pour tous…

« *Nous étions intéressés par cette lutte pour quelque chose d'aussi noble, et utopique, que la justice : entendue comme jus-*

MODELO77 © JULIOVERGNE

tice sociale, cette opportunité de repartir à zéro pour un pays, mais pour tous », a expliqué Alberto Rodríguez. Une autre promesse trahie de la Transition. « *C'est un pays pour les fils de propriétaires, rien ne va changer* », assure Manuel le protagoniste désespéré du film, après bien des luttes et bien des trahisons de la part des jeunes et flamboyants politiciens socialistes et des autorités pénitentiaires.

Le film remet en question les différences persistantes entre les prisonniers politiques et les prisonniers de droit commun. Il importe peu de savoir pourquoi ils se sont retrouvés en prison, s'ils ont déjà été jugés ou non, si la sentence était juste ou injuste. Le système qui divise la population entre les prisonniers sociaux et les citoyens « respectables » est le même qui condamne les premiers avant même leur naissance, s'ils sont nés dans un espace de pauvreté et d'exclusion. L'important, c'est qu'ils s'organisent et se battent. Comme dans la rue, ou à l'intérieur de la prison, les « marginaux » sont les grands oubliés de la Transition.

Pour Alberto Rodríguez, « *tous les prisonniers sont communs* ». Le problème, c'est la prison elle-même, un instrument maintenant les inégalités par des moyens répressifs, même si elle est présentée comme une protection essentielle de « *notre mode de vie* ». Il y a eu un changement politique et culturel en Espagne, mais pas de changement social. Pour préserver les intérêts des classes moyennes et de l'oligarchie traditionnelle du capitalisme espagnol, il était essentiel de maintenir intacte la fonction répressive. Les intérêts économiques et la stabilité sociale étaient les lignes rouges des pactes entre le réformisme franquiste et les élites de gauche elles-mêmes.

À la fin du régime franquiste, on comptait 14 000 prisonniers, tant sociaux que politiques ; après la mort du dictateur, bien qu'il y ait eu trois amnisties et une grâce très limitée, environ 8 000 prisonniers sociaux sont restés en prison. Nombre de ces prisonniers avaient été condamnés en vertu de la loi dite de dangerosité et de réhabilitation sociale. Cette loi a remplacé la loi sur les vagabonds et les mécréants en 1970. On ignore peut-être qu'elle a vu le jour en 1933, au milieu de la Seconde République, la dictature de Franco l'a rendue beaucoup plus répressive, y compris en ce qui concerne la persécution des homosexuels. Ces lois étaient un subterfuge juridique pour condamner, de manière générale, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Comme l'affirme Michel Foucault dans *Surveiller et punir* : « [La prison] *doit être la machine la plus puissante pour imposer une nouvelle forme à l'individu perverti ; son mode d'action est la coercition d'une éducation totale* ».

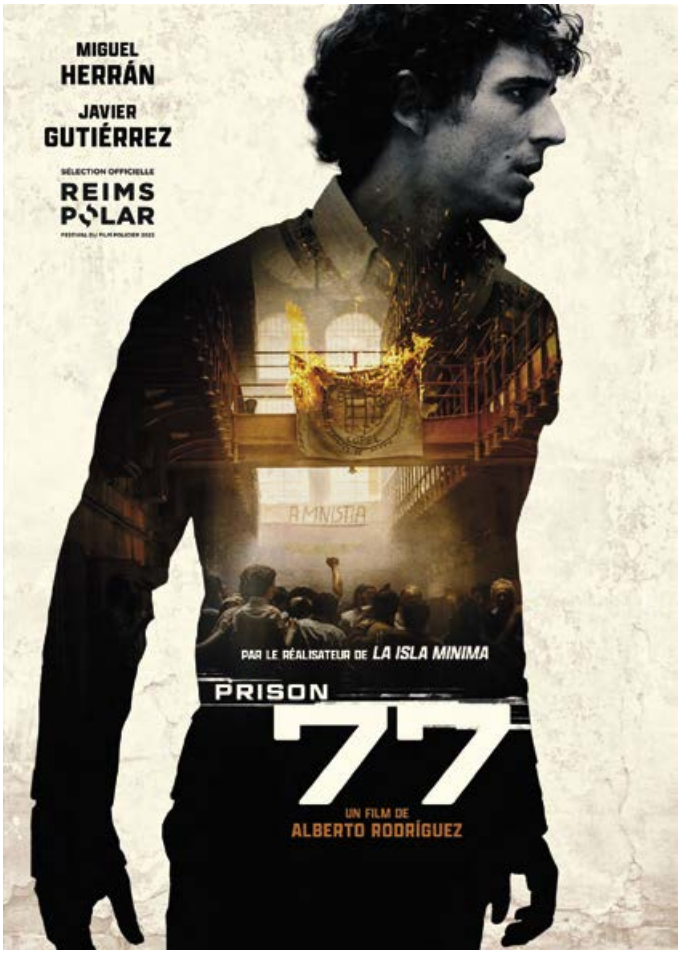
Les groupes de soutien de la CNT

À l'extérieur des prisons, la CNT organisa des groupes de soutien, les manifestations pour l'amnistie furent sévèrement réprimées. La CNT, qui venait de renaître de ses cendres, fut ●●●

PRISON 77

Un film espagnol sur la COPEL

(Coordination des prisonniers en lutte)



●●● la seule organisation politique et syndicale à se solidariser avec la COPEL. Le vent de liberté qui soufflait sur le pays y était pour beaucoup, et les prisonniers avaient le soutien de la rue, des avocats et des intellectuels.

Cela apparaît dans le film, par l'intermédiaire de l'amie qui rend visite à Manuel, le principal protagoniste. Elle l'informe sur ce qu'il se passe à l'extérieur de la prison pour soutenir les prisonniers. Elle montre au prisonnier un exemplaire de *Star*, l'une des revues contestataires de l'époque, une référence contre-culturelle, comme le fut la revue *Ajo Blanco* de tendance libertaire.

Ce soutien aux prisonniers était, pour l'essentiel, confiné à la sphère libertaire, car il ne pouvait en être autrement compte tenu de la nature des idées défendues par les anarchistes. Pour le mouvement libertaire, il ne pouvait y avoir de différence entre les prisonniers de droit commun et les prisonniers politiques, tout était le résultat d'une société injuste. Cela rappelle un film du grand cinéaste Luis Garcia Berlanga, *Todos a la cárcel* (Tous en prison), dont l'intrigue tourne autour d'une manifestation organisée pour rendre hommage aux prisonniers politiques pendant la dictature. Dans une séquence, quelqu'un demande si les anarchistes vont participer à l'événement et ceux-ci font savoir qu'ils ne participeront pas si un hommage n'est pas rendu aussi aux prisonniers de droit commun. Berlanga inclut dans le film cette ligne de dialogue quand il décrit un monde où la plupart des gens sont lâches, mais où il reste des gens qui ne se vendent pas.

La répression s'abat et le désespoir s'empare des prisonniers

Pour en revenir à la COPEL, et aux faits évoqués dans le film, les prisonniers les plus rebelles, les plus obstinés dans leurs revendications, ont été transférés dans des conditions infra-humaines et par surprise vers d'autres prisons encore plus dures et plus répressives. Lors de ces transferts, qui ont été décrits comme de véritables « enlèvements », la police anti-émeute est intervenue aux côtés des fonctionnaires et, comme on peut le voir dans le film, elle n'a pas cessé de frapper les prisonniers pour les terroriser afin qu'ils cessent leurs efforts ou qu'ils finissent par négocier des améliorations de leur situation individuelle.

Lorsque le désespoir s'est emparé des prisonniers, lorsqu'ils se sont rendu compte que la soi-disant démocratie et ses représentants politiques les plongeaient dans l'oubli en ignorant leurs revendications, la lutte de la COPEL a commencé à diminuer d'intensité et les prisonniers ont décidé d'emprunter la voie de l'évasion. C'est dans ce contexte, après la découverte d'un tunnel par les autorités, qu'Agustín Rueda, prisonnier anarchiste et membre de la COPEL, est mort à Madrid, des suites d'un violent passage à tabac commis par plusieurs fonctionnaires. Quelques jours plus tard, en mars 1978, le Directeur des institutions pénitentiaires, Jesús Haddad, fut assassiné par un commando du GRAPO (Groupes de résistance antifasciste du premier octobre). Ces deux morts ont marqué l'histoire de la COPEL et des prisonniers sociaux.

L'amnistie n'a pas été obtenue par la COPEL, mais les conflits ont provoqué la réforme des prisons qui ne pouvait pas être reportée. Celle-ci a été votée, en 1979, par une loi organique reprenant la rhétorique « démocratique » de la « réinsertion sociale ». C'est ainsi que certaines des revendications des prisonniers furent approuvées : congés, visites, changement de régime pénitentiaire, entre autres. Les conditions de détention s'améliorèrent, mais la réforme a essentiellement maintenu toutes les intentions disciplinaires. Le droit d'association des prisonniers fut explicitement interdit et la création de « prisons de sécurité maximale » fut encouragée. Un régime spécial de l'isolement, de même que des fichiers destinés à exercer un contrôle féroce sur les détenus considérés comme dangereux, furent créés. Les autorités visaient principalement à écraser toute insubordination dans la prison. La fin de la COPEL s'explique par l'assouplissement engendré par la nouvelle loi, mais aussi par l'arrivée de l'héroïne dans les prisons.

Sous le gouvernement socialiste, le code pénal continue à se durcir

Autre fait tristement célèbre : depuis la mort de Franco, la population carcérale a été multipliée par huit ! Il n'y a aucune corrélation entre cette augmentation et l'augmentation de la

“Lorsque vous entrez en prison, vous cessez d’exister, c’est un système visant à aliéner l’individu.”

Alberto Rodríguez

criminalité, et elle ne peut s’expliquer que par l’augmentation de la durée des peines. La population carcérale est l’une des plus importantes du continent, supérieure à la moyenne européenne en termes de nombre de détenus et de durée moyenne d’incarcération. Si l’emprisonnement était aligné sur le taux de criminalité par rapport au reste de l’Europe, près de la moitié des prisonniers devraient être libres, selon certaines études. Le Conseil de l’Europe a mis en garde contre la « dureté » du Code pénal espagnol, qui prévoit des peines élevées et des délits qui n’existent pas dans d’autres pays, comme l’atteinte aux sentiments religieux et au roi, délits pour lesquels des artistes et des rappeurs ont été condamnés. Le Code pénal continue de se durcir, même sous le gouvernement socialiste et malgré la baisse de la criminalité.

Des anarchistes emprisonnés aux vautours de l’immobilier

De nombreux anarchistes furent emprisonnés à la Modelo, Francisco Ferrer i Guàrdia, Salvador Seguí, Helios Gómez, Salvador Puig Antich et des milliers de militants et de résistants anonymes. Salvador Puig Antich fut garrotté, en 1973, dans la salle des colis de la prison. Ce fut le dernier prisonnier exécuté de cette manière durant la dictature franquiste.

Après 113 longues années d’existence, la Modelo a fermé ses portes et va être reconvertie. Une école, un centre sportif et un espace de mémoire seront les premières installations achevées sur le site d’ici à 2027. Les prisonniers partis, les vautours de l’immobilier veulent s’emparer des terrains attenants, malgré la résistance des habitants qui réclament des logements sociaux pour empêcher la gentrification du quartier.

Prison 77 est un film très important, parce qu’il révèle des événements très obscurs de l’histoire récente de l’Espagne, une période avec laquelle nous devons être ouvertement critiques, notamment sur ce qu’a été la Transition vers la démocratie. Les opposants au régime monarchique l’appellent « la Transaction ».

Les vers de l’hymne de COPEL ne voleront plus au-dessus de la Modelo, chantés sur l’air de *Bella Ciao* : « *Avant de s’unir / ils nous ont maltraités / ils nous ont humiliés / jusqu’à nous tuer. COPEL est arrivé / et nous a unis / les compagnons / se sont rassemblés / pour lutter contre la terreur. Ils ont demandé des droits / nos droits / qu’ils nous ont refusés / c’est pourquoi unis / tous unis / le cri s’est fait entendre : liberté ! Ils nous ont écrasés / et ils reviendront / et nous reviendrons / pour nous battre encore une fois* / (…) »

Daniel Pinós

Prison 77,
2 h 05, couleur, vost, Espagne, 2022
sortie en France en VOD le 25 mai 2023.

FAITS D’HIVER

COCKTAIL GESTAPO !

La gare de Canfran, en Aragon, a été ouverte le 18 juillet 1928. C’était la deuxième plus grande gare d’Europe. Elle reliait la France à l’Espagne. Elle fut fermée en 1970. Il est question de la ré-ouvrir.

Pour l’heure, propriété du gouvernement d’Aragon, elle s’appuie sur sa magnificence architecturale pour attirer le chaland touristique. Elle vient, donc, d’inaugurer, le mois dernier, un magnifique hôtel 5 étoiles, le Royal Hideaway Hôtel.

Au menu des cocktails proposés figurait le cocktail « Gestapo ». Bon, d’accord, dans les années 1940, sous la dictature franquiste, transitaient dans cette gare des convois de minerais direction l’Allemagne nazie. Mais, nous sommes en 2023 et l’Espagne est gouvernée par des… socialistes. Ils devraient donc se souvenir !

Est-il besoin de le préciser, les capitalistes proprios de l’hôtel ne sont pas des nazis. Juste des analphabètes politiques. Et ils ont très vite fait machine arrière. Reste le problème de fond. Celui de la logique du fric sur fond d’analphabétisme politique.

Dieu (qui n’existe pas) et Bakounine (qui n’existe plus) nous préservent du jour où, après la révolution (vaincue), on servira des cocktails anars dans les hôtels 25 étoiles !

Jean-Marc Raynaud

Légalité, légitimité, république, démocratie…

Notre royal président de la « République », malgré l'opposition massive, durable et incontournable d'une écrasante majorité (plus de 80 % selon les sondages d'opinion) de la population, s'estime en DROIT de nous imposer sa « réforme » des retraites. Son raisonnement est simple, voir simplet. J'ai été élu au deuxième tour des élections présidentielles avec un peu plus de 50 % des voix. Donc, circulez, il n'y a rien à voir.

On peut effectivement le voir comme ça ! Mais on peut aussi le voir autrement. Un peu plus de 50 % des voix des votants, si on prend en compte 50 % d'abstention, ça ne fait plus que 25 % des inscrits sur les listes électorales. Et si on prend en compte les deux à trois millions de citoyens français qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales on arrive à 18 % des citoyens français ayant le droit de vote. Et, enfin, si on prend en compte que plus de la moitié des votants au second tour ont, tout le monde est au courant, voté non pour lui mais contre l'autre, on arrive au chiffre d'un peu moins de 10 % des citoyens français l'ayant adoubé.

Via les lois et la légalité du moment, notre royal président est dans son DROIT. Mais de là à parler de représentativité, de légitimité ou de démocratie, c'est une autre paire de manches !

De la Loi et de la légalité

La légalité se définit comme relevant de l'application de la loi. Ah, la LOI !

La loi, c'est-à-dire l'application d'un certain nombre de règles, est définie, on ne le répétera jamais assez, par le pouvoir et ceux qui l'exercent. Or ce pouvoir qui, comme tous les pouvoirs, repose sur un rapport de force en faveur du plus fort, change souvent de costume. Hier il était de droit divin avec la royauté et l'aristocratie. Puis il est devenu républicain avec la bourgeoisie. Et aujourd'hui, en Occident tout au moins, il est devenu démocratique avec le néo-libéralisme capitaliste mondialisé. Est-il besoin de le préciser, ces différentes catégories sont nappées d'un flou artistique particulièrement flou et pas vraiment artistique. N'y a-t-il pas des royautés parlementaires bourgeoises, des républiques dites populaires n'ayant rien à envier aux pires dictatures, des démocraties illibérales musclées, des dictatures « progressistes »… ?

En clair, dans ce cadre-là, rien n'est vraiment clair quant à la NATURE du pouvoir qui fait la Loi.

En encore plus clair, la loi et la légalité sont des concepts CONJONCTURELS et RELATIFS. Avant la Révolution française la loi et la légalité portaient le costume de la royauté. Après, elles portaient celui de la République. De même, en 1940, de Gaulle était un terroriste qui fut condamné à mort au nom de la loi et de la légalité à la mode de la Collaboration. Après la victoire des alliés, les terroristes d'hier sont devenus des héros et les collabos… des terroristes. Et nos « camarades » policiers et juges qui faisaient du zèle pour arrêter les Juifs et les résistants n'ont pas manqué de faire du zèle pour arrêter leurs maîtres d'hier.

IMAGE NOIR ET BLANC DE LA STATUE DE L'ESPRIT DE LA DÉMOCRATIE CRÉÉE LORS DES MANIFESTATIONS DE LA PLACE TIANANMEN DE 1989.

On l'aura donc compris, il n'y a pas la loi et la légalité, mais DES lois et DES légalités.

Mais, est-ce pour autant à dire qu'une société humaine puisse se passer de lois et de légalité ? Les anarchistes n'ont jamais dit cela. Bien au contraire !

Ils disent juste : qui fait les lois, qui en contrôle l'application… ? Et ils posent la question du pouvoir et de sa nature, de sa légitimité et d'une démocratie politique, économique et sociale. Comment ça, ils disent et questionnent ?

Eh bé oui !

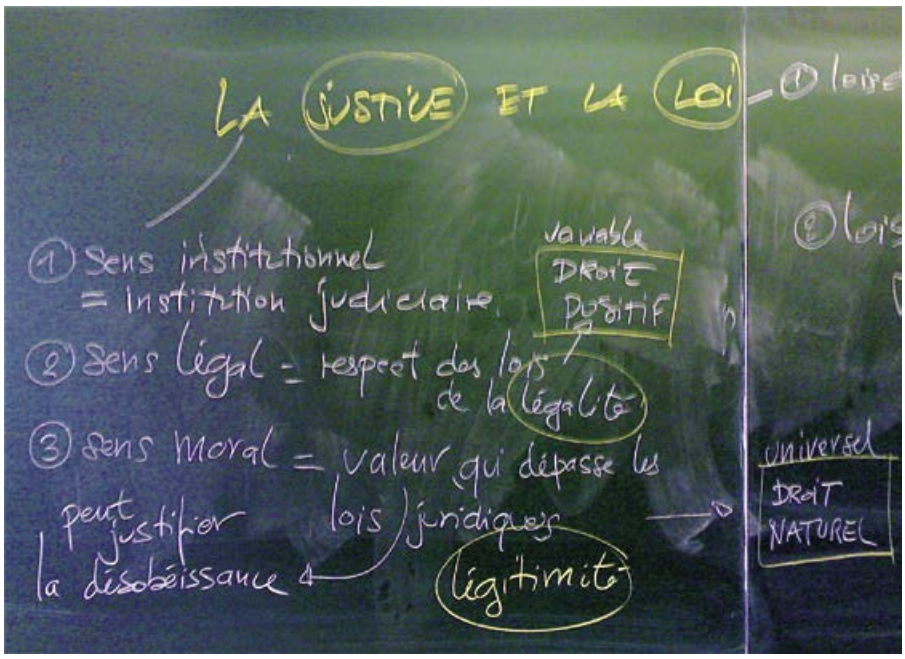
De la légitimité

La légitimité, contrairement à la loi et à la légalité est un concept un peu moins flou.

Être légitime, en effet, signifie être adopté par une majorité de citoyens. Mais c'est quoi une majorité ?

Pour l'heure, en France, c'est, au niveau politique, obtenir 50 + 1 pour cent des voix aux élections politiques, présidentielles ou législatives. On a vu que ce concept de majorité n'était pas vraiment franc du collier. Car, majorité par rapport à quoi, aux citoyens, à ceux qui sont inscrits sur les listes électorales, à ceux qui vont voter, à ceux qui vont voter pour tout court, ou pour éviter le pire… ?

REMBRANDT. MOÏSE MONTRANT LES TABLES DE LA LOI. 1659. BERLIN GEMÄLDEGALERIE.



COURS DE PHILOSOPHIE AU LYCÉE GASTON BERGER À LILLE (FRANCE), CLASSE DE TERMINALE STG. SUJET DU COURS : LA JUSTICE ET LA LOI, ANALYSE DES TERMES. ICI : LA JUSTICE. PHOTO F. JOURDE (LE PROF)

Et on ose nous parler de démocratie représentative ! Mais représentative de qui et de quoi ?

De plus, si on veut bien considérer que ce « machin » ne concerne que la légitimité politique au sens étroit et politicard du terme, cela reste un peu court pour parler de légitimité au sens large du terme. Le pouvoir, en effet, ne se résume pas à sa seule dimension politique. Le pouvoir, et la légitimité de son exercice, doit être pris au sens le plus large du terme, c'est-à-dire en incluant sa dimension économique, sociale, culturelle… Et comment être légitime dans tous ces domaines ? Ce n'est pas la moitié d'une bonne question !

À l'évidence, la légitimité d'une véritable démocratie représentative ne peut qu'être globale. Et ses différentes facettes doivent être associées et fédérées. Mais comment ?

Les anarchistes, contrairement à ce que disent certains analphabètes politiques, même de chez nous, ne sont pas contre le principe du vote ou de la démocratie représentative. Avec 70 millions de Français, il est stupide, car impossible, de penser qu'on puisse faire partout des AG journalières pour décider de ce que l'on veut à propos de tout et de son contraire. Trop contraignant, trop de monde, trop de problématiques particulières se confrontant à des problématiques d'intérêt général. Donc, faire un maximum d'AG, c'est important et nécessaire, mais pas suffisant. On est obligé de passer non pas par une mais des représentations. Des, et pas une. Au niveau politique, économique, social, local, régional… Le problème se résume, en fait, à la manière dont sont organisées ces représentations (chèque en blanc entre deux élections, mandats impératifs, mandats semi-impératifs…) comment elles sont contrôlées et surtout comment elles gèrent ENSEMBLE l'exercice d'un pouvoir global seul à même d'avoir la légitimité de faire la loi. Ce qui pose le problème de la république et de la démocratie.

De la république et de la démocratie

Il en est des concepts de république et de démocratie comme de ceux de loi, de légalité ou de légitimité : ils sont à géométrie très variable.

On confond souvent celui de république avec celui de démocratie. La République islamique d'Iran, la « populaire » de Chine… comme la démocratie à la mode capitaliste devraient pourtant nous ouvrir les yeux.

De fait, le concept de république est plus restreint en ce sens qu'il caractérise principalement l'exercice d'un pouvoir politique.

Le concept de démocratie, lui, ratisse plus large. Il peut recouvrir aussi bien le politique, que l'économique, le social… et ça change tout. Car si la république n'implique pas obligatoirement la démocratie dans sa globalité, la démocratie, elle, implique d'être républicaine.

Pour l'heure, le capitalisme bourgeois et autre néo-libéralisme enferment à double tour une démocratie, n'ayant de sens que par sa globalité, dans le carcan d'une république exclusivement politique, et, même sur ce plan-là, en la réduisant à sa plus simple expression. Tu as le droit de voter (mais pas les moyens d'une campagne électorale) tous les X en filant un chèque en blanc à celui pour qui tu votes. Entre deux élections, tu as le droit de fermer ta gueule. Et pendant ce temps-là, les maîtres du monde, les bourgeois, les capitalistes, les patrons, les actionnaires… ont toujours le droit de te tondre la laine sur le dos. Et pour ce qu'il en est de l'obtention de droits sociaux pour le peuple, il faut que tu te battes comme un lion. Alors, pourquoi ne pas commencer par-là ?

En guise de conclusion provisoire relativement à cette esquisse de réflexion sur la loi, la légalité, la légitimité, la république et la démocratie, j'espère vous avoir simplement laissé entrevoir que tout est lié et que si tout n'est pas dans tout, rien n'est dans rien.

La suite, comme c'est bizarre, concernera une réflexion sur le concept de révolution sociale. Mais, c'est quoi une révolution et c'est quoi une révolution sociale ?

Ce sont de bonnes questions.

Jean-Marc Raynaud

Bookchin, lecture critique

Ayant reçu une formation marxiste très rigoureuse et doctrinaire pendant des années depuis son adolescence, Murray Bookchin (1921-2006) n'a vraiment découvert l'anarchisme que tardivement, après Mai 68. Il a alors près de cinquante ans, et on ne se défait pas du jour au lendemain d'une culture politique qui l'a profondément imprégné.

Né à New York dans une famille d'immigrés russes et juifs, il est élevé par sa grand-mère, une ancienne *narodnik* baignée par l'*Heskalah*, la tradition juive des Lumières. Dès l'âge de neuf ans, il fréquente les jeunesses communistes. Chassé du parti en 1939, il adhère à la Quatrième Internationale. Il se rapproche ensuite de l'un de ses dissidents, Josef Weber (1901-1959), éditeur de la revue *Contemporary Issues* (1948-1957). Selon ce partisan de la thèse de la « rétrogradation », « lo*rs du dernier stade de l'impérialisme, l'économie, la politique et le reste de la société bourgeoise se développent en arrière* [*develop backward*] *d'une façon particulière* »[1]. Cette vision catastrophiste du capitalisme est inspirée de la théorie du *Zusammenbruch* (*Effondrement*) postulée par Rosa Luxemburg dont la culture eschatologique juive rejoint celle de Marx.

Au début des années 1960, Bookchin est préoccupé par l'usage de la chimie dans les sols et les aliments, d'où son premier livre *Our Synthetic environment* publié en 1962 sous le pseudonyme de Lewis Herber[2]. En 1964, il se saisit du concept d'« écologie sociale »[3]. S'inspirant d'Erwin Anton Gutkind (1886-1968), urbaniste d'origine allemande et l'un des premiers à en parler, il insiste sur la question environnementale globale qui est dans l'air du temps, sauf chez les marxistes dont il cherche à se démarquer. C'est une avancée théorique car, dans *Our synthetic environment*, il parlait surtout de pollution ou de santé, pratiquement pas d'écologie en tant que telle.

L'irénisme de l'équilibre naturel

Les savants écologues qu'il mobilise, comme Ernst Haeckel (1834-1919), Frederic Clements (1874-1945), social-darwinien, ou comme Charles S. Elton, (1900-1991), social-darwinien et eugéniste convaincu, sont néanmoins tout sauf des révolutionnaires.

Selon Bookchin, « *le propos de l'écologie, c'est l'équilibre de la nature. Or, pour autant que la nature englobe l'homme, ce dont traite cette science, c'est fondamentalement de l'harmonisation des rapports entre l'homme et la nature* », afin d'« *édifier une communauté humaine qui vive dans un équilibre durable avec son environnement naturel* »[4].

Chaque « communauté » (humaine) doit donc « s*'adapter à l'écosystème, aux conditions biologiques de la région dans laquelle elle se situerait, développerait toutes ces techniques* [douces] d*'une façon harmonieuse* », « *avec le plus grand respect des caractéristiques naturelles et le souci de préserver la vie non-humaine et l'équilibre de la nature* »[5]. Bookchin renvoie au schéma des « *déséquilibres écologiques* » formulé par Lotka et Volterra, qui est pourtant questionné par les milieux scientifiques estimant qu'il ne s'agit que d'une vue de l'esprit, puisque tout est évolutif et en équilibre instable permanent.

« *L'obligation faite à l'homme de dominer la nature découle directement de la domination de l'homme sur l'homme* »[6], assertion que Bookchin reprend dix ans plus tard dans un autre texte. Apparaît ainsi une contradiction, car la domination entre les êtres humains, ainsi posée, précéderait la domination sur la nature (puisque celle-ci en découle). Les hommes ne seraient-ils donc plus issus de la nature ?

Selon l'écologie sociale, l'être humain fait partie de la nature, mais il est davantage que cela puisqu'il peut l'organiser consciemment. Pour Bookchin, « *les êtres humains ne sont pas une forme de vie parmi d'autres, qui se serait simplement "spécialisée" pour occuper une des niches écologiques du monde naturel ; ce sont des êtres qui ont la potentialité de rendre l'évolution biotique consciente et auto-dirigée.* (…) *Ce qui nous rend uniques, c'est que nous sommes capables d'intervenir dans la nature avec un degré de conscience et de flexibilité inconnue des autres espèces* »[7].

Les limites de la tentation biologique

C'est parce que l'écologie montre aussi l'organisation horizontale, et pas seulement verticale, des espèces et des écosystèmes que l'on peut bannir les hiérarchies du vivant comme du social. La technique n'est pas à rejeter, mais à maîtriser et à repenser. Le cadre ad hoc est celui de la commune théorisée comme « municipalisme libertaire » à partir de 1973 dans *The Limits of the city*.

Selon Bookchin, « *une société écologique, structurée autour d'une Commune des communes confédérée et où chaque communauté chercherait à s'adapter à l'écosystème, aux conditions biologiques de la région dans laquelle elle se situerait, développerait toutes ces technologies* [douces] d*'une façon harmonieuse. Elle utiliserait des ressources locales dont beaucoup ont été abandonnées à cause de la production de masse* »[8].

Une telle idée soulève néanmoins des problèmes car penser que la commune s'adapterait à un écosystème suppose qu'elle arriverait de quelque part avant lui, et que ni l'un ni l'autre n'auraient évolué en commun. Il s'agit curieusement d'une logique de front pionnier, de tonalité d'ailleurs typiquement américaine, où les êtres humains s'installeraient dans un espace supposé vierge.

En outre, l'utilisation des ressources locales ou, plus précisément, leur réutilisation (qui suppose déjà une histoire dans l'occupation du milieu) pose la question de leur nature : doit-on, par exemple, rouvrir d'anciennes mines abandonnées par le système industriel qui les a jugées non rentables ?

La tentation biologiste et naturaliste est recentrée au profit de ce qu'on pourrait appeler un humanisme non irénique, un socia-

MURRAY BOOKCHIN À LA FOIRE *TOWARD TOMORROW* (VERS DEMAIN), AU MILIEU DES ANNÉES 1970.
PHOTOS DE LIONEL DELEVINGNE

lisme en fait. Bookchin ne se reconnaît pas philosophiquement dans l'anti-spécisme ou le véganisme, ni politiquement puisqu'il considère que ces positions s'éloignent de ce qu'il appelle « l'anarchisme social » qu'il oppose à « l'anarchisme mode de vie » (*life-style anarchism*). Il s'oppose également à la misanthropie radicale de l'écologie profonde[9]. Il critique les discours catastrophistes et malthusiens sur la population[10].

Murray Bookchin n'a pas véritablement exploré les dimensions scientifiques de l'écologie savante. Se pose aussi une série de questions : qu'est-ce qu'une science sans savants ? Et ces savants sont-ils neutres ? N'ont-ils pas une idéologie, une place dans la société et dans l'appareil d'État ?

Bookchin reprend ainsi sans discernement, et paradoxalement, la posture de tous les scientistes, celle de Marx comme celle des écologues d'hier ou d'aujourd'hui. Quand il parle de l'écologie comme étant « *intrinsèquement une science critique* », il ne se situe pas sur le plan de l'école de Francfort remettant en question la raison instrumentale[11]. Il est inspiré, sans le dire, par l'écologue Paul B. Sears (1891-1990) qui considère l'écologie comme « subversive » car elle rétrograde l'humain.

Un scientisme marxien

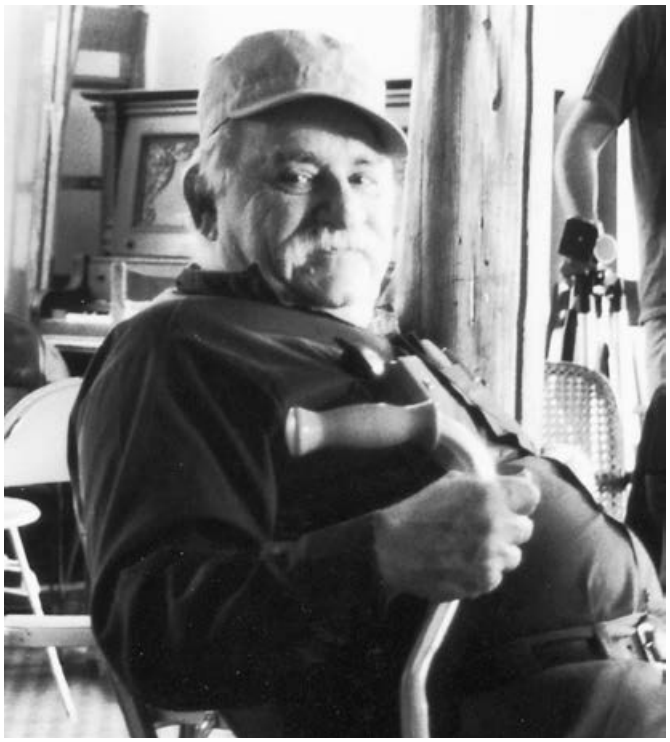
Bookchin se défait du marxisme sur le plan historique, mais pas tout à fait sur le plan organisationnel puisqu'il se rallie à l'électoralisme municipal. Quant au plan théorique, rien n'est moins sûr puisqu'il en garde la double démarche scientiste et téléologique. La philosophie de l'histoire marxiste prétend s'appuyer sur des lois économiques en les combinant avec une science de l'histoire, annonçant imparablement le futur.

Bookchin leur substitue les lois de la nature fondées sur une science biologique, l'écologie, science des relations entre les espèces et avec leur milieu, tout en gardant la même logique que le marxisme. Il veut en faire une réalité sociale et programmatique, en réalité problématique. L'écologie ne serait plus observation, mais finalisation, plus *logos* mais *nomos*. Elle dirait là où la société devrait aller. Mais que serait, par exemple, une « biologie sociale » ?

Même sa critique de l'anarcho-syndicalisme relève du marxisme. Bookchin considère le syndicalisme révolutionnaire dépassé à cause des évolutions socio-économiques et de la perte de conscience de classe chez les travailleurs. Compte tenu du fordisme et du consumérisme, ce constat offre une base de discussion, même si on peut le moduler à propos des pays pauvres. Mais il est en réalité tronqué sur le fond puisque Bookchin reprend la conception étroite et réductrice qu'ont Marx et les marxistes de la classe ouvrière, limitée aux travailleurs de l'industrie, excluant les artisans, les cols blancs et les paysans – précisément, pour ces derniers, ceux qui forment la masse du prolétariat dans les pays pauvres.

Or c'est sur cette conception erronée que Murray Bookchin avance son « municipalisme libertaire » (*libertarian municipalism*), rebaptisé « projet communaliste » (*communalist project*) au cours des années 2000[12]. Il s'apparente à la tradition anarchiste, celle de Kropotkine par exemple, mais il plaide pour une participation électorale combinée avec une mobilisation de masse.

Bookchin tente de faire rejouer l'antagonisme entre syndicalisme révolutionnaire et communisme libertaire qui a pu être avancé chez les plus doctrinaires des anarchistes, mais qui n'existe en réalité même pas sur le plan théorique – puisque Kropotkine ●●●



MURRAY BOOKCHIN EN 1999. PHOTO JANET BIEHL

●●● comme Reclus ou Malatesta ne récusent la nécessité des syndicats – et encore moins sur le plan historique. En effet, les communes libres de la Révolution espagnole, notamment en Aragon, s'appuient sur les syndicats de la CNT tandis que la confédération Nabat en Ukraine, anarcho-syndicaliste, participe à la Makhnovtchina.

Au cours des années 1970, Bookchin devient très proche des Grünen allemands. À partir de 1995, lassé des dérives du *life-style anarchism* et des polémiques sectaires, il s'éloigne de l'anarchisme[13].

Philippe Pelletier

1. Weber Josef (1950) : « The Great utopia, outlines for a plan of organization and activity of a democratic movement ». *Contemporary issues : a magazine for a democracy of content*, 5.
2. Traduit et publié en français par les ACL en 2017 sous le titre *Notre environnement synthétique* avec un sous-ttre "*la naissance de l'écologie politique*" qui n'existe pas dans la version originale.
3. « Écologie et pensée révolutionnaire », *Pour une société écologique*, Paris, Christian Bourgois, 1976, p. 141-169. Éd. or. 1964.
14. *Ibid*., p. 142-143.
5. *Une Société à refaire*. Lyon, ACL, 1992, p. 177 et 179. Éd. or. 1989 (*Remaking society*).
6. Bookchin (1976), *op. cit*., p. 148.
7. Bookchin (1992), *op. cit*., p. 9.
8. Bookchin (1976), *op. cit*., p. 177.
9. *Quelle écologie radicale ?* Lyon, ACL/Silence, 1994, 144 p. Éd. or. 1991 (*Defending the Earth : debate between Murray Bookchin and Dave Foreman*).
10. « The Population myth ». *Green Perspectives*, 1988, 8 et 9.
11. Bookchin (1976), *op. cit*., p. 143.
12. « The Communalist project ». *Communalism, international journal for a rational society*, 2, 2002.
13. Biehl Janet (2007) : « Bookchin breaks with anarchism ». *Communalism, international journal for a rational society*, 12, p. 1-20.

Les riches heures du mépris de classe

Le mépris totalement décomplexé, et qui ne cherche même pas à masquer la profonde répugnance que lui inspire le commun, a, avec l'hubris du gouvernement Macron, un parfum d'ancien régime – d'un régime à la dérive. Louis-Philippe avant 1848.

Le sentiment de supériorité dédaigneuse, cette conscience de soi qui abolit la simple notion de décence, s'étonnant même que l'on puisse subir de mauvaise grâce le génie inspiré qui nous « dirige ». L'ingratitude du peuple mérite le mépris hautain « des esprits supérieurs ». La décence n'embarrasse pas ses amis, anciens militants socialistes devenus – la peste soit des fan-clubs - les fossoyeurs de la volonté populaire et surtout, comme conséquence, de l'esprit critique.

Fin du port des masques

La « contre-réforme » liquide, sous leurs applaudissements, l'héritage social-démocrate de l'après-guerre. Comme s'il s'agissait pour eux de renoncer, enfin, au spectacle de leurs mimiques compatissantes, de se débarrasser enfin d'un masque si peu conforme avec leur sentiment de supériorité dont ils agitent les grelots les jours de campagne électorale. Ils sont enfin eux-mêmes, affirmant sans l'ombre d'un regret « que le peuple ne mérite pas mieux qu'eux ». Il devrait au contraire leur dire merci.

Tant de complicité en dit long sur la nature idéologique des motivations qui sous-tendent leurs décisions sans trop se soucier de ce que, hors de leur entre-soi, on vivait. Cette volonté, ce spectacle, certes débile, qui consiste à prétendre défendre une démocratie sociale dont on s'aperçoit qu'elle crée chez les riches un sentiment d'injustice (sic), n'est plus d'usage, juste un vieux paletot que l'on jette dans les poubelles de l'histoire.

Le triste sort des premiers de cordée

Des hommes et des femmes de grande culture sont partis à l'assaut d'un système social construit avec l'ambition de réduire les effets des inégalités sociales qui est mis, année après année, réforme après réforme, au placard au nom de

“ La vie serait belle sans ce tiers état... ”

la modernité. Comme un tuteur refuse d'écouter la personne qu'il représente légalement en prétextant son handicap pour l'ignorer, ils gouvernent. Ils « dégradent » consciencieusement, l'école publique et le système de santé, les lois sociales sont peu à peu livrées à la concurrence ce qui accroît les inégalités car, comme chacun sait, la logique de profit est souvent en contradiction avec la notion de « service ». Et comme pour les campagnes de départ volontaire dans les entreprises privées qui poussent inexorablement vers la démotivation et la sortie les éléments les plus impliqués dans la notion de bien commun, l'État « dégraisse ». Bref, l'humain leur cause beaucoup d'embarras.

L'empathie en pâtit. Le droit aux rêves dans l'entre-soi des bonnes familles - il faut lire caste ou clan mais à l'oral dites « réseaux » -, ce droit réclame sa part de « déconstruction ».

Ces hommes et femmes « de gouvernement » ont abandonné ce peuple ignorant et ingrat aux politiques exigées par « le Marché », « le sujet automate » comme Marx qualifia le cycle de création de la valeur.

“ Je vais t'expliquer pourquoi tu dois me laisser te diriger... ”

Mais entre-temps, comme une évidence, le peuple est devenu une foule (pourquoi pas, la populace ?), une foule que « l'on gère » - la gestion des foules par une police abandonnée à l'extrême droite – merveille de l' « en même temps » - en se bouchant le nez et en regardant ailleurs. Ou plus simplement, en proférant des mensonges éhontés, mensonges jamais démentis par l'intéressé. Ce n'est pas le style de la maison.

Ce mépris décomplexé qui ne prend plus la peine de donner le change, incapable de compassion, refusant l'empathie, suscite des réactions de colère, de découragement et nourrit un ressentiment tenace de révolte qui s'exprime dans la violence. Ils auront beau jeu de moquer les « infants » - ceux qui n'ont pas le droit à la parole et qui doivent subir en silence les conséquences des décisions prises « entre soi » et en leur nom. La résistance au changement dont on fait si grand cas dans l'idéologie managériale telle qu'elle se déploie sous l'égide des DRH en tous points identiques, dans leur mentalité, à ce que ce gouvernement veut mettre en place, permet d'excuser toutes les vilenies dont ceux-ci sont capables (avec le sourire). Faut-il rappeler que lorsqu'ils s'adressent aux demeurés qui doutent d'avoir « bien voté », ils communiquent avec Pif le chien, Hanouna, Playboy. L'infantilisme festif de cette jeune garde déconcerte et exprime bien le mépris dans lequel ils tiennent « la foule ».

On vous dira qu'ils ont fait des erreurs de communication, alors qu'ils sont incapables d'imaginer que le commun puisse mériter autre chose que leur arrogante suffisance et cette

parole benête semblable à celle d'un éducateur peu qualifié s'adressant à un enfant débile. Protéger par une police en roue libre, ils sont convaincus d'être le sel de la terre. Ils vivent comme une pénitence de devoir diriger une foule dont ils redoutent la colère qu'eux-mêmes auront alimentée.

Cette attitude, ce comportement, est nourrie d'une idéologie qui dépasse largement le cadre étriqué de la jeune garde de l'excellence. On la retrouve dans nos provinces teintée de vert : sentiment de supériorité, infatigables donneurs de leçon, préférant le bien-être à la justice sociale, réclamant le silence de ceux qui doutent et ne reprennent pas leurs codes pour se fondre dans la foule des élus. Ils font commerce d'a priori et de préjugés vis-à-vis des « autochtones ». Ce mépris est le signe d'une époque. Celle où la petite bourgeoisie impose ses habitus, ses mythes et ses croyances. Elle brandit, dans son élan, la « culture » comme le fossoyeur sa pelle en espérant obtenir le silence dans les rangs. Ils rendent détestable ce qu'elle honore. Pour comprendre cette mentalité, il n'est pas vain de relire Balzac (un peu aussi par hygiène mentale), « Ils sont heureux comme Dieu en France », mais se désolent qu'il y ait tant de ces petites gens (personnel soignant, enseignant, intérimaires, ouvriers, artisans, précaires, chômeurs et tous les personnes fragiles de l'enfance à la vieillesse) qui ne comprennent pas qu'ils doivent obtempérer et voter pour eux (c'est déjà leur faire beaucoup d'honneur) ou se taire.

Et m'est avis que ce n'est que le début, camarades.

Bien le bonjour chez vous.

Jean-Luc Debry

Au-delà de la retraite

« L'État, c'est moi ! », le mantra macronien

À force d'ignorer les manifestations massives qui recouvrent l'ensemble du territoire français, le faussement jeune Macron finit par révéler l'archaïsme absolu de sa position. En mettant systématiquement en œuvre les dispositifs les plus anti-démocratiques de la Constitution de la Ve République, et en assénant de façon ininterrompue les dénégations du réel les plus éhontées, le roitelet-banquier révèle le secret le mieux gardé du système parlementaire : que celui-ci n'est par principe même qu'une inversion systématisée de la réalité.

« Après l'insurrection du 17 juin, le secrétaire de l'Union des écrivains fit distribuer des tracts dans l'allée Staline. Par sa faute, y lisait-on, le peuple a perdu la confiance du gouvernement, et ce n'est qu'en redoublant d'efforts qu'il peut la regagner. Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »

Bertolt Brecht, *La solution* (*Élégies de Buckow*, 1953)

Quand l'image avale le réel

En effet, le peuple, supposé souverain, pourrait tout entier descendre dans la rue que le pouvoir le traiterait encore de simple foule, ou de bande de factieux. Le peuple, selon le pouvoir, c'est au contraire la petite bande d'histrions qui fait de la figuration au Palais-Bourbon. Le peuple n'est plus lui-même, ses représentants le remplacent, et c'est là leur fonction. Dans cette opération de représentation, où la copie prend la place de l'original (ou la partie celle du tout), le peuple se trouve tout simplement dissous. Par ce véritable acte de prestidigitation, le peuple disparaît comme le lapin dans le chapeau. De façon tout à fait orwellienne, ce qu'on appelle frauduleusement la démocratie n'est que la dépossession du peuple, celle qui fait qu'il n'a tout simplement pas voix au chapitre puisqu'il n'existe plus. Quand le peuple est privé de réalité, ses représentants n'ont plus à le représenter mais ils tiennent lieu de lui, ils se représentent eux-mêmes.

Le mensonge de la représentation s'alimente par l'idée que les élus demeurent au service du peuple, continuent à le sonder et à l'écouter, et qu'ils conforment leurs agissements à la volonté générale. Seulement, visiblement, il n'en est rien. Mais cela ne se voit clairement que lorsque le divorce entre les deux est consommé, et que les élus ne peuvent plus sauver leur fonction qu'en niant explicitement la volonté du peuple. Leur existence est strictement conditionnée par le fait de faire taire ce qui reste du peuple, de ne jamais le laisser s'exprimer. La sphère de l'expression leur appartient de façon monopolistique, et ce qui ne s'exprime pas, le peuple, est censé ne pas avoir de réalité. Et ce qui, ainsi, est vrai des députés l'est de façon encore plus concentrée et pathologique en ce qui concerne le « chef suprême », la fonction présidentielle. La folie dangereuse de cette position reste cachée tant que celui qui l'occupe lui apporte des accommodements, et l'agrémente de quelque nuance. Cette longue période vient de prendre fin, la monarchie présidentielle a éclaté au grand jour.

Le management met fin à l'illusion du politique

Nous en sommes là, très exactement. Et toute considération critique qui s'arrêterait en cours de route, et qui ignorerait ce constat essentiel, se condamne à l'inanité. Il est constatable qu'un nombre grandissant de Français l'a compris, se réveillant d'un long sommeil grâce aux outrances de l'actuel figurant. Malheur au mouvement social qui s'arrêterait avant la prise en compte de ce constat, et qui se condamnerait à retomber dans une continuation, nécessairement aggravée, de l'ancien rapport de forces.

La Cinquième République n'est plus qu'une forme vide, qui persiste alors qu'elle est réfutée. Elle organise la répression et le mensonge de la façon la plus violente pour ne pas avouer qu'elle n'a plus qu'à disparaître. Sa prétention à présenter un équilibre, au moins ponctuel, entre le peuple et les institutions ne fonctionne plus. Finalement, le mensonge s'est usé.

C'est ainsi qu'un sujet particulier, comme l'âge légal de la retraite, accélère considérablement la perception populaire de la perdition de tout un régime. Comme le jeune PDG de l'entreprise France avait promis aux actionnaires d'imposer une telle mesure, comme il s'est trouvé empêché de le faire au cours d'un premier quinquennat et qu'il ne lui en reste qu'un second pour y parvenir, il ne peut plus se permettre d'agir

COLLAGE RUE DES CASCADES (PARIS). PHOTO DE JEANNE MENJOULET DATANT DE LA LOI TRAVAIL TOUJOURS D'ACTUALITÉ.

en diplomate, comme l'ont fait souvent ses prédécesseurs. Du reste, il n'a rien d'un homme politique, encore bien moins du chef d'un État « démocratique ». Éduqué par l'idéologie managériale, habitué au caractère foncièrement anti-démocratique de l'entreprise, il veut faire plier les Français, épreuve de force qui, de surcroît, lui apporte visiblement la jouissance de celui qui se trouve enfin du côté du manche, de celui qui provoque la colère en face de lui et qui l'imagine impuissante. Et si quelque chose lui fait défaut, c'est simplement de ne pouvoir licencier cette population indisciplinée, et qui malgré tant d'efforts investis, ne s'habitue toujours pas au masochisme que le système d'aliénation attend d'elle à chaque instant.

Le malheur de l'homme politique, c'est qu'il ne peut suivre le conseil donné par Brecht ! Cette malédiction est inhérente à sa profession !

Mais pour que l'obsolescence achevée de la simulation parlementaire éclate au grand jour, il faut encore qu'elle se retrouve face à son contraire. Quelle forme peut revêtir ce contraire ? Pour quitter un tel asile d'aliénés, il ne manque à la population que d'adopter des formes de contre-pouvoir capables de mettre hors-circuit les pouvoirs établis et de reprendre en main l'organisation de la vie sociale. C'est évidemment ce qui est le plus difficile, une fois disparus le prolétariat industriel et ses gros bataillons. Comment réunir désormais un terrain social qui fut si efficacement émietté par la modernisation néolibérale ?

Syndicats, pas syndicats… construire une unité en progression

Qu'il s'agisse des syndicats ou de l'extrême-gauche, les revendications officielles sont vite résumées : les plus mous demandent qu'on ne change pas l'âge de la retraite (62 ans), les moins timorés demandent le retour aux 60 ans, et les extrémistes demandent qu'on élargisse le débat à des augmentations de salaire. Ce dernier objectif est paradoxalement présenté comme une « politisation » de la lutte. À aucun moment le fonctionnement politique n'est lui-même mis en cause (même pas le RIC comme chez les Gilets jaunes). En d'autres termes, toutes ces revendications entérinent silencieusement le fait que les mécanismes politiques, en demeurant inchangés, garantiront la répétition prochaine des mêmes fiascos socio-économiques.

Les syndicats sont désormais traités par le pouvoir de la façon la plus hostile, les poussant à aller au-delà des limites habituelles. La formation d'une Intersyndicale regroupant toutes les organisations et son maintien pendant trois mois indique que quelque chose a changé, et fait utilement pièce au spectacle dérisoire des partis politiques. Moins éloignés de la base que ces partis, les syndicats montrent par leur union (même si provisoire et fragile) que les partis n'ont plus aucun rôle à jouer. Si les bureaucraties syndicales risquent de ne maintenir cette unité de façade que tant qu'elle ne vise que la question des retraites, il n'empêche que leur base pousse à une remise en cause plus ambitieuse, et entreprend de se rapprocher des autres mouvements sociaux qui constituent de fait l'opposition à la domination capitaliste, à l'instar des associations que rêve d'éradiquer l'ignoble ministre de la Police. Lorsque la base syndicale semble s'opposer au mode de clôture dont ses états-majors avaient l'habitude de se résoudre, difficile de prévoir ce qu'il adviendra. C'est de cela que tout dépend, dans la phase actuelle du conflit. La solidarité avec tout ce que le gouvernement veut liquider, et l'établissement d'un réseau horizontal entre la base syndicale et les autres mouvements sociaux est ce qui peut faire chavirer la situation actuelle en direction d'un contre-pouvoir dont tout mouvement révolutionnaire a besoin pour prendre forme. Ce qui pourrait alors passer à l'ordre du jour, c'est bien la reconstruction de l'activité sociale sur d'autres critères que la recherche de profit, au-delà de la marchandise, du travail et du règne de la valeur.

Le 18 avril 2023
Urbain Bizot

Symboles et pouvoir

La communication non verbale

Dans son numéro 1849 (avril 2023), le *Monde Libertaire* publiait plusieurs articles en apparence très divers. « *Pourquoi les ministres, le président et tutti quanti ont droit aux gyrophares pour griller les feux rouges ?* » demande Aude R. (p. 17). Pourquoi l'inclusion grammaticale, si « *dérisoire et artificielle* » au regard des injustices salariales ou les agressions que les femmes subissent au quotidien, est-elle devenue, « *en ce qui concerne le féminisme*, [la mesure] *dont on parle le plus actuellement* » ? s'interroge Marie-Claire C. (p. 19). Pourquoi la lecture de la Bible soulève-t-elle un début de débat entre Pierre S. (p. 18) et Julien O. (n° 1846, p. 47) ? Dans quelle mesure la servitude peut-elle être qualifiée de « volontaire » ?, se demande Louis J. (p. 14-15).

Ces sujets, en dépit de leur diversité, gravitent tous, je pense, autour d'une même question : pourquoi accordons-nous parfois davantage d'attention aux signes et aux symboles qu'à la réalité matérielle ? La question me paraît capitale pour la compréhension des formes contemporaines de l'oppression. Sans chercher ici à la résoudre, je veux entreprendre d'y apporter un peu de lumière.

1. Typologie sommaire des signes

Tout signe associe à un signifiant (phénomène perceptible en un moment donné) une contrepartie signifiée (autre phénomène, pour sa part imperceptible au dit moment donné). Interpréter un signe désigne l'opération mentale par laquelle l'intelligence humaine passe du signifiant au signifié. Deux sortes de signes se distinguent : d'un côté, les *indices* où le signifié est la *cause* du signifiant ; de l'autre, les *symboles* où le signifié s'unit au signifiant par une *convention* culturelle. Exemple d'indice : les traces de pas dans le sable de la grève indiquent le promeneur. Celui-ci (le signifié) est parti, mais l'effet de son passage, ses empreintes (le signifiant), demeure. Exemple de symbole : la couleur blanche (signifiant) a pris en Occident une connotation d'innocence (signifiée).

La nature causale du lien entre signifié et signifiant justifie de définir l'indice comme signe rationnel et universel. Dans sa globalité, le savoir scientifique et empirique relève d'indices rationnellement interprétés, c'est-à-dire conçus comme effets présents de causes antérieures. Une intelligence rationnelle, n'importe sa culture, dès lors qu'elle interprète un indice, aboutira aux mêmes conclusions que n'importe qui. Par exemple, les phases de Vénus poussent à conclure que la Terre gravite autour du Soleil. Au contraire, le symbole se fonde sur des conventions culturelles. Il n'est donc pas universel mais communautaire. Ainsi, en Chine, la couleur blanche symbolise le deuil, et non l'innocence.

Indice ou symbole, tout signe renvoie, au travers de son signifié, à une absence ; or l'absence admet deux acceptions distinctes. *Primo*, elle désigne la simple non-présence en tel lieu à tel moment. Ainsi, je scrute dans la librairie Publico pour y

TRÔNE, COURONNE, SCEPTRE… DEVINE QUI EST LE CHEF !…

retrouver mon ami Serge. Je constate son absence dans la librairie, mais j'espère bien qu'il est présent quelque part dans ce monde ! *Secundo*, l'absence désigne l'inexistence. Dans ce cas, le signe se compose d'un signifiant qui ne réfère à rien… donc n'est un signifiant qu'au regard, subjectif et illusoire, de celui qui cherche à l'interpréter. Tel est le cas pour tous les prétendus signes religieux d'un prétendu « Dieu ».

2. Reflux de l'oppression violente et prolifération des signes du pouvoir

Pour établir en quoi la question des signes concerne la compréhension de l'obéissance à l'oppression contemporaine, examinons d'abord les ressorts classiques de l'oppression. Je conçois la personne humaine comme composée d'un entendement propre à appréhender et coordonner des concepts abstraits par des opérations rationnelles ; d'une sentimentalité propre à associer des valeurs affectives à certains de ces concepts ; et d'un corps charnel sensible propre à loger ensemble ces deux facultés de sorte qu'elles interagissent entre elles et avec ce corps lui-même. Distinctes en théorie, ces trois dimensions de la personne s'avèrent unies en fait.

L'entendement ne peut jamais justifier l'obéissance car il juge qu'il n'est jamais rationnel d'obéir. Face à un ordre donné (par nature simple proposition linguistique), l'entendement objecte chaque fois : sur quel fondement autrui, personne humaine comme moi, prétend-il m'imposer sa volonté avec des mots ? La volonté ne conçoit, de prime abord, aucune raison d'abdiquer devant une autre. Sur ce point, la leçon de l'entendement est limpide : pouvoir et obéissance ne sauraient être les signifiés de certaines propositions linguistiques signifiantes (les ordres), parce que ceux-là ne préexistent pas à celles-ci. Tenter d'appréhender un ordre comme signe d'un pouvoir préexistant constitue une inférence aussi fantaisiste que la tentative de concevoir un rituel comme le signe d'un Dieu préexistant. Aussi mobiliser la raison en son for intérieur, ou en appeler discursivement à la raison d'autrui, s'avèrent-ils toujours des appels à la subversion.

L'entendement écarté, deux leviers restent, dans une personne, pour la déterminer à l'obéissance : son corps et sa sentimentalité. L'oppresseur dispose de deux armes, ni plus ni moins : la contrainte exercée sur la chair de l'opprimé et la persuasion visant à emporter son adhésion affective à l'ordre reçu – en d'autres termes, produire chez les opprimés l'illusion selon laquelle ils auraient voulu leur servitude. Selon cette analyse, les signes du pouvoir se révèlent simples substituts à la contrainte physique. Où celle-ci retient sa violence, ceux-là étendent leur empire ; où celle-ci s'étale, ceux-là perdent leur fonction. L'oppression change de visage sans jamais changer de nature.

Schématisons : dans la partie dite « occidentale » du monde, l'oppression, depuis un siècle et demi, renonce peu à peu à ses formes les plus brutales : le bagne, les entraves, le fouet, l'esclavage des enfants, la torture, et pardonnez-moi d'abréger cette liste. Les luttes menées, notamment, par les anarchistes ont rendu davantage coûteux de recourir à ces méthodes que de servir des salaires moins indécents dans des conditions de travail moins effroyables. Relisons *Germinal*, *Sans Famille*, ou l'*Eau des Collines*. Qui parmi les travailleurs nés en France depuis les années 50 reconnaîtrait son vécu personnel dans ces récits ? Soyons sport : admettons que les conditions de l'oppression sont aujourd'hui (temporairement ?) moins violentes qu'autrefois.

Si la contrainte se réduit, comment persuader d'obéir ? Deux moyens : la menace du bâton et l'appât de la carotte. Or, si l'oppresseur passe sa vie, bâton dans une main et carotte dans l'autre, à superviser l'opprimé, il s'en épargne, certes, la besogne. Cependant il s'impose une surveillance pour une durée égale à celle du travail de l'opprimé ; laquelle devient ainsi, aux yeux de l'oppresseur, une tâche ennuyeuse, un devoir à remplir, bref, un travail. Sous ce rapport, l'oppresseur n'a rien gagné. L'idéal, de son point de vue, serait que l'opprimé continue à travailler pendant que lui, l'oppresseur, jouirait des délices de la vie. Le mieux, pour maintenir l'opprimé dans sa servitude en l'absence de l'oppresseur, consiste à saturer la conscience de l'opprimé du devoir d'obéir. Ainsi, il faut et il suffit que certains phénomènes perceptibles, judicieusement disposés dans l'environnement de l'opprimé, lui remémorent le bâton et la carotte. Cette main invisible portée sur l'échine de l'opprimé prend la forme des signes du pouvoir.

Deux remarques. *Primo*, il existe une immense variété de signes du pouvoir, dans l'accoutrement (le port de la cravate, d'une perruque, d'une lame, d'un bijou), dans l'environnement de l'opprimé (idéogrammes, gyrophares, sirènes, bureau privatif), etc. *Secundo*, aux signes de pouvoir répondent, en négatif, autant de signes de l'obéissance dont la variété, ici aussi, peut frapper : affichage d'un tableau d'honneur pour féliciter les esclaves les plus dociles (pardon, les « employés du mois »), étiquette précise et langage châtié requis en présence de l'oppresseur, petite faveur distinguant tel opprimé parmi ses compagnons, etc.

Ces rappels opérés, la question initiale se reformule. Les illusions produites par les signes du pouvoir devraient se dissiper aussi commodément que celles des signes religieux. Pourquoi, dans ce cas, tant d'individus courbent-ils l'échine devant les signes du pouvoir, au point que même des anarchistes semblent prêts à débattre de tels signes ?

3. Les signes du pouvoir : indices et symboles à la fois

À première vue, les signes du pouvoir se rangent dans la catégorie des symboles conventionnels communautaires. En effet, le choix concret du signifiant importe peu : la variété et la variabilité de ces signes le prouvent. L'oppresseur peut en ●●●

Symboles et pouvoir
La communication non verbale

LES BOURGEOIS DE CALAIS APPORTENT LES CLÉS DE LA VILLE AU ROI D'ANGLETERRE (1347). ENLUMINURE EXTRAITE DES *CRONIQUES QUE FIST SIRE JEHAN FROISSART*, BNF

●●● imposer de nouveaux, en supprimer de surannés, substituer les uns aux autres. Comme signe de richesse, le teint bronzé (le nanti peut se payer des vacances au soleil) a succédé au teint blafard (l'aristocrate n'est pas exposé aux ardeurs de Phébus, car il ne trime pas aux champs).

Toutefois, conçus comme effets, les signes du pouvoir manifestent bel et bien une cause réelle, toujours la même : l'existence d'un oppresseur, sans lequel ces signes du pouvoir n'existeraient tout simplement pas en tant que tels. En ce sens, la variété des signes du pouvoir n'importe en rien, car tous ces signes indiquent, en fait, la même réalité : l'oppresseur absent n'est pas pour autant inexistant. Par contraste avec le symbole religieux, purement illusoire en cela qu'il n'indique aucune existence réelle, le signe du pouvoir fonctionne au niveau symbolique parce que sa dimension de *symbole* s'adosse à l'efficacité de sa signification en tant qu'*indice*.

Outre les indices d'un côté, les symboles de l'autre, il faudrait donc repérer une troisième catégorie, hybride, de signes, que je propose d'appeler les « marques », et dont les signes du pouvoir sont un exemple. Ces marques sont, dans leur statut même, plus ambiguës que les indices ou les symboles, car à la fois elles *indiquent* une *personne* (celle de l'oppresseur, dans le cas des signes du pouvoir), et elles *symbolisent* une *relation* (celle du pouvoir de l'oppresseur sur les opprimés, toujours dans ce cas particulier des signes du pouvoir). Elles ne réfèrent pas une, mais deux fois, à deux significations différentes ; or, comme les marques procèdent ainsi au travers d'un seul et même signifiant, elles sont toujours confuses.

Tétaniser autrui par la confusion constitue une technique banale de manipulation. Pendant qu'il s'efforce de lever cette confusion, le futur opprimé ne répond pas et ne réagit point. Il paraît attardé parce qu'incertain, et inefficace parce qu'hésitant. Ainsi se réalise sa soumission, lorsque l'oppresseur l'invective : « Eh bien alors ! On ne répond pas ? Hé, ho, Machin, je te parle ! »

4. Marques, pouvoir et société

Si l'oppression classique (par la contrainte physique brutale) s'appuie sur la remémoration de la souffrance subie par l'opprimé et sur une crainte perpétuelle de la revivre, au contraire l'oppression contemporaine (par la persuasion sentimentale manipulatrice) cherche à s'appuyer sur la confusion entretenue dans l'entendement de l'opprimé par l'ambiguïté de ces signes très particuliers que j'appelle les « marques ». Dans l'oppression classique, au commencement du pouvoir étaient les coups. Dans l'oppression contemporaine, au commencement du pouvoir était la confusion. Je crois donc utile pour l'anarchisme théorique d'élaborer une sémiotique de l'oppression et de l'obéissance contemporaines (désormais : « SOOC »), dont je me borne ici à esquisser le projet.

La tâche sera ardue car, si certaines « marques » servent de socle au pouvoir des oppresseurs, d'autres – les « marques de reconnaissance » – servent de socle à l'unification sociale. Tous les groupes en possèdent, y compris les collectifs anarchistes (il suffit de regarder la une du présent numéro du ML). Et pour cause ! si les marques de pouvoir se doublent, en revers, de marques d'obéissance, alors refuser d'exhiber ces dernières constitue, pour un opprimé, une marque de révolte. L'oppresseur ne s'y trompe d'ailleurs jamais : refuser de se découvrir au passage de la procession du Sacré-Cœur valut au Chevalier de la Barre son exécution pour blasphème. Dès lors, ces marques de révolte deviennent, entre révoltés, des « signes de ralliement », c'est-à-dire des marques de reconnaissance. Il faudrait vérifier si ces diverses marques (marques du pouvoir, d'obéissance, de reconnaissance, de révolte) forment un tout cohérent, un système complet de domination sémiotique, dans lequel même les signes de révolte finissent réinterprétés comme signes de domination, et où, par exemple, les haillons punk deviennent des marchandises vintage, pour le plus grand profit de certains oppresseurs capitalistes.

Défaut majeur des « marques » par rapport à tous les autres signes, leur ambiguïté constitutive rend réversibles les relations sociales dont elles témoignent. Aussi instables dans la durée que peuvent l'être les symboles conventionnels, les marques, par contraste avec les indices, s'avèrent historiques, altérables, susceptibles de détournement, de moquerie, de dévalorisation. Toutes les marques du pouvoir expriment, en creux, la possibilité de l'insurrection ; mais réciproquement, toutes les marques de révolte et de reconnaissance expriment, en creux, la prévalence du pouvoir. Aussi la SOOC exercera-t-elle, au sein de l'anarchisme théorique, une critique réflexive sur certaines pra-

BON POINT À L'EFFIGIE DU MARÉCHAL PÉTAIN DISTRIBUÉ PAR LA LÉGION FRANÇAISE DES COMBATTANTS (1940-1944)

tiques anarchistes ordinaires. De manière anecdotique, le slogan « l'ordre moins le pouvoir » devrait peut-être devenir « l'ordre moins le pouvoir et ses marques ».

5. L'illusion sémiotique

Parmi les écueils théoriques auxquels risque de se heurter la SOOC, un me semble épineux, d'autant plus qu'il répond, peut-être, le plus directement à la question initiale : êtres sémiotiques par excellence, nous autres, humains, appréhendons volontiers les phénomènes comme des signes, ce qui nous amène réciproquement à considérer les signes comme des réalités et à les prendre au sérieux, notamment les signes du pouvoir auxquels nous inclinons à accorder, précisément, un pouvoir. Pourquoi ?

Peut-être parce que nous aimons les signes. *Sumbolôn* désignait, en grec, la moitié d'une médaille portée par l'un, dont l'autre moitié était portée par son ami. Le symbole s'investit d'une affection remémoratrice. Il donne, en l'absence de ce que nous aimons, l'espoir de le retrouver. Il évoque un altermonde affectif et immatériel que la matière mondaine dont il est composé rappelle. L'illusion de présence, l'effet de réel, que le symbole confère à une absence, fascine l'intelligence. Nous tendons à interpréter, de manière aussi fantaisiste qu'irrationnelle, pour ne pas dire puérile et régressive, pléthore de phénomènes fortuits comme des signifiants ; et nous avons bien tort puisque, *ex hypothesi*, il n'y a, en toute rigueur, rien à interpréter.

Or, les marques floutent la distinction entre « vrais signes » et « signes qui ne réfèrent à rien d'existant ». Par exemple, les marques de reconnaissance symbolisent, d'un côté, une appartenance qui n'a pas plus de réalité que « Dieu » (la « nationalité », la « patrie » et toutes les notions de cette farine sont mythologiques), et elles indiquent, de l'autre, la coopération et la solidarité entre membres d'un groupe donné. Certes, cette coopération est immatérielle, puisqu'elle opère entre les membres matériels du groupe ; mais elle n'en devient pas, pour autant, irréelle, puisqu'elle confère au groupe son existence en tant que réseau de coopérations et de solidarités concrètes, existence autonome par rapport à la composition des membres adhérant au groupe (la FA demeure même si tel adhérent passe de vie à trépas). Il existe de l'immatériel réel. Nous ne saurions le méconnaître, car sans lui l'anarchisme en tant que groupe militant n'existerait pas ; et nous saurions d'autant moins le méconnaître que, non content de servir de socle aux réalités sociales, il fonde l'exploitation, comme l'explique Proudhon dans son *Premier mémoire*, avec l'exemple fameux de l'obélisque[1].

Il serait étrange que les anarchistes fussent les seuls, entre tous les êtres humains, à se découvrir immunisés à la puissance des signes et à l'élan effusif qu'elle produit ; les seuls à adopter spontanément un « régime sémiotique sec ». Il faudrait donc se demander, parmi tous les signes que nous interprétons à chaque minute de nos vies conscientes, lesquels sont de « vrais signes », c'est-à-dire des signifiants qui réfèrent effectivement à un signifié, et les distinguer de tous les phénomènes que nous prenons, à tort, pour tels.

Mangelieues

1. « Le capitaliste, dit-on, a payé les journées des ouvriers ; pour être exact, il faut dire que le capitaliste a payé autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose. Car, cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il ne l'a point payée. Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Luqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? Cependant, au compte du capitaliste, la somme des salaires eût été la même. » - *Qu'est-ce que la propriété ou Premier mémoire sur la propriété*, 1840. [ndlr]

Petits cailloux de la littérature enfantine sur les chemins divagatoires

Ce n'est que depuis le premier confinement que les émissions pour enfants fleurissent sur les radios. Auparavant, en dehors des ordinateurs scolaires, les enfants étaient cantonnés à la télévision familiale puis rivés sur les smartphones des parents.

Lors de mes débuts à la radio, en décembre 2013, Radio Libertaire ne proposait, de mémoire, qu'une émission syndicale d'enseignants et une autre de travailleurs sociaux.

Déjà 10 ans de lectures pour la jeunesse sur Radio libertaire

J'ai inauguré la première émission à l'origine souhaitée pour/avec les enfants et les préadolescents, mais qui s'est avérée plus souvent envers un public d'adultes s'y intéressant. Rapidement, c'est lors d'un coup de fil pendant une émission que le SLPJ (Salon du Livre et de la Presse Jeunesse) m'a proposé de participer à ses comités de lecture. Cette activité a enrichi considérablement mon champ de connaissances des albums illustrés, fictions ou documentaires et occasionnellement albums-CD audios, car, récemment retraitée, je perdais vite contact avec les nouveautés éditoriales.

Après avoir présenté une ligne directrice au secrétariat de l'époque, mon émission fut et reste totalement libre de forme comme de contenus. Je n'avais plus qu'à chercher une ou deux comparses, puis nous former à la technique, lourd défi pour moi si en difficulté. L'investissement en temps et en énergie est très lourd et le créneau, d'après-midi en semaine, incompatible avec la plupart des emplois. Ainsi, depuis plusieurs années, j'assure seule l'émission, vaille que vaille. Les albums lus à l'antenne tout comme les CD de chansons sont achetés, empruntés ou parfois reçus en service presse.

J'ai rarement réussi à inviter des enfants ou des ados dans l'émission qui louvoie en permanence entre le jeune public et les adultes qui s'en occupent. Cette ambiguïté est à la fois une faiblesse et une force, car l'absence de bornage fixe permet plus de liberté. Perdure une sorte de cadre de références, une direction générale.

Les nourritures livresques

Mon approche est contradictoire. Les coups de cœur sont privilégiés, pour la beauté des images, du style d'écriture et du contenu de l'histoire. Pas seulement. Un album peut être choisi pour le questionnement suscité même s'il est moins attrayant esthétiquement ou moins bien écrit – ces deux critères étant à l'évidence très subjectifs et variables selon les milieux et les époques.

Ces deux types de choix cohabitent.

Je ne rejette pas non plus l'esprit ouvertement didactique (déformation due à mes quarante années de diverses fonctions dans l'Éducation nationale) voire militant, option à l'évidence de RL. C'est là ma principale différence, au SLPJ, avec les autres membres du comité de lecture des albums illustrés de fictions. Je remarque souvent « *Peu importe que cet album soit trop didactique, que la chute soit moins réussie, une instite peut l'utiliser pour introduire le sujet, interroger, débattre. Et je peux m'en servir pour la radio.* »

Cet écart est stimulant car porteur d'enrichissantes discussions. Il arrive que certains rejets soient peu argumentés autrement que par des « moches », verdict partagé : le SLPJ reçoit chaque mois nombre de laideurs dont on se demande qui les achète.

L'important c'est ne pas y participer

Un sujet de consternation revient dans l'émission, touchant les domaines éducatifs de l'école, du théâtre, du livre etc. Depuis que Paris et la Seine-Saint-Denis ont décidé d'accueillir les JO en 2024, les enfants et les ados sont la cible d'une propagande déchaînée. Des structures franciliennes ont reçu des financements à la condition de promouvoir le sport jusqu'aux JO. Acceptation mue par besoin criant de subventions encore plus que par adéquation d'idées.

Je présume que le prochain salon du livre jeunesse rengorgera de nouveautés en ode à l'olympisme, qui ne relève pas du jeu. De rares associations (surtout

DESSIN PARU DANS L'HUMANITÉ DU 2 AOÛT 1936
(SOIT LE LENDEMAIN DE L'OUVERTURE DES JO DE BERLIN)

JEU DE SAUTE-MOUTON TIRÉ DE FROLIC & FUN, 1897

Saccage 2024) ou médias s'insurgent contre le gaspillage financier, les dégâts écologiques, les expulsions en vue de la juteuse gentrification, la tricherie, la surveillance policière et la percée probable de la prostitution des jeunes auprès de spectateurs avinés et enfiévrés par le lexique belliqueux inhérent à la compétition.

« Je ne veux pas faire du sport, je veux jouer… »

Or, qui conteste « l'esprit olympique » ? Le CACS (Centre d'Analyse Critique du Sport) amer de prêcher dans le désert depuis trop d'années, quelques libertaires et la petite asso Non aux JO 2024 qui a intégré Saccage. Sinon, tout un chacun s'extasie devant les bienfaits du sport, sans réfléchir à la différence avec l'activité physique.

Le sport suppose des règles fixes, l'infini dépassement de soi dans la souffrance et la violence contre son corps, d'où les blessures récurrentes. Le sport est un des piliers pour faire admettre comme naturelle la compétition sociale effrénée, pourtant récusée par la « gauche », presque toute aveugle et muette sur ce point. Les sportifs et les commentateurs usent de gestes et de mots guerriers, antichambre de la préparation à la guerre pour de vrai. Les joyeux jeunes supporters sont de potentiels futurs méchants petits soldats. Une équipe contre une autre, un pays contre un autre. Médias et école valorisent le vivre ensemble, la tolérance et la mixité autant que la fabrique de l'ennemi qu'est le sport. On nage dans les injonctions contradictoires.

Le mélange dans les équipes sportives est rare (le double mixte au tennis), même dans la fiction. À ma connaissance, il n'y a que dans la saga de Harry Potter où les équipes de sport collectif sont mixtes, acceptent des joueurs peu fiables et dont les capitaines sont indifféremment fille ou garçon ; la violence règne jusqu'au meurtre dans les matchs de Quidditch, loin d'un modèle de fair-play !

Qui ne pointe que la misogynie de Coubertin oublie son admiration pour Hitler. L'origine de l'olympisme moderne est sous-tendue globalement par une idéologie ultra-réactionnaire. Valoriser le sport féminin ne serait féministe que si ses principes n'étaient pas calqués sur les préceptes virilistes. À court terme, agir pour l'égalité de l'accès aux sports entre hommes et femmes est féministe par définition, surtout dans les pays où il est interdit aux filles. À long terme, l'idéologie machiste est maintenue. De cette victoire féministe-là, résulte une défaite, car non vectrice d'une transformation radicale de la société ni du rapport entre les genres. Revendiquer en sport l'égalité de droit est une première étape indispensable mais insuffisante pour concevoir une société égalitaire, par ailleurs incompatible avec la domination hypercompétitive généralisée portée par la religion du sport. Oublierons-nous l'intrication de toutes les grand-messes sportives avec les miasmes de cette finance qui mène les États ?

Sport et jeu sont antinomiques

Le jeu est gratuit, épanouit corps et mental, construit l'enfant, rend possible l'égalité, autorise les changements de règles et les défections à tout moment.

À l'inverse de l'activité physique, le sport est un combat qui sacralise le vainqueur (pas de féminin à ce mot), l'élite, la pseudo-réussite au mérite, masquant le poids financier, les sacrifices de vie, les dégâts pour la santé (labos pharmaceutiques et kinés jubilent). Les champions sont des Dieux incontestés. L'idolâtrie du sport est soumission. L'école valorise la compétition dès le plus jeune âge. Ne parlons pas des compétitions électorales. Il reste peu d'échappatoires. Nous sommes formatés dès la petite enfance à rechercher les positions de pouvoir en toutes circonstances. Le milieu libertaire n'est pas épargné par les luttes de pouvoir en son sein, plus perfides, souvent déniées, car en théorie aux antipodes d'un idéal anarchiste.

« Tu rêves, l'humain est ainsi fait ! » me rétorque-t-on, agacé.

Non, l'humain peut évoluer. Il se modèle dans une traversée au long court entre les turbulences. C'est à nous de décider vers où déplacer le curseur. Cela s'appelle l'éducation.

« La compétition est dans l'ADN humain ! » me réplique-t-on, péremptoire.

« C'est dans son ADN » n'est pas seulement une expression poudre-aux-yeux devenue omniprésente pour paraître savant. Elle prétend signifier le fondement, le ferment, la substantifique moelle. Sous-entendu dès la naissance. Inné-point-final. Cet emploi à tout va d'un acronyme à l'emballage scientifique est révélateur de la tentation retorse de pétrifier l'humain dans une nature génétique immuable, fausse qui plus est, car la génétique n'est pas figée et l'opposition nature/culture est un mythe. Quand un zigoto me jette de l'ADN à tout va, je lui demande quel est le rapport avec l'Acide désoxyribonucléique, de le définir, en bref de le traduire en parler-de-tout-le-monde. Dès lors c'est l'embarras.

Merci à l'inaltérable George Orwell d'avoir attisé notre vigilance face aux perfides accoutumances langagières. Ne baissons jamais la garde dirait la soldatesque-marche-au-sifflet du sport ! Tiens donc, et si l'esprit sportif adhérait collé-serré avec celui du SNU (Service national universel) ? Encore un sujet rageur pour moult émissions sur 89.4…

Sans la radio, je n'aurais jamais eu l'idée de causer dans un journal. À bientôt les mercredis impairs, 14h sur les ondes libres pour la suite des divagations.

Florence
Des cailloux dans l'engrenage

SOUVENIRS, SOUVENIRS

Mon Premier Mai

On a les Premier Mai qu'on peut. Bloqué par l'âge et une polyarthrite paralysante, je suis résolu à quelques souvenirs à partager. Moi qui ai toujours eu les pieds dans la gadoue, dans l'argile qui colle aux pieds ou les bottes ruisselantes après avoir traversé la Durance, me voilà comme le paysan Makhno condamné au repos.
Alors je te raconte…

Tout a commencé avec Léonce et sa mère, qu'on appelait la tante. Lui, c'était un ancien militaire, toute petite retraite, et elle n'en avait pas. Par contre elle avait bien comme moi aujourd'hui les doigts pétris de rhumatisme et elle ne pouvait plus faire grand-chose, même pas plumer un piaf. Alors, sans le sou, ils étaient bien contents quand je leur apportais quelque oiseau, c'étaient souvent les seules protéines de la semaine…

Les piafs, je ne leur faisais pas trop mal… j'avais appris avec mon pote gitan à viser plus ou moins adroitement au lance-pierre, puis avec une carabine lance-patate. Vint ensuite une occasion de carabine à plomb, ce qui m'avait permis d'apporter à Tante de plus grosses proies, étourneaux, parfois un pigeon de village. Attention, ce n'étaient pas les pigeons nourris sur les sales trottoirs bitumés, c'étaient des pigeons qui se servaient au silo. Pour faire bonne mesure, je débarrassais le silo de l'envahissement par les rats, c'était ma façon de me racheter d'avoir tué une sauvagine.

Je me rappellerai toujours du regard de Tante lorsque je partais, elle me souriait pour la visite et le manger.

Ça a continué ainsi, à la maison ensuite chez moi c'était pareil, il manquait toujours quatre sous pour finir le mois, la chasse, ou plutôt la petite braconne, car je n'avais pas l'âge du « permis », permettait de faire de temps en temps un repas « normal », ça changeait de la boîte de conserve de couscous qu'on partageait à 4 le dimanche, ça faisait notre « poule au pot ».

Plus tard, j'ai vécu avec Grand-mère, paysanne acharnée à sa terre. Il fallait faire fuir les innombrables moineaux qui peuplaient alors le poulailler et mangeaient presque tout le grain destiné aux poules. On faisait parfois une brochette, et la grand-mère disait que ça payait le grain comme ça.

Les années ont passé, j'ai toujours couru les bois, les plaines, la garrigue, les

marais. Aujourd'hui on fait des battues aux « cochons », bon an, mal an, on se partage l'équivalent d'un sanglier chaque année par famille. Comme à l'époque où chaque famille tuait « son » cochon. C'est pareil.

C'est du zéro bilan carbone, c'est la nature, c'est la liberté, c'est le partage.

Les premiers hommes étaient cueilleurs… et chasseurs.

Je ne vais pas me faire l'avocat d'une activité trop souvent méconnue, mais il y a chasse et chasse. La chasse populaire est un gain de la révolution, elle est le lien social des ruraux, il est difficile d'expliquer notre attachement à cette liberté totale, et paradoxalement peut-être encore plus difficile de l'expliquer aux libertaires ! Il y a cette chasse des peuples, nourricière et respectable, et la chasse récréative, d'excès, immonde et dégueulasse, celle des enclos, des lâchers, commerciale, celle de ces messieurs et ces dames, de la haute…

Là aussi, ne nous trompons pas de cible, évitons les amalgames, c'est encore et toujours les mêmes qui détruisent pour leur propre pouvoir, leur jouissance, leur profit au détriment du bien commun qui est celui de la nature.

Avec un grand N, notre nature. Et la chasse populaire en fait partie, elle en est une composante tout comme le paysan qui graine la terre. Je ne rougis pas de manger une viande saine, de partager ces moments de fraternité. Je ne rougis pas d'apporter l'eau l'été, d'aménager le communal pour essayer d'améliorer la biodiversité, je n'en rougis pas, ni même de porter des estrasses[1] quand je vais au poste, mais je vomis ces gros bourges et leurs « chasses », leurs costumes trois-pièces et leur arrogance, leur irrespect pour le gibier et pour les « petits » que nous sommes. La chasse aussi, c'est la lutte des classes !

Voilà, mes sœurs et frères libertaires, on a les Premiers Mai qu'on peut, et les révolutions qu'on veut. Mille excuses d'avoir abordé ce sujet clivant, il est aussi important de savoir entendre un autre son de cloche parfois, la cloche du village est perchée en haut de l'église et si je n'aime pas les églises ça ne m'empêche pas d'aimer cette cloche que tout le monde entend, qui nous réunit quelque part.

Merci de m'avoir lu et bises.

Jean-Jean de Garrigues

1. En Provence, c'est un vieux vêtement qui ne ressemble à rien. Au départ, estrasse veut dire une serpillière. Ndlr.

LES RECLUSIENNES

11e ÉDITION
FESTIVAL DE LA PENSÉE

SAINTE-FOY-LA-GRANDE • 5 › 9 JUILLET

Mercredi 5 juillet, ateliers et tables rondes
Partager les ressources, Partager les apprentissages, Partager la mesure
Vernissage des expositions
Apéritif rencontre avec le Cercle Elisée Reclus
Repas musical

Jeudi 6 juillet, ateliers et tables rondes
Partager c'est pas donner, Partager des engagements
Apéritif découverte, rencontre avec Elie Faure, partager l'histoire de l'art
Soirée Jazz et Repas de rue

Vendredi 7 juillet, ateliers et tables rondes
Au-delà des frontières, le partage des territoires,, La forêt disputée
Apéritif littéraire L'Abécédaire Reclusien
Film débat au Cinéma la Brèche

PARTAGER

Samedi 8 juillet, ateliers et tables rondes
A la sueur des femmes, le partage du temps et de l'argent,
Corps en lutte, corps public et corps privé
Témoignages: Femmes Iraniennes
Remise du prix des Reclusiennes 2023
Synthèse poétique des Reclusiennes 2023
"L'entraide", apéritif littéraire suivi du repas
Soirée de clôture, Musique et danse africaine

www.reclusiennes.com

Coeur de Bastide, 44 rue Alsace Lorraine, 33220 Sainte-Foy-la-Grande - contact@lesreclusiennes.fr

LE LAMBDA DIT "JE SUIS" ET IL SUIT.

LES MILITANT·E·S ET LES LAMBDAS

C'est assez simple en fin de compte : nous avons d'un côté, celles et ceux qui luttent, les militant·e·s, ou qui soutiennent les luttes, et de l'autre, celles et ceux qui ne luttent pas, les lambdas, et qui donc, ne soutiennent pas les luttes. Même si cette dichotomie s'avère quelque peu réductrice, et même si le but ici n'est pas de créer une opposition entre les uns et les autres, nous sommes, grosso modo, assez proches de la réalité.

Lutter est une question d'éthique et de valeur

Précisons d'emblée que nous n'allons évoquer ici que les militant.es qui luttent pour une cause juste et noble, en incluant celles et ceux qui les soutiennent, mais qui pour diverses raisons ne prennent pas, ou peu, part à la lutte. Les personnes qui distillent des idées nauséabondes sur lesquelles il n'est point la peine de s'étendre, ne sont bien évidemment pas prises en considération dans notre propos.

Pour les premiers donc, lutter est une question d'éthique et de valeur. Généralement, on devient militant·e après une certaine prise de conscience, laquelle peut arriver à tout âge. Notre soif de savoir, de comprendre le monde et notre curiosité, nous font prendre conscience des problèmes de notre société (capitalisme, racisme, réchauffement climatique, exploitation humaine et animale, inégalités, criminalisation des luttes…). On est alors révolté par les injustices engendrées par ces maux et on ne peut pas rester sans rien faire.

C'est ainsi qu'une fois conscientisé·e, on se politise. Et c'est là que certain.es choisissent de lutter et deviennent militant.es. Quoi qu'en disent les lambdas ou les bourgeois, quasiment tout est politique, et c'est par conséquent par cette voie qu'il faut passer. Et puis, faire de la politique, c'est simplement s'occuper ensemble de bâtir la société dans laquelle nous souhaitons vivre.

La plupart de celles et ceux qui luttent, et particulièrement les anarchistes, le font en premier lieu par dégoût des injustices. L'anarchiste ne peut en effet vivre complètement libre et heureux, tant que tous, sans exception, ne le sont pas non plus.

En se politisant, on acquiert une certaine éthique et des valeurs, que l'on va ensuite développer, mettre en pratique et diffuser. Notre éthique et nos valeurs nous sont chères. Elles nous conduisent vers un idéal juste et noble, puis vers un but à atteindre, l'anarchie pour nous. Cet idéal et ce but donnent un sens légitime à nos luttes, ces luttes qui font que… l'on existe !

Lutter c'est exister

Pour beaucoup d'entre nous, c'est à travers nos luttes que nous existons. Pas seulement, bien sûr, mais bien souvent, nos luttes comptent énormément dans nos existences.

Lorsqu'on milite pour une cause juste et noble, on est utile à la société puisqu'on cherche à l'améliorer, et à terme, à lui faire prendre la forme de notre idéal, libertaire pour nous.

Même si cela paraît parfois vain ou confus, on sait que l'on FAIT quelque chose. FAIRE quelque chose, voilà ce qui est déjà important pour celui qui lutte. Au moins, on peut se regarder dans un miroir et se dire que, quel que soit le résultat, on a FAIT quelque chose. On n'a pas laissé l'activité humaine détruire la planète, ni les discriminations perdurer, ni les dominants exploiter les dominé.es davantage, ni les réfugié.es sur le bord de la route, ni les religieux, les capitalos ou les fachos prendre le dessus… Bref, on n'a pas laissé faire les injustices en se tournant les pouces mais, bien au contraire, on a FAIT ce que l'on a pu pour les combattre.

Et parfois, nos luttes payent. Par exemple, les améliorations sociales qui ont vu le jour grâce aux luttes, trop souvent sanglantes malheureusement.

Aussi, chacun·e lutte ou milite à sa manière, avec les moyens qui sont les siens, et selon le temps dont iel dispose et décide d'accorder à son combat, car c'en est un. Il y a des militants très actifs et d'autres qui le sont moins. Il a y ceux qui ont des moyens ou du temps, et ceux qui n'en ont que peu. Et puis il y a différentes façons de militer : manif, collage, action directe, désobéissance civile, sabotage, écriture, prise de parole en public, prise de mandat dans une organisation, vente et diffusion de matériel de propagande, etc. Mais peu importe qui fait quoi, car nous sommes toutes et tous sur le même chemin qui nous rapproche les uns des autres, ainsi que de notre idéal anarchiste.

En outre, nous portons des idées qui nous font œuvrer pour un monde plus juste, où la liberté, l'égalité et l'adelphité seraient réellement garanties pour toutes et tous. Ces idées, cet idéal, forgent nos vies. Sans elles ou sans cet idéal, nous n'aurions pas l'impression de véritablement exister. C'est à travers cet idéal libertaire que nous savons que notre existence a un sens.

Pour résumer, affirmons que nos luttes nous permettent d'exister pleinement et contribuent à notre bien-être personnel. Nos luttes nous rendent heureux·ses, au moins autant que l'on puisse l'être dans une société qui pour nous, est encore loin d'être idéale.

Le/la lambda ne lutte pas

Un éclaircissement s'impose : par le ou la lambda, j'entends toute personne plutôt ordinaire, qui a une vie plutôt classique, style *métro-boulot-dodo*, et qui s'en contente sans chercher à voir plus loin. Le lambda est donc conformiste et obéissant, mais surtout, il n'est pas ou peu, conscientisé, donc pas ou peu, politisé.

Il y a deux raisons principales à cela : soit le lambda ne sait pas ce qu'est la réalité du monde dans lequel nous vivons, soit il ne veut pas savoir ce qu'elle est. Et ce n'est pas la même chose du tout ! Celui qui ne sait pas est beaucoup moins à blâmer que celui qui sait. Le premier n'a pas (encore) fait ce qu'il faut pour savoir, et le second l'a fait, partiellement ou pas, mais préfère ignorer ce qu'il sait par confort personnel, et l'on peut dans ce cas évoquer une certaine lâcheté à son égard. Nous parlons bien là de faire ce qu'il faut pour savoir, car ce n'est ni l'éducation étatique et ni les médias dominants qui vont nous apprendre l'Histoire avec un grand H et nous informer correctement. Les bonnes connaissances et les bonnes informations ne sont globalement pas données facilement aux masses, et c'est par conséquent à chacun·e d'aller les chercher.

L'ignorance du lambda, qu'elle soit choisie ou non, fait donc qu'il ne lutte pas et ne soutient pas les causes justes et nobles, étant donné qu'à ses yeux, *politique* est un gros mot, une chose réservée aux élites et aux « sachants ».

Signalons encore que nous trouvons toutes sortes de gens parmi les lambdas, boomers, conformistes et citoyens ordinaires en tête, et que toutes les classes sociales, des plus pauvres aux plus riches, sont représentées.

Les militant.es et les sympathisant.es des causes justes et nobles se heurtent malheureusement souvent à l'ignorance ou à la lâcheté des lambdas. Mais nombreux sont ceux qui ont compris qu'il était la plupart du temps vain et inutile de chercher à convaincre le lambda puisque… il suivra le mouvement.

Le/la lambda suivra le mouvement

Le ou la lambda tient généralement énormément à ses biens et à son confort personnel. Il cherche même souvent à prospérer et en avoir toujours plus. Il a souvent peur aussi, notamment de perdre ses acquis et de régresser socialement. C'est pourquoi, le lambda se conforme à l'ordre établi et à la pensée dominante. Vous ne le verrez donc pas dans les manifs et encore moins dans une réunion ou à un rassemblement ne serait-ce qu'un tant soit peu politique. Pensant qu'il n'est pas en mesure de changer les choses et ni même de les influer au moins un tout petit peu, il ne s'occupe alors pas de politique. Puis surtout, par peur de ce qu'il pourrait lui arriver, il se garde bien de poser un pied dans la marge ou d'aller à l'encontre du modèle politique économique et social qu'on lui impose, et se range presque toujours bien sagement derrière le plus fort du moment.

C'est ainsi que, par exemple, il y eut de nombreux Français qui fermèrent les yeux sur les exactions des nazis et de leurs affidés pendant l'Occupation lors de la Seconde Guerre mondiale. De nos jours, les mêmes ferment les yeux sur le sort des réfugiés politiques ou climatiques, sur l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres, ou sur les violences policières pour ne prendre que ces trois exemples-là.

Le capitalisme étant aujourd'hui mondialisé, le lambda ne s'imagine pas qu'un autre système économique, enfin juste et égalitaire, est possible. S'il a toujours vécu dans une démocratie représentative, dans une république, dans une monarchie parlementaire ou même dans une dictature, il ne conçoit pas qu'une autre forme de société, enfin libre, est possible, ne comprenant même pas la plupart du temps le caractère autoritaire du système politique dans lequel il vit, et arguant qu'il y a pire ailleurs. Et vu qu'on lui a toujours rabâché que pour vivre, il n'y avait quasiment pas d'autre choix que de travailler 35, 40, 45… heures par semaine quelle que soit l'activité, il ne suppose même pas qu'une autre forme d'organisation du travail, enfin non productiviste, est possible, et arguant là encore, qu'il y a toujours pire ailleurs.

On peut donc en conclure que, lors de l'avènement, que l'on espère très prochain, de cette société anarchiste à laquelle nous aspirons, le/la lambda s'en contentera, se rangera et… suivra le mouvement.

En attendant de voir le lambda se fondre dans notre future société libertaire comme il se fond dans notre actuelle société autoritaire, poursuivons la lutte et sachons tout de même rallier à notre cause juste et noble, un maximum de gens. Le nombre fait la force, ne l'oublions pas.

Frédéric Pussé
Le 03 mai 2023

DÉ-FAKONS

ELLE EST OÙ LA VIOLENCE ? C'EST QUI LES CASSEURS ?

Ben oui, elle est où la violence ? Au fil des manifestations contre la réforme des retraites, les médias, notamment les chaînes TV d'infos en continu nous ont « généreusement » abreuvés d'images où l'on pouvait voir CRS, gendarmes mobiles et autres défenseurs de l'ordre (bourgeois) se faire caillasser par des « méchants » manifestants. Point culminant, ce dernier 1er Mai où l'on voit un policier être transformé en torche vivante suite à un jet de cocktail molotov. Et Darmanin de s'insurger contre cette violence anti-flic et de nous asséner les chiffres des policiers blessés (?)

Au fait, parmi ces flics, combien ont eu une main arrachée ou un œil crevé ? Il semble que ce genre de blessures ne concerne que les manifestants. Et nous ne parlerons pas du rassemblement à Sainte-Soline et des deux manifestants qui se sont retrouvés dans le coma (et encore loin d'être sortis d'affaire) victimes des « douceurs » policières.

Alors, elle est où la violence ?

Son origine est à ne pas douter du côté des mesures que le gouvernement actuel veut imposer à une population qui ne peut que se révolter. De même que les conditions de vie dans notre société (cinquième puissance mondiale) ne peuvent que pousser à s'insurger jusqu'à la détestation d'un Macron sourd et aveugle à la précarisation grandissante dans ce pays. Nous n'insisterons pas sur les hausses du coût de la vie, chacun·e peut le constater au quotidien. Et les mal-logé/e-s ou sans-abris ? Macron n'avait-il pas promis pour son premier quinquennat qu'avec lui il n'y aurait plus personne obligé de vivre dans la rue ? Bien sûr, comme toujours, les promesses n'engagent que celles ou ceux qui les écoutent.

Les fantômes de nos rues

Quel que soit l'endroit où se porte notre regard, la violence étatique et patronale s'impose à nous. La nier, c'est nier ceux et celles qui la subissent.

Les morts de l'année 2022 n'ont pas tous été enterrés. Les dispositifs d'hébergement d'urgence sont saturés, les difficultés d'accès au logement s'accentuent, et la rue continue de tuer.

Au 14 avril, le Collectif *Les Morts de la Rue* a déjà recensé les décès de 117 personnes, mortes du mal-logement, depuis le début de l'année.

Depuis 20 ans, ce collectif tente de recenser et de retracer le parcours des personnes « sans chez-soi » mortes sur le territoire français. Trois fois par semaine, il enterre des personnes isolées ou sans domicile à Paris. Ces corps, les bénévoles les récupèrent à l'Institut médico-légal et dans les hôpitaux de la capitale.

Dans son dixième rapport annuel, publié en septembre 2022, le Collectif Les Morts de la Rue nous apprend qu'au moins 620 décès de personnes « sans chez-soi » ont été répertoriés en 2021, elles avaient en moyenne 48 ans et étaient majoritairement des hommes.

Pour éviter ces morts, il faut, pour le collectif et *Médecins du monde*, travailler en priorité sur l'accès au logement et aux soins des personnes sans toit. Il faudrait « *plus de structures d'hébergement pour les personnes qui ne pourraient pas accéder immédiatement à un logement, plus de structures médicalisées pour les personnes à la rue, plus de moyens financiers et humains pour l'hôpital public et le secteur social* ».

La coordinatrice de Médecins du monde s'inquiète car "*Avec les Jeux Olympiques de Paris, on est très inquiets. Parce qu'il y a de plus en plus de personnes isolées dans le centre de Paris à qui la Police demande de bouger tous les jours ou tous les 2 jours*". Or, la multiplication des évictions contribue à des ruptures dans le suivi social et médical.

L'État, en ne prenant aucune mesure pour loger ou héberger, viole ses propres lois et fait preuve d'une violence extrême envers une partie importante de la population.

Neuf millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. La demande en aide alimentaire a triplé depuis 10 ans. Les banques alimentaires indiquent avoir accueilli 2,4 millions de personnes en 2022 contre 820 000 en 2011.

PHOTOS HUBERT DE THÉ

Le bilan macronique est terrible !

Les visages de la pauvreté sont multiples. Il y a beaucoup d'accidents de vie : maladies, accidents de travail, divorces, licenciements.

Dans "les nouveaux arrivants" on remarque beaucoup plus de personnes âgées qui n'arrivent plus à s'en sortir avec des pensions qui n'augmentent pas, des travailleurs pauvres qui n'y arrivent plus avec des salaires qui n'augmentent pas non plus alors que les prix ne cessent de croître.

Les étudiants pauvres, apparus pendant le Covid car ils n'avaient plus accès aux petits boulots, sont toujours présents dans les files qui ne cessent de s'allonger. L'aide alimentaire repose sur un vaste système de défiscalisation encourageant la surproduction.

Chaque année, l'État consacre près de 500 millions d'euros pour l'aide alimentaire. 75% de ces aides publiques sont des ristournes fiscales qui bénéficient en premier lieu aux grandes surfaces. Celles-ci sont donc subventionnées pour faire des dons.

Elles distribuent aux organisations caritatives des denrées proches de leurs dates de péremption. Voilà comment, avec la complicité de l'État, la grande distribution se donne une bonne image tout en profitant de l'aide alimentaire sur le dos des plus pauvres.

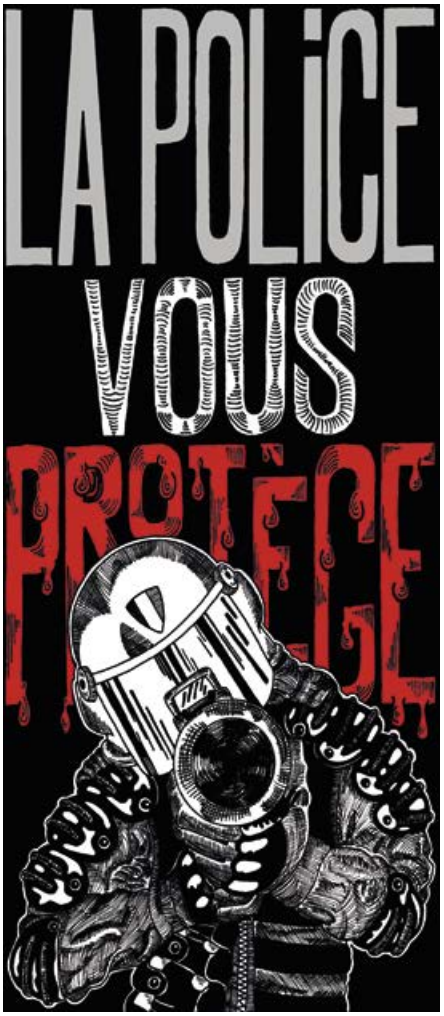
Macron seul coupable ? Ses prédécesseurs, de gauche ou de droite, avaient commencé le sale boulot ; lui ne fait qu'enfoncer le clou et pousser certains dans les bras d'une Marine Le Pen qui compte tranquillement les points en attendant son heure, tapie dans l'ombre, les yeux rivés sur 2027.

Il s'agit de refuser ce futur glauque, nous ne sommes pas résignés ; nous ne sommes pas fatigués ; nous ne demandons pas la charité, nous nous battons encore et toujours pour la justice sociale.

Alors oui, il y a violence et casseurs, mais en haut.

Nous en bas, face à la violence étatique et patronale, nous opposerons la détermination des exploité-e-s. Pour en finir avec cette société capitaliste, continuons donc tous ensemble de suivre le chemin vers une société libertaire et égalitaire.

Jean-Jacques Chatelux
et Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador Seguí



RIEN À ATTENDRE D'EN HAUT

IL N'Y A PAS DE HASARD !

Lorsque les partis politiques et les syndicats n'ont pas la mainmise sur le déroulement des luttes, disons qu'ils sont débordés par l'ampleur que prennent les manifestations, ils mettent tout en œuvre pour saboter le mouvement et faire en sorte qu'il s'étiole.

C'est ce qui se passe actuellement avec la lutte que mène le peuple pour refuser la loi mortifère sur les retraites que le gouvernement a fait passer en force (49-3). Depuis maintenant quatre mois, le peuple et les travailleurs(es) sont dans la rue pour protester, refuser et exiger le retrait de cette loi. Au fil des manifestations les cortèges grossissent et fédèrent (les jeunes, les lycéen nes, les étudiant·es, les chômeur·euses, les travailleur·euses de l'industrie, du service public : cheminots, hospitaliers, fonctionnaires, retraité·es, personnes qui ont manifesté pour la première fois…) On peut dire sans se tromper que ce sont plusieurs millions de personnes qui disent NON ! Cette loi fait l'unanimité contre elle et les sondages viennent renforcer ce mécontentement puisque 90 % des Français.es soutiennent cette lutte. Et ça mon colon, cela ne plaît pas ni aux boutiquiers syndicaux ni aux politicards. Ils voient d'un mauvais œil leur pouvoir s'amoindrir. Ils ne maîtrisent pas, ou mal, les manifestations. Comme on dit, ils prennent le train en marche ou descendent de leur vélo pour se regarder pédaler !

C'est pourquoi ils s'ingénient à mettre tout en œuvre pour saper le mouvement contestataire qui vient d'en bas.

Leur but n'est pas de combattre le système capitaliste qui est la source de tous nos maux mais de l'adapter. Et pour cela, les boutiquiers syndicaux se font les alliés objectifs des partis politiques qui eux n'aspirent qu'à une chose, prendre le pouvoir.

Être calife à la place du calife

Et quoi de mieux que de s 'appuyer sur le peuple mais, pour cela, il faut maîtriser ses « débordements » et les « canaliser », c'est à cela que s'emploient les boutiquiers syndicaux. Et ce, au nom de l'unité syndicale, pour disent-ils une plus grande efficacité. C'est vrai qu'ils mettent une « ardeur unitaire » à mener le mouvement dans l'impasse.

C'est ainsi que la décision qu'ils ont prise le 13 avril 2023 après la dernière grande manifestation du 12 avril, de programmer la prochaine manifestation le 1er Mai (soit 18 jours plus tard) est le début du renoncement. Ils tablent sur l'épuisement du peuple. Tout comme le gouvernement qui espère la lassitude et le fatalisme du peuple.

Il n'y a pas de hasard

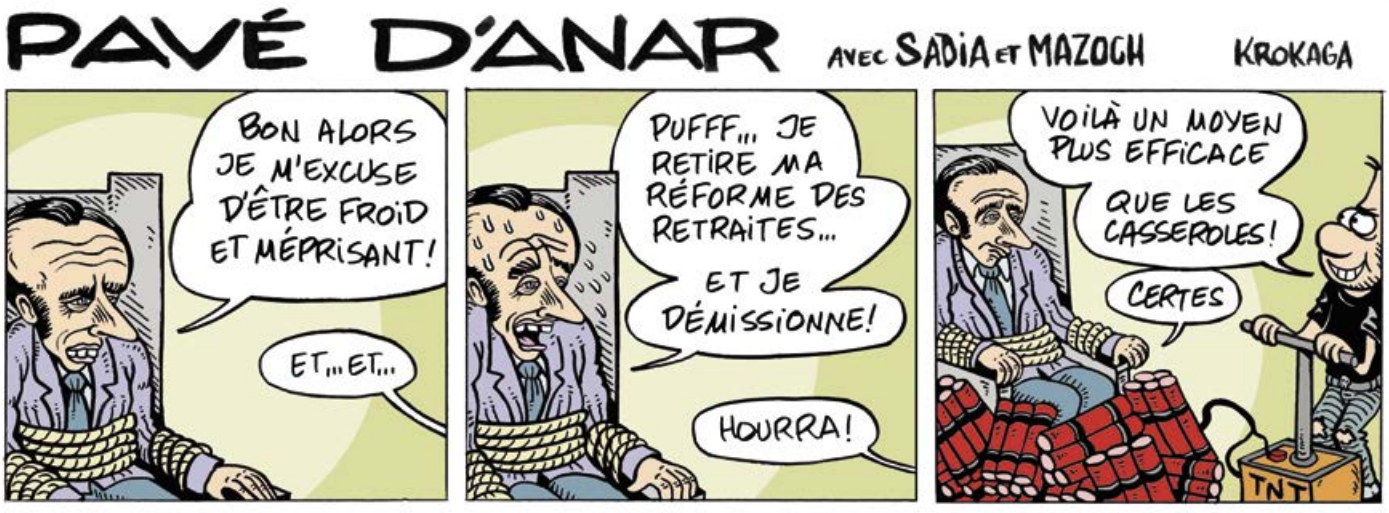
Et maintenant, après la manifestation du 1er Mai, ne viennent-ils pas de décider en intersyndicale, le 2 mai, de programmer une manifestation le 6 juin (soit 36 jours plus tard !)

Pourquoi ne pas battre le fer tant qu'il est chaud, appeler à la grève générale et occuper la rue, pratiquer le harcèlement de rue jusqu'à ce que nous soyons débarrassés de ces encombrants.

Eh bien non, tous ces tarés craignent que le peuple ne prenne son destin en mains sans ces autoproclamés guides.

Souvenons-nous, et soyons vigilants, il y a 87 ans quasiment jour pour jour !

Lors des grandes grèves de 1936, suite aux accords de Matignon des 7 et 8 juin, le mouvement était en plein essor et se poursuivait depuis plusieurs jours alors que les accords étaient signés. Certes, les avancées ne furent pas négligeables : la création des conventions collectives, l'obtention de la semaine de 40 heures,



DESSIN DE SINÉ
PARU DANS *L'ENRAGÉ* **N°2**
DE DE MAI-JUIN 1968

de 13 jours de congés payés plus 2 jours de repos en fin de semaine... Alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Que les travailleurs continuent la grève, c'était insupportable pour le Parti communiste français, inféodé à Moscou et autoproclamé « le parti des travailleurs ».

Comment ? La classe ouvrière osait désobéir, défier l'autorité !

Le Parti communiste avait pour ambition d'accéder au pouvoir, au plus haut sommet de l'État. C'est dans ce contexte que le chef stalinien Maurice Thorez déclara, le 12 juin 1936 : « Il faut savoir terminer une grève ! » Par ces propos qui niaient la lutte des classes, il portait un coup fatal à la possibilité de transformation profonde la société.

C'était évident qu'il ne supportait pas de voir son autorité et son objectif d'accéder au pouvoir remis en cause par les travailleurs. Par contre, se servir des luttes des travailleurs pour y accéder, cela ne le gênait pas. Il lui fallait pour cela une classe ouvrière obéissante et aux ordres.

Plus près de nous, les événements de Mai 68 et les grandes grèves

Tout comme en 1936, ces événements accompagnés de grandes grèves avaient débouché le 27 mai 1968 sur les accords de Grenelle. Le peuple et les travailleurs avaient obtenu des avancées significatives (augmentation des salaires, des petites retraites (déjà), la reconnaissance de la section syndicale, réduction du temps de travail...).

Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, était allé à Billancourt et avait présenté ces accords aux travailleurs de chez Renault, comme une grande victoire. Concrètement, il fallait cesser la grève et les manifestations. Il s'est fait huer. Car les travailleurs voulaient continuer la lutte, prendre leur destin en mains et instaurer une autre société, une société au sein de laquelle ils seraient partie prenante, sans les politicards, sans les boutiquiers syndicaux où ils s'approprieraient les moyens de production (sans le grand patronat).

Sous la pression des travailleur.ses, le Parti communiste français et sa courroie de transmission, la CGT, organisent, le 29 mai, une manifestation qui rassemblera plus de 500 000 personnes avec comme mot d'ordre « le gouvernement populaire », alors que le peuple et les travailleurs refusaient l'idée de gouvernement, symbole de « l'oppression ».

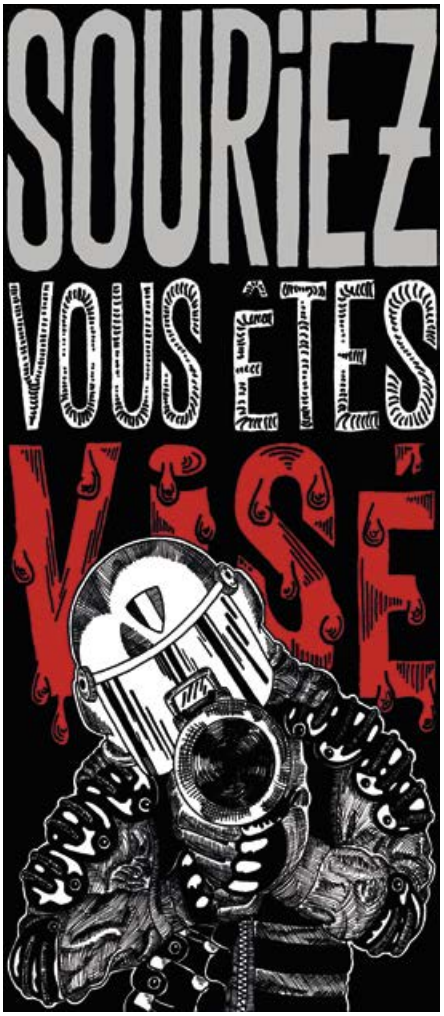
Le lendemain de cette grande manifestation, de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections, en juin. Encore une fois, les travailleurs étaient trahis par le Parti communiste et lâchés par la CGT. A chaque grand mouvement qui part de la base et qui échappe aux politicards et aux boutiquiers syndicaux, ces derniers s'ingénient à casser cet élan révolutionnaire.

Les révolutions inachevées

En 1936, c'est le PCF qui appelle à « savoir terminer une grève » et dénonce les anarchistes comme des fauteurs de troubles et les responsables du chaos ! En 1968, c'est la CGT qui appelle à la reprise du travail contre la volonté des travailleurs. En 2023, c'est l'ensemble des syndicats qui s'emploie à dévoyer la lutte en espaçant la date des manifestations (au nom de l'unité syndicale) et qui préconise « une pause ».

Ils sont favorables à une rencontre avec le gouvernement de Madame Borne. Alors que, jusqu'à présent, ce dernier les a ignorés et a dit « niet » aux revendications. Ils - CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC - vont s'y rendre en rang d'oignons à cet enterrement de première classe les 16 et 17 mai !

Justhom



NOUS AURONS TOUT DANS 10000 ANS !

UN PEU DE TOUT, UN PEU DE RIEN. MERCI LÉO…

Un peu de tout, un peu de rien…
« Il n'y a plus rien ! »
Je suis désolé, Léo, il n'y a « presque »
rien, du presque quelque chose,
ce petit quelque chose qui graine
en terre, qui germe, qui lutte, qui survit,
qui vit, qui court partout, en terre,
qui diffuse, ce n'est pas la gangrène, c'est
le sang de la terre, le sang de mes sœurs,
de mes frères, le sang de nos cœurs,
de nos révoltes, de nos révolutions,
des gilets jaunes, des anarchistes, hier,
aujourd'hui, demain encore…
Anarchiste un jour, anarchiste toujours !

Ce n'est pas qu'une question de gamelle, la gamelle on vous la laisse, vous êtes des chiens, et encore… Gavez-vous, bouffez et remplissez vos ventres !!! Vous en avez l'habitude, mafias, profiteurs, voleurs et violeurs des peuples, dictateurs, petits ambassadeurs du mal. Nous, nous avons les bonnes graines qui germent, doucement, tranquillement, les graines qui font les plantes nourricières, qui font le fruit, qui font notre avenir.

« Je ne vous promets pas le grand soir », simplement l'espoir d'une nouvelle aube, chaque jour plus belle.

Parce que hier, solitaires, aujourd'hui solidaires.

Alors, soyons réalistes, réalisons l'impossible !

Nous ne nous contenterons pas du sucre au chienchien… des sucreries données en pâture après l'enfumage du très grand démocrate et de sa révolution pour les retraites, en attendant la suite !

Sa révolution c'est niquer tous azimuts, la retraite, les chômeurs, la Sécu, les vieux, les jeunes, l'éducation, j'en passe et des meilleurs. C'est donner du fric pour les guerres, la mort tous azimuts. C'est sa révolution.

Mais les mots ont encore un sens, moi j'appelle un connard un connard, un dictateur un dictateur. C'est ma façon de causer, celle d'un péquenot de paysan. Celle d'un homme qui a les pieds dans la merde, ou dans la bouse de vache, c'est pareil.

Nous vivons un bordel généralisé, instrumentalisé, organisé, mondialisé. Et on se bat avec des casseroles, pourtant les casseroles ce sont eux qui les ont au cul… !

« Le désordre, c'est l'ordre moins le pouvoir »

On ne l'a pas assez dit, il faut le dire, le répéter, les gens aujourd'hui le comprennent, ils ne sont pas cons, les gens. Ils s'en foutent du baratin des journaleux, de savoir ce que va dire Micron demain à la télévision, on s'en branle de quand et où il va faire caca demain, chez Poutine ou ailleurs, on s'en fout…

Il nous faut biner, et biner encore. Protéger la graine, amener l'eau, multiplier, protéger. Il nous faut communiquer le positif, derrière les casseroles, au-delà du mécontentement, de la révolte des pauvres, des petits, des petites, des riens, des moins que rien, de ceux et de celles qui doivent traverser la rue, qui ont rompu le fil…

Il y a quelque chose, Léo !

Ce petit quelque chose qui a déjà grainé en terre. Quelque chose qui a déjà germé, qui a diffusé. Ce petit rien qui fait qu'*« il n'y en a pas un sur cent mais pourtant ils existent ! »*

Et qu'ils parlent fort.

Merci à toi Léo, la graine d'ananar a germé.

Et elle n'est pas seule, et qu'elles sont nombreuses ces graines-là, de plus en plus nombreuses ! Et tous les 49-3 n'y pourront rien changer…

Par contre nous allons changer tout cela, nous occuper de nos affaires, comme ils disent nous radicaliser, les foutre dehors, arrêter de déléguer sans mandat révocatoire, réinventer la véritable démocratie, sortir de là toutes ces mafias, ces politicards, ces branleurs donneurs de leçons, qui n'ont jamais travaillé sauf dans la finance, qui mettent des zéros sur leurs comptes en banque et surveillent nos fronts fatigués avec des drones noirs.

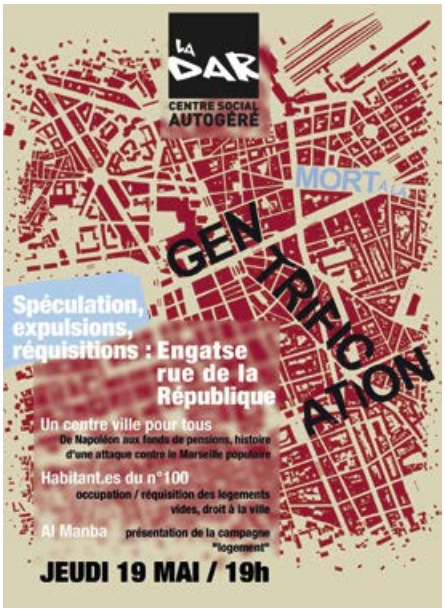
À nous de planter à notre tour tous nos drapeaux rouge et noir, nos drapeaux d'espoir.

Jean-Jean de Garrigues

LA DARDINE QUI VA BLOQUER LES REQUINS…

POUR QUE VIVE LA DAR, ACHETONS-LA !

Le groupe Oaï Marseille relaie cet appel pour que vive ce lieu central du milieu militant marseillais



Depuis 10 ans, la Dar

D'abord *Darlamifa* puis *la Dar* centre social autogéré, c'est un espace associatif depuis 10 ans, indépendant politiquement et financièrement. Un lieu tout à la fois espace d'organisation politique anti-autoritaire, salle de concert, cantine populaire, bibliothèque, scène de spectacles, espace de discussions et de projections, accueil de jour proposant ateliers et cours de soutien à l'autonomie des personnes.

Composé de militant.es et activistes issu·e·s de divers horizons, le collectif de *la Dar* est entièrement bénévole et collégial. Le lieu, lui, est financé par un système de cotisations mensuelles, les adhésions à l'association et les recettes du bar.

Ainsi si vous poussez la porte de *la Dar* vous pourrez y croiser des travailleur·euses ou chômeur·euses en lutte, des familles et mineurs non accompagnés qui cuisinent, des collectifs LGBTQIA+ déterminés, des militant.es de quartiers qui s'organisent, des enfants qui boxent ou qui font leurs devoirs.

La Dar c'est aussi un outil de soutien économique et matériel aux luttes, aux caisses de grèves et à des dizaines de collectifs marseillais et internationaux via la possibilité d'organiser des soirées de soutien. C'est également un espace pour les assemblées spontanées, ou non, lors de mouvements sociaux.

Face à la spéculation et la gentrification, autogestion !

Depuis quelques années, à cause des politiques de « rénovation urbaine » ou de « requalification » dans la novlangue des aménageur·se·s, Marseille subit des changements assez importants. Depuis le drame de la rue d'Aubagne, nous assistons impuissant.es à une gentrification galopante, qui se traduit par une vraie chasse aux pauvres dans les quartiers restés populaires.

Ces politiques publiques d'attractivité centrées sur le tourisme et les populations aisées ont mené très vite à une hausse des loyers dans les nouvelles constructions comme dans les anciennes, une explosion du prix du foncier, un changement radical de destination des immeubles et des commerces.

Devenons collectivement propriétaires de la Dar !

> **Premièrement** la survie du lieu, et l'inscription du projet social de *la Dar* dans les prochaines décennies : notre bail actuel prend fin mi-2024, et rien ne nous garantit que nous pourrons le renouveler, tous les signes montrent en fait le contraire. Acheter *la Dar* nous permettrait donc d'assurer la pérennité du lieu et des activités solidaires gratuites qui s'y déroulent, dans un quartier de plus en plus mis à mal par les logiques commerciales et marchandes.

> **Deuxièmement**, devenir propriétaires nous permettrait d'acquérir une réelle autonomie sur le bâti du local et son agencement : réparation des toitures que les proprios refusent de faire, rénovations intérieure et énergétique, accessibilité du lieu, autant de travaux que nous ne pouvons mener avec le risque de voir ce travail rendu vain par un départ forcé.

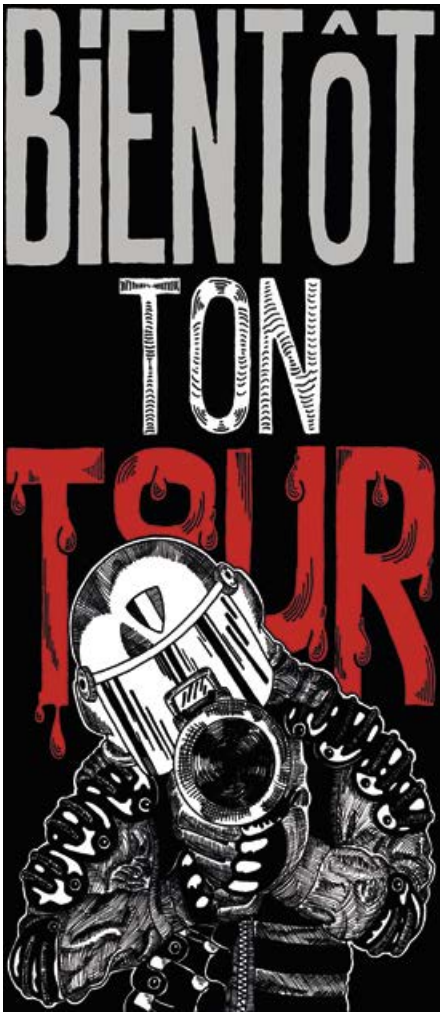
> **Troisièmement**, devenir propriétaires, c'est aussi sortir le local de *la Dar* du marché spéculatif immobilier et expérimenter d'autres modes d'habiter la ville.

Vous pouvez contribuer de deux manières :

> En nous faisant un don : petite ou grande, toute contribution est la bienvenue ! On émet des reçus fiscaux en bonne et due forme (66 % du montant de vos dons est déductible de vos impôts).
Soit sur HelloAsso : https://www.helloasso.com/associations/nebien/collectes/pour-que-vive-la-dar-achetons-la
ou écrivez-nous à achat@la-dar.org.

> En nous faisant un prêt à taux zéro : remboursable en une fois ou de manière mensualisée, contactez-nous par mail à achat@la-dar.org et proposez-nous la manière qui vous convient.

Spidrou
groupe Oaï Marseille



CRISE DE FOI

QUAND ILS SONT VENUS !...

Le pasteur Martin Niemöller (1892-1984) écrivait : « *Quand ils sont venus arrêter les anarchistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas anarchiste. Quand ils sont venus arrêter les communistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas communiste. Quand ils sont venus arrêter les socialistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas socialiste. Quand ils sont venus m'arrêter, il n'y avait plus personne pour s'opposer à mon arrestation.* »

Pour l'heure, nous n'en sommes pas encore là. Sauf que ça commence toujours comme ça !

Il y a quelques mois, la librairie Publico, la librairie de la Fédération anarchiste, a été victime de tags fachos. Notre « rideau de fer » nous a évité un cassage de vitrine. Nous avons eu le tort de ne pas en faire un fromage médiatique.

Ces derniers jours, c'est la librairie de la Libre Pensée (voir photo) qui vient d'être victime de tags et de pétages de vitrines. La teneur des tags est explicite pour ce qu'il en est de l'origine des tagueurs. Et autres casseurs de vitrines. Of course, la police enquête, mais elle n'a pas que cela à faire. Et la justice, débordée par des comparutions immédiates relatives à un sourire malicieux à l'encontre du pouvoir, n'en peut mais...

La Libre Pensée, comme son nom l'indique, se réclame d'une... pensée libre. Mais c'est quoi une pensée libre ? À l'évidence, une pensée respectueuse de toutes les croyances et non-croyances dans le respect des unes et des autres mais qui refuse toute volonté d'hégémonie de chacune d'entre elles, ce qui implique la neutralité de l'État et des services publics. Cette pensée libre porte un nom : la laïcité. La laïcité à la française avec sa loi de 1905 qui est d'une clarté... biblique.

Depuis toujours, les tenants de l'Église catholique (mais pas seulement) tentent de vider cette laïcité de sa substance et n'hésitent pas à se mettre en infraction avec la loi. Par exemple en installant des crèches chrétiennes dans des mairies, ou en installant des croix et autres crucifix dans l'espace public...

À chaque fois, la Libre Pensée dénonce ces infractions, intente des procès et les gagne systématiquement. Les cathos fachos et autres fachos tout court s'insurgent contre ces décisions d'une justice black-bloc gangrenée par l'antéchrist. Et ils manifestent (c'est leur droit), et partent de plus en plus souvent en croisade. À la chasse au mécréant. Donc, tags, pétage de vitrines de librairies, en attendant de les tuer tous, Dieu étant censé reconnaître les siens.

Hier, c'était la librairie de la Fédération anarchiste qui était visée. Aujourd'hui c'est la librairie de la Libre Pensée. Demain ce sera...

Hier, la Libre Pensée a été solidaire de la librairie Publico. Aujourd'hui, nous nous devons d'être solidaires de la librairie de la Libre Pensée. Alors, allez les voir (10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS), passez-leur un coup de fil (01 46 34 21 50), allez sur leur site, envoyez-leur des sous... Bref, contrairement au pasteur Niemöller, démontrez que, par-delà nos différences, nous sommes unis et solidaires dans la défense de la laïcité et de la loi de 1905.

Mieux, à chaque agression des cathos fachos et autres fachos tout court, allez coller le souk à coup de casseroles lors de la grand-messe de l'église de chez vous en demandant au curé de dénoncer ses brebis... « égarées ». Mon petit doigt me dit que le message sera reçu 5 sur 5.

Jean-Marc Raynaud

L'UNION FAIT LA FORCE.

IL FAUT SAUVER LE SOLDAT… UNION PACIFISTE !

L'Union Pacifiste de France a vu le jour en 1961. Elle est membre de l'Internationale des résistants à la guerre. Son fondateur, Louis Lecoin, après une très longue grève de la faim, a obtenu de De Gaulle un STATUT pour les objecteurs de conscience. Tous les mois, l'UPF publie une revue remarquable de courage. Bref, dans le petit monde de la révolution sociale, de l'antimilitarisme, du pacifisme et de la non-violence, c'est une INSTITUTION !

Pour l'heure, elle va mal. Très mal. Dans le n° de mai de sa revue, on peut lire le communiqué suivant : « *L'équipe ancienne de l'UPF est vieillissante et nous n'avons pas trouvé de relève. Nous avons dû vider les réserves de notre compte épargne et notre situation financière ne va pas nous permettre de poursuivre longtemps l'édition de notre mensuel…* ». En clair, c'est la fin. Sauf si…!

Sauf si on se bouge. Si on les aide. Et si on les rejoint.

Louis Lecoin, à 74 ans lors de sa grève de la faim qu'il était décidé à mener jusqu'à la mort, avait fait réagir Le Canard Enchaîné, dans un article intitulé « *Oh hé, les grandes gueules, allez-vous laisser Lecoin crever ?* ». Le général De Gaulle, président de la République, donc un militaire pas vraiment antimilitariste, avait pourtant décrété : « Il n'est pas question que Lecoin meure ! ». C'est dire le respect qu'inspiraient Lecoin et l'Union Pacifiste !

Alors, à vous toutes et tous, les grandes, les moyennes et les petites gueules de l'anti plein de choses. Les jeunes, les moins jeunes et les toujours jeunes, bougez-vous le cul ! Abonnez-vous à la revue de l'UPF, adhérez à l'UPF, envoyez des sous, passez-leur un coup de fil, adressez-leur un courrier, mais faites quelque chose !

Le mieux serait, bien sûr, de rejoindre ces vétérans qui ont déjà fait au-delà de ce qu'ils pouvaient. Vous êtes contre la guerre, contre l'armée, pour la paix, pour une révolution sociale… alors c'est le moment de le démontrer, en actes. Et, nul doute, on les aura !

Jean-Marc Raynaud

UPF : BP 40 196 75624 Paris cedex 13 – Tél 01 45 86 08 75.
Courriel : union.pacifiste@orange.fr – Site : www.unionpacifiste.org

Alors, on fait comment ?

Les délais d'écriture, de correction, de mise en page, d'impression et de distribution du *Monde libertaire* ne permettent pas de coller à l'actualité. C'est pourquoi nous vous attendons sur

monde-libertaire.net

Une « une » hebdomadaire, la publication rapide d'articles d'actualité brûlante, des annonces, des… À vous de voir !

ÉCOLOGISTES VS ESCROCS LOGIQUES

L'ÉCOLOGIE, OUI MAIS LAQUELLE ?

Depuis les années 1980-1990, c'est-à-dire après la montée en puissance du mouvement écologique, des « contre-feux » ont été allumés par les grandes industries polluantes, des scientifiques, des politiques. Une flopée d'intellectuels, généralement très médiatisés (Luc Ferry, Pascal Bruckner, Claude Allègre, Gérald Bronner…) se sont acharnés à entretenir un aveuglement, un déni constant de la question écologique, à jeter le discrédit sur les alertes et les savoirs écologiques, à passer sous silence les enjeux liés à ces problématiques.

Personne ne nie que des thématiques écologiques aient pu être portées par des milieux conservateurs, fascistes et réactionnaires ; il s'agit juste de ne pas en exagérer l'importance. Associer le souci de la nature à l'aversion pour l'homme a déjà une longue tradition. On connaît les stratégies de disqualification de l'écologie, dont la « *nazification récurrente de l'écologie politique* » (Serge Audier). La formule d'un idéologue « *Gratte le vert, et tu trouves le brun* » ou l'intitulé d'un pamphlet de Vaclav Klaus, ancien président de la République tchèque, ayant œuvré pour une libéralisation et une dérégulation sauvage de l'économie « *Planète bleue en péril vert : qu'est-ce qui est en danger aujourd'hui : le climat ou la liberté ?* ». Dans *L'âge productiviste* (La Découverte), S. Audier conclut que « *la nazification de l'écologie ou, dans des stratégies plus nuancées, la réduction de l'écologie au pôle réactionnaire, auront été l'une des plus grosses falsifications historiques du XX^e siècle* ».

Le même S. Audier commence ainsi son livre *La société écologique et ses ennemis* (La Découverte) : « *Sous l'amour de la nature, la haine des hommes (expression de Marcel Gauchet) : il est des slogans simplistes comme celui-là, qui concentrent tout un imaginaire politique et social. Plusieurs décennies de discours anti-écologiques et, sous des formes diverses, des siècles d'indifférence et de destruction environnementales ont vécu sur cette dichotomie dogmatique entre « nature » et « humanité », dans la conviction que le salut de la seconde passerait par la simple domination, voire l'éradication de la première. Depuis les années 1970, il est devenu de plus en plus difficile d'assumer une vision aussi caricaturale qui aura longtemps nourri le déni face aux menaces qui pèsent sur la planète* ».

> **« Une outrance verbale qui renvoie l'écologie à une religion ou un millénarisme sécularisé. »**

Dans un contexte d'exagération, de mauvaise foi et de grandiloquence, le vocabulaire employé est révélateur : « *dictature écolo* », « *khmers verts* », « *obscurantisme* », « *génération de déprimés* »… Il trouve son origine dans le livre de Luc Ferry *Le nouvel ordre écologique* qui distingue d'un côté, les modernes, les progressistes, fidèles aux Lumières et à l'idéal philosophique qu'est l'arrachement à la nature, et de l'autre, les fondamentalistes, les réactionnaires, partisans d'un retour à la nature politiquement dangereux.

“ 227 personnes ont été assassinées dans le monde en 2020 pour avoir défendu l’« environnement ». ”

Sauf qu’en incitant à l’inertie (puisque la Terre se porte bien), ces négationnistes font le lit d’un écofascisme à venir… qu’ils dénoncent vigoureusement ! Une outrance verbale qui renvoie l’écologie à une religion ou un millénarisme sécularisé, et l’assimile aux totalitarismes du XXe siècle !!

Bien entendu, la sensibilisation de l’opinion publique à la dégradation des écosystèmes a favorisé la montée en puissance d’une écologie marchande. Sous les concepts fallacieux de développement durable, de croissance verte ou d’économie bleue, les partisans d’un prétendu capitalisme vert (une contradiction dans les termes) s’appliquent à financiariser la nature, à faire confiance au marché en évitant les réglementations trop contraignantes. Les grandes banques internationales rivalisent d’ardeur pour financer des projets d’extraction d’énergies fossiles. Les super-prédateurs transforment les destructions de la biosphère en autant d’opportunités pour réaliser de nouveaux profits.

Bien entendu aussi, la montée en puissance de l’ « écologie politique » dès les années 1970 va permettre l’expression d’ambitions personnelles, la perspective de carrières, le reniement d’idéaux de jeunesse, les compromissions quotidiennes, les impératifs du « réalisme », le gouvernement par les experts, le souci de crédibilité aux yeux des financeurs, voire la tentation écofasciste au nom de l’urgence. La création de parcs nationaux en Afrique va même conduire à l’expulsion d’au moins un million de personnes au XXe siècle. Mais ce n’est pas parce que la question écologique a été dévoyée, pervertie, galvaudée, récupérée, instrumentalisée par des individus ou des minorités assoiffées que l’écologie perd sa fonction d’alerte et son potentiel subversif. Et s’il n’y avait pas une, mais des « écologies » ?

Le lourd tribut des défenseurs de la nature

Parmi les « écologistes », il s’en trouve, un peu partout sur la planète, des milliers qui risquent leur vie. Beaucoup la perdent. 227 personnes ont été assassinées dans le monde en 2020 pour avoir défendu l’ « environnement ». Pourquoi ne jamais le mentionner ? Le dernier rapport de *Global Witness* – association luttant contre le pillage des ressources naturelles dans les « pays en développement » - fait état de 1 733 morts pour la décennie 2012-2021. Alors qu’un défenseur des « droits environnementaux » meurt tous les deux jours dans l’indifférence générale, moins de 1% de ces meurtres sont élucidés. Du fait du niveau de corruption élevé et des conditions d’accès aux terres très inégalitaires, les pays les plus concernés se situent en Amérique latine (Colombie, Mexique, Brésil…). 39 % des victimes sont des autochtones, alors qu’ils ne représentent que 5 % de la population mondiale.

Avant que n’adviennent ces meurtres, les moyens utilisés donnent la mesure de la détermination et du cynisme de leurs auteurs : harcèlement continu contre des journalistes et des associations pour les pousser à l’autocensure, pour décrédibiliser leurs propos, représailles, menaces verbales, chantage, campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux, intimidations à la machette et à l’arme à feu…

Pourquoi ces meurtres ? Parce que ces luttes exemplaires d’indigènes, dont l’ambition se limite à produire ou à prélever juste ce qu’il faut pour vivre, s’opposent aux intérêts privés des grands propriétaires, multinationales, institutions financières et trafiquants de haut vol. En jeu, des projets miniers et forestiers, de barrages hydroélectriques et autres infrastructures financées par l’argent public alors qu’elles ne profitent qu’aux cercles restreints proches du pouvoir. Il importe ici de bien comprendre la collusion entre États et puissances économiques, entre mafias officielles et les autres. Des États aux petits soins avec les grandes firmes auxquelles ils cèdent de vastes territoires, bradent des « biens communs », distribuent des concessions malgré le dénuement des populations, notamment en matière de mines, d’énergie et de transports. Des États qui augmentent régulièrement les dépenses dans l’armée et la sécurité pour la prospérité des affaires. Non seulement ces mouvements de défense des territoires subissent une répression brutale, mais ils sont victimes d’une criminalisation grandissante.

Une écologie « émancipatrice » est-elle encore possible ?

S’il s’agit de stopper les dévastations écologiques et le saccage de nos vies, tâche immense. Lutter sans relâche contre les stratégies perfides des écolo-sceptiques, ces idiots utiles du capitalisme. Dissiper les illusions sur les réformes institutionnelles, la démocratie représentative, les dispositifs participatifs. Ne pas surestimer l’intérêt des recours en justice, conscients de l’inefficacité de l’essor des procès climatiques depuis les années 2000. Encourager la remise en cause d’un syndicalisme qui a majoritairement pris un tournant productiviste et soutenu la production et la consommation de masse.

L’urgence et la gravité de la situation acculent à des ambitions d’une autre dimension. Pour prétendre à la neutralité carbone à l’horizon 2050, l’empreinte moyenne de chaque Français devra être divisée au moins par quatre. Il ne s’agit plus de transition, mais de bifurcation, de rupture. Sortir le plus possible du double processus industrialisation-urbanisation pour construire une société paysanne dont l’idéal ne serait pas l’obsession possessive de la terre mais sa contribution à la réémergence des solidarités. En adoptant ●●●

FAMILLE AMISH. DÉTAIL D'UNE AFFICHE PUBLICITAIRE EN PENNSYLVANIE.

●●● des stratégies complémentaires autour du triptyque habiter, coopérer, autogérer (G. Faburel).

« Une jeunesse qui, malgré la répression et les répercussions judiciaires, a décidé de prendre en main son avenir. »

Les déclinaisons des notions incontournables de sobriété, de frugalité, de décroissance, qui conduisent à interroger les usages de l'énergie et des ressources naturelles, ainsi que les besoins vitaux de chacun, aboutissent à un vaste inventaire. Coopératives, entreprises autogérées, alternatives concrètes, communautés, éco-lieux, zones à défendre, agroécologie, action directe… S'approprier et entretenir des territoires par l'agriculture, la foresterie, l'auto-construction. Reconvertir certaines industries (aéronautique, automobile, pétrochimie). Repenser les objets (robustes, réparables, évolutifs). Réduire les flux de pollution et de marchandises… Du travail exaltant pour tout le monde !

Mais il serait dangereux de sombrer dans la naïveté : parce que les castes au pouvoir ne lâcheront rien, il faudra aussi continuer à lutter contre les projets mortifères du capitalisme. Notamment de la part d'une jeunesse qui, malgré la répression et les répercussions judiciaires, a décidé de prendre en main son avenir, la radicalisation des mouvements écologistes (occupations, blocages, sabotages) va s'intensifier. Condamner ces agissements plutôt que la violence et le mépris des puissants qui ont dévasté le monde reviendrait à se tromper lourdement d'adversaires. Sans perdre de vue que la gravité de la situation écologique, la vulnérabilité des infrastructures, les conflits pour l'accès aux ressources, la démesure des inégalités sociales, les dynamiques de désadhésion… rendent l'effondrement de plus en plus probable.

Jean-Pierre Tertrais
Groupe La Sociale

DES BÂTONS DANS LES ROUTES
NON À L'A133-A134

Le week-end des 5, 6, 7 et 8 mai, se tenait à Léry, près de Louviers et Val-de-Reuil, dans l'Eure, à cent kilomètres de Paris, un rassemblement d'information et de mobilisation contre un projet de construction d'une quarantaine de kilomètres d'autoroute destinée à permettre le contournement de Rouen par l'est.

« *Des Bâtons dans les routes* », c'est le nom de ce rassemblement, était en fait un mini-festival installé dans une vaste prairie proche d'un centre équestre. De nombreux panneaux emmenaient le visiteur vers des parkings mis à disposition par la ville voisine de Val-de-Reuil où la police municipale surveillait avec bonhommie mon agilité dans le créneau en épi. Une élégance rare, due peut-être au fait que son maire, Marc-Antoine Jamet, est aussi secrétaire général du groupe de luxe LVMH depuis le 14 mars 2001. Luxe et élégance vont de pair, on le sait.

Les *Soulèvements de la Terre* sont à l'initiative de cette manifestation. Étaient aussi présents *Alternatiba*, *Extinction Rébellion*, *Greenpeace*, Les *Amis de la Terre*, La *Confédération Paysanne*, *Sud Rail* et *Solidaires Normandie*.

Des cortèges répondant aux noms de « pic mar », « grand capricorne », « muscardin » ou « triton crêté » (du nom des espèces dont l'habitat est menacé par le projet autoroutier) étaient organisés en différents lieux du tracé. Ces marches proposées par les *Soulèvements de la Terre*, une organisation qui provoque des poussées d'urticaire au ministre du Désordre policier, avaient incité ce dernier à prévoir un comité d'accueil adéquat : robocops, contrôles aux accès et drones… Un dispositif coûteux qui avait totalement disparu le samedi après-midi.

Les cow-boys du macadam

Pour en revenir au projet contesté, il s'agit de permettre le contournement de Rouen par l'est. Les premiers tracés datent des années 70, toujours repoussés, mais jamais abandonnés. Mais comme l'expliquait le courageux Edouard Philippe en 2018 : « *cinquante années d'hésitations n'ont jamais fait une évidence* ». Les élites renoncent rarement, surtout quand il s'agit d'ouvrir des autoroutes à péages : il y a toujours moyen d'offrir une petite concession

à une société proche du pouvoir. C'est Castex qui a signé, avec soudain le risque de voir devenir réalité un projet menaçant zones humides, forêts, captages d'eaux de source, et dépourvu de toute rationalité, alors que c'est dans les transports en commun ou le fret ferroviaire qu'il faudrait investir. Des solutions moins coûteuses et nettement plus utiles à l'ensemble des habitants de la région.

S'informer pour se mobiliser

Les deux chapiteaux du camp-action installé dans la prairie de Léry proposaient aux 1 500 participants, musique, conférences et projections pour s'informer et poser avec détermination les contours des actions à venir. La bière des Deux Amants (brasserie très locale) et la cuisine en plein champ avaient grand succès. Les promesses d'une lutte à suivre, sans aucun doute.

Samedi après-midi, rencontre avec Fatima Ouassak. Intervention très suivie et applaudie de celle qui s'est mobilisée pour faire émerger une conscience écologiste dans les quartiers populaires. Des quartiers populaires, il y en avait à moins de deux kilomètres de l'action-camp de *Des Bâtons dans les routes* et, visiblement, ils n'étaient pas présents. On peut donc regretter que l'organisation n'ait pas cru bon, ou su mobiliser la population de Val-de-Reuil, la dernière des villes nouvelles sortie de terre dans les années 70.

Ce mot qui rime avec capitalistique…

Dimanche après-midi, sous le même chapiteau, l'organisation proposait de parler de logistique. Il ne s'agissait pas de la logistique du festival, mais de ce secteur désormais clé de la chaîne capitalistique, puisque le secteur de la logistique comprend toutes les infrastructures gérant les approvisionnements, en biens comme en personnes. S'opposer à des projets d'infrastructures autoroutières c'est donc s'opposer au développement toujours plus grand d'une activité devenue stratégique et sensible : image de la puissance, et peut-être aussi talon d'Achille de la société de consommation contemporaine.

Le débat changeait soudain de dimension, puisqu'il ne s'agissait plus simplement de préserver l'habitat de quelques tritons crêtés, mais de refuser l'expansion d'un modèle économique.

Le sociologue David Gaboriau exposait ainsi comment les autoroutes initient la construction de plateformes logistiques géantes, sur des terres agricoles artificialisées. La logistique est, selon lui, une question décisive, puisqu'il s'agit du stock, et de où on met le capital.

Quelques chiffres : entre 2008 et 2023, la surface des entrepôts logistiques est passée de 32 millions à 81 millions de m^2. Les ouvriers de la logistique représentent aujourd'hui 25 % de la population ouvrière française. Une population particulièrement soumise à l'intérim (25 à 30 % des emplois) et où les pathologies apparaissent au bout de 4 à 5 ans.

No macadam !

Nicolas
Groupe Gaston Leval

ÉLECTRONS PIÈGE À CONS

ITER INTERNATIONAL THERMONUCLEAR EXPERIMENTAL REACTOR ET LA FUSION NUCLÉAIRE

Dans le prolongement du *Monde libertaire* d'avril et toujours dans le cadre de la campagne fédérale contre le nucléaire civil et militaire. S'informer pour vouloir résister…

ITER est un réacteur de fusion nucléaire en construction à Cadarache pour tenter de montrer qu'il est possible de produire une « énergie propre et abondante pour l'avenir de l'humanité ». Encore des promesses mensongères du lobby nucléaire.

ITER est un projet dangereux, coûteux et aux chances de succès quasi nulles mais ITER, et la fusion nucléaire, intéressent beaucoup les militaires.

Caradache, quelques mots tout d'abord sur ce centre nucléaire

Cadarache est un centre nucléaire de 2 000 hectares situé dans les Bouches-du-Rhône, à 50 km de Marseille à vol d'oiseau. C'est le centre de recherche le plus important du CEA[1]. Créé en 1959, 5 500 personnes y travaillent, dont 2 500 du CEA. Cadarache n'est certes pas une centrale nucléaire telle Tricastin ou Marcoule pour parler du Sud-Est, mais c'est également un site nucléaire dangereux et préoccupant.

Cadarache est situé sur la faille d'Aix-en-Provence-Durance, la plus active de France, et à proximité de celle de la Trévaresse, qui a généré le plus grave séisme jamais enregistré en France en 1909 (magnitude 6,2. intensité IX)

Cadarache compte 22 installations nucléaires de base (INB) dont 1 installation nucléaire de base secrète-propulsion Nucléaire (INBS-PN), pour le perfectionnement des réacteurs nucléaires des sous-marins et des porte-avions, également pour la dissuasion nucléaire.

Toutes les installations ne sont pas dimensionnées au risque sismique, les plus anciennes particulièrement.

Il y a des réacteurs de recherche, des installations d'étude de combustibles, des sites d'entreposage de déchets radioactifs, et d'autres projets nucléaires en cours comme le réacteur de recherche Jules Horowitz (RJH), futur outil expérimental d'irradiation de matériaux et combustibles. Et ITER, réacteur expérimental de fusion nucléaire, en construction juste à côté, non inclus dans les INB de Cadarache.

L'ATPu, Atelier du plutonium, une installation industrielle exploitée par AREVA, a fabriqué du MOX[2] pendant plus de 40 ans à Cadarache. 50 tonnes de plutonium y ont été traitées. Son démantèlement a commencé en 2009.

Le centre comprend aussi 23 « installations classées pour la protection de l'environnement » (ICPE) dont 14 à caractère nucléaire. Il y avait, en 2021, plus de 13 000 m^3 de déchets radioactifs entreposés à Cadarache. Il est complètement insensé d'avoir placé sur une zone sismique aussi active un si grand nombre d'installations nucléaires et bâtiments d'entreposage de déchets radioactifs. En cas de séisme ou de grave accident, les retombées radioactives et la dissémination de plutonium pourraient transformer pour des milliers d'années la Provence en zone interdite.

ITER, réacteur expérimental de fusion nucléaire

ITER est un projet de fusion nucléaire, lancé en 2006, avec 7 pays partenaires : Union européenne, Russie, Japon, États-Unis, Chine, Inde et Corée du Sud.

> Les objectifs d'ITER

ITER voudrait « montrer qu'il est possible de produire de l'énergie propre et abondante grâce à la fusion nucléaire par confinement magnétique » dans un « tokamak », une machine en forme d'anneau métallique, invention de physiciens soviétiques dans les années 1950-60. Au centre de ce tokamak, il faudra atteindre une température de **150 millions de degrés,** dix fois la température du soleil, pour former un plasma et faire fusionner des atomes de deutérium et de **tritium**, deux isotopes de l'hydrogène.

Comme aucun matériau ne peut résister à de telles températures, des aimants « supraconducteurs », c'est-à-dire maintenus à **-270 °C**, sont prévus pour tenter de contenir ce plasma loin des parois, comme un bouclier magnétique. Le but d'ITER est de générer une puissance de 500 MW (mégawatts) pendant plus de 6 minutes avec 50 MW injectés, soit dix fois plus.

Initialement, les coûts d'ITER s'élevaient à 5 milliards d'euros pour la construction et à 5 milliards d'euros pour la maintenance et la recherche pendant 35 années.

Pourquoi notre opposition à ITER ?

ITER est un tissu de mensonges depuis le début. Leur slogan vantant une « *énergie propre, abondante, sans déchets pour les bienfaits de l'humanité* » est une imposture !

> Une énergie propre, certainement pas ! L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) a reconnu que la toxicité du tritium avait été sous-évaluée. Isotope radioactif de l'hydrogène, quasiment impossible à confiner et facilement absorbé par l'organisme, le tritium est un élément radioactif qui peut s'intégrer à l'ADN au cœur des cellules humaines.

Les réacteurs nucléaires en rejettent involontairement des quantités importantes dans l'environnement. Sa période radioactive est certes plus courte que celle de l'uranium 238 (4,5 milliards d'années) mais loin d'être insignifiante. Sa demi-vie est de 12,3 ans, soit 200 ans pour la disparition totale de sa radioactivité.

VUE DU CENTRE DU COMPLEXE TOKAMAK SUR LE SITE D'ITER. PHOTO : OAK RIDGE NATIONAL LABORATORY. LCC

> Le tritium n'est pas non plus abondant. Il y en a 25 kg dans le monde. La France en produit un kilo par an pour son arsenal militaire. L'espoir est de générer le tritium dans l'enceinte même du réacteur. C'est purement théorique et pas au programme d'ITER.

> Une énergie respectueuse de l'environnement ? Non plus.
C'est une énergie dangereuse pour l'environnement et pour notre santé ! De plus ITER va utiliser pour sa construction et son fonctionnement une quantité démesurée de matières premières rares, précieuses et dangereuses.

La liste est longue. En plus du tritium, on peut citer le **béryllium**, un des métaux les plus toxiques du monde, un poison cancérigène à dose infime, qui sera utilisé pour le revêtement du réacteur. En électronique, il est utilisé à l'échelle du gramme ; ITER en consommera 12 tonnes !

Ou encore les 450 tonnes de **niobium**, pour les aimants supraconducteurs, un élément chimique rare et hautement toxique, principalement pour les poumons et les os.

Parlons aussi de **l'eau**, élément précieux également. ITER consommera autant d'eau par an qu'une ville de 20 000 habitants, et autant qu'une ville de 1 million d'habitants pendant les opérations de fusion, autour de 12 m^3 par seconde.

> plus de 30 000 tonnes de déchets rendus radioactifs ! Si l'expérimentation avec le tritium devait avoir lieu, le tokamak entier finirait en gros déchet radioactif de 30 000 tonnes car aucun matériau connu actuellement ne pourra résister à une telle température et à un tel bombardement de neutrons à haute énergie.

De plus, les tokamaks sont des machines très instables, une technologie soviétique des années 50-60, complètement obsolète. Des disruptions, c'est à dire des coupures brusques, seront très probables, ce qui mènerait à la perte totale du plasma et à des dégâts considérables.

> Un gâchis colossal d'argent public. Initialement, les coûts de ce réacteur nucléaire s'élevaient à 5 milliards d'euros pour la construction et à 5 milliards d'euros pour la maintenance et les expérimentations pendant 35 ans.

Le coût initial de 5 milliards annoncé pour la construction était largement sous-évalué, un mensonge encore car les promoteurs d'ITER le savaient. Mais s'ils avaient annoncé le double ou le triple le projet n'aurait pas été retenu.

Le coût avait déjà quadruplé en 2018, 20 milliards d'euros. Probablement plus de 25 milliards aujourd'hui. Une nouvelle évaluation du coût est attendue en 2023 car la construction rencontre de nouveaux graves problèmes. Et les composants d'ITER sont donnés « en nature » par les pays partenaires, ce qui rajoute des milliards d'euros au coût du réacteur.

> Obtenir 10 fois plus d'énergie que la puissance injectée ? C'est à dire 500 MW avec 50 MW injectés, c'est encore un mensonge !

La machine aura besoin de 150 MW/heure de puissance électrique de façon permanente pour son fonctionnement et jusqu'à 500 MW/h par intervalles. Donc, au mieux, ITER pourrait libérer non pas dix fois plus d'énergie qu'il n'en consomme, mais seulement 1,6 fois. Un résultat dérisoire !

> Et je passe rapidement sur la mascarade du débat public en 2006 une fois les décisions prises de construire ce réacteur en France à Cadarache, ●●●

ÉLECTRONS PIÈGE À CONS

ITER INTERNATIONAL THERMONUCLEAR EXPERIMENTAL REACTOR ET LA FUSION NUCLÉAIRE

●●● une forêt domaniale de 90 hectares rasée pour le construire, le peu d'emplois à long terme...

Comment parler d'énergie propre du futur avec ce gigantisme destructeur !

Beaucoup de physiciens et scientifiques favorables au nucléaire se sont manifestés dès le début contre le projet ITER. Parmi eux : Masatoshi Koshiba, prix Nobel japonais de physique ; Pierre-Gilles de Gennes, autre prix Nobel français de physique ; les physiciens Jacques Treiner et Sébastien Balibar et Robert Dautray, ancien directeur du CEA.

Où en est le projet ITER à ce jour ?

ITER a plus de 10 ans de retard. Le premier plasma devait être pour 2016. Le calendrier revu en 2016 parlait de 2025. Il va être encore reporté. Pour tenter de respecter le calendrier, la construction d'ITER a démarré alors que des parties importantes dans sa conception n'étaient pas au point. Il y a eu de nombreux problèmes dès le début.

Le chantier serait à 85% de sa finalisation. Nous pouvons vraiment en douter ! Certes, les composants de la machine continuent d'arriver sur le site, la construction des bâtiments se poursuit, mais la phase d'assemblage débute à peine, phase la plus complexe.

Pour satisfaire les différents partenaires du projet, la fabrication des neufs modules de la chambre à vide du réacteur a été répartie entre plusieurs pays. Ce qui est une hérésie sur le plan scientifique. Ces éléments demandent une symétrie parfaite pour obtenir une étanchéité absolue. Il aurait fallu un seul fabricant pour les réaliser.

En novembre 2022, c'était prévisible, deux graves problèmes ont été identifiés sur ces modules : D'abord des problèmes de soudure dans les trois premiers modules, en provenance de Corée du Sud, ont généré des déformations, jusqu'à deux centimètres. Ce qui empêche l'assemblage des autres modules de la chambre à vide. Il y a neuf modules en tout, de 40 degrés chacun.

Deuxième défaut relevé : des fissures de corrosion de plus de 2 mm sur les écrans de protection thermique. Ce qui pourrait aboutir à des fuites de l'hélium utilisé dans le circuit de refroidissement lors de la fusion. Donc, ces trois modules doivent être désassemblés. Il avait fallu trois années pour leur assemblage !

En plus, le premier des 9 modules est déjà installé dans la fosse d'assemblage. Il va falloir le ressortir, le démonter, le réparer, le réassembler, et le redescendre dans la fosse. Chaque module pèse 1 380 tonnes et fait 18 mètres de haut !

Il avait fallu plus d'un an pour planifier l'opération de descente de ce premier module dans la fosse d'assemblage et 50 personnes travaillant pour une demi-douzaine d'entreprises et d'organisations différentes.

L'ASN avait déjà alerté, en mai 2020, des non-conformités dimensionnelles des secteurs de la chambre à vide.

Lors de l'inspection du 1er février 2022, elle mentionnait que des mesures correctives n'avaient toujours pas été prises et que les activités de soudure avaient malgré tout été poursuivies. L'ASN avait noté dans son rapport un « défaut de culture de sûreté ». Le problème est-il limité à ces trois éléments examinés ? Concerne-t-il aussi les 6 autres modules qui composent la chambre à vide du tokamak ? Est-ce un problème de conception ? Aucune réponse pour l'instant.

Pietro Barabaschi est le quatrième directeur général d'ITER depuis octobre 2022. Il succède à Bernard Bigot, décédé en mai. Le nouveau Directeur doit donner d'ici la fin de l'année un nouveau calendrier, et le nouveau coût pour la construction.

La première expérience de fusion ne sera pas pour 2025. Les experts parlent d'un milliard d'euros et d'au moins deux ans de retard. Ce sera bien sûr beaucoup plus, aussi bien pour le coût que pour le retard. Le budget ITER n'a jamais été maîtrisé. Chaque jour de retard coûte très cher, estimé à un million d'euros environ ! Dix ans de retard représentent déjà plus de 3 milliards d'euros.

Côté travaux, Il y avait déjà un grave problème non résolu concernant le blindage radiologique de l'installation. Ce blindage en béton de deux mètres d'épaisseur qui doit être installé autour du réacteur serait insuffisant pour protéger le personnel après le début des opérations expérimentales avec du tritium. Il faudrait l'épaissir encore. Or, il n'est pas certain que la dalle, normalement prévue pour supporter les 400 000 tonnes du tokamak, puisse soutenir le poids d'armatures d'étanchéité supplémentaire ! Car il y a des défauts de structure sur les murs et les fondations du complexe tokamak.

S'ils arrivent à régler ces problèmes, il est certain que d'autres suivront. Comme lors de la couverture des parois internes du réacteur avec 12 tonnes de Béryllium, dont je parlais précédemment, un des métaux les plus toxiques du monde, même à des doses infimes. 450 membres du personnel d'ITER seront exposés au béryllium.

La norme américaine et européenne fixe la limite d'exposition professionnelle au béryllium à 0,2 microgramme par mètre cube. La France, elle, minimise le danger et fixe la limite à 2 microgrammes ! Malgré tous ces problèmes, il est toujours question de l'étape suivante !

Après ITER est prévu DEMO, un réacteur préindustriel, avec un objectif encore plus présomptueux : DEMO devra être d'une dimension 15% supérieur, le plasma 30% plus dense, une production de 2 000 à 4 000 Mw d'électricité, et une production en continu ! Il faudra aussi parvenir à produire du tritium à l'intérieur de la machine à partir du

A LA MANIF CONTRE ITER LE 10 NOVEMBRE 2007 À MARSEILLE.
NOUARA SCALABRE

lithium bombardé par les neutrons du réacteur, sans contaminer l'environnement ni détériorer l'enceinte métallique. Ce n'est là que pure fiction et délires de ces dangereux nucléocrates.

Il y a beaucoup d'autres projets dans la fusion nucléaire

Étant donné la lenteur et les problèmes dans la construction du réacteur ITER, de nombreux pays partenaires ont développé d'autres projets de leur côté.

L'Allemagne a son réacteur expérimental, le *« stellarator » Wendelstein 7-X*, une variante du tokamak. La Chine a six réacteurs à fusion nucléaire expérimentaux qui seraient en état de fonctionnement. En mai 2021, son tokamak East (*Experimental Advanced Superconducting Tokamak*) aurait maintenu un plasma de 120 millions de degrés pendant 101 secondes....

Il a beaucoup été question ces derniers mois du réacteur américain de fusion nucléaire par confinement inertiel, le **NIF**, « *National Ignition Facility* » comme d'une « avancée majeure », d'une « percée historique », avec un gain de 1,53 obtenu le 5 décembre 2022. Il n'y a pourtant pas de quoi s'emballer avec cette expérimentation qui a été très médiatisée. Elle est à relativiser car les lasers du NIF engloutissent 90 MWh pour fonctionner. Il faudrait des gains supérieurs à 100, et en continu, pour produire de l'électricité à un prix acceptable !

Ce n'est pas l'objectif du NIF de toute façon, qui est avant tout un outil de recherche militaire, pour renforcer la dissuasion nucléaire, comme le **Laser MégaJoule (LMJ)** près de Bordeaux. Le NIF et le Laser MégaJoule ont été construits en raison du traité d'interdiction des essais nucléaires signé à l'ONU en 1996, pour poursuivre les recherches, une autre manière de perpétuer les essais nucléaires.

Les institutions militaires sont bien sûr les premières intéressées par la fusion nucléaire et par le tritium pour développer leur armement, mettre au point une nouvelle génération de bombes atomiques et pour la dissuasion. Elles manquent de tritium car elles doivent le remplacer tous les 12 ans dans les têtes nucléaires stockées.

Il y aurait, début 2023, 9 576 têtes nucléaires prêtes à l'emploi, détenues par les neuf puissances nucléaires officielles et officieuses, une puissance équivalente à plus de 135 000 bombes d'Hiroshima.

L'utilisation industrielle de la fusion comme énergie nucléaire civile n'est pas pour demain, sûrement même jamais. Et c'est tant mieux ! Il y a trop d'inconnues technologiques et aucune rentabilité énergétique à attendre. *ITER organization* croit dans l'utilisation industrielle de la fusion nucléaire pour la deuxième moitié de ce siècle.

Côté civil toujours, une quarantaine de start-up à travers le monde travaillent sur la fusion nucléaire. Des investisseurs privés y croient et misent sur un avenir économique de cette filière carrément d'ici une dizaine d'années ! Il y a, parmi les privés, Bill Gates ou Google. Ceux-ci espèrent bien rentabiliser leurs investissements.

En bref...

La fusion nucléaire ne sera ni « *une révolution pour l'humanité* », ni « *l'énergie du futur* ». Ce n'est pas une énergie propre, ni même une énergie abondante. Elle est dangereuse pour la santé humaine et produit des déchets radioactifs. Son intérêt est avant tout militaire et de tenter de sauver la filière nucléaire mal en point depuis plusieurs années.

ITER ne marchera probablement jamais et finira par un fiasco total, pire que **SuperPhénix**[3] qui devait être le fleuron de l'industrie nucléaire française. Mais en dilapidant tous ces milliards, le monstre ITER aura réussi à bloquer toute avancée vers un autre modèle énergétique et imposer la poursuite de l'industrie nucléaire pour les années futures. Ce mythe d'une énergie gratuite et inépuisable qui permettrait de consommer et gaspiller indéfiniment est à éliminer des esprits une fois pour toutes. Il est temps d'en finir avec ce gigantisme, avec cette centralisation de la production dans les mains d'États dirigistes et puissants, au service des plus riches.

Les solutions pour le futur sont connues depuis longtemps :

> Économiser l'énergie, mettre fin au gaspillage, développer et améliorer les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique) seules vraies énergies propres et d'avenir. - et ne pas les développer de manière industrielle et centralisée, ce qui est le cas évidemment et malheureusement.

> L'avenir est à de petites unités de production, locales ou régionales, d'une technologie accessible au plus grand nombre, peu gourmandes en énergie, évitant le coût de la distribution.

La fusion nucléaire, comme la fission, est une énergie dangereuse, sale et coûteuse. Une technologie complexe, centralisée, réservée aux pays riches, qui provoque prolifération, dépendance, injustice et guerres.

Antoine Calandra
Coordination Antinucléaire Sud-Est
10 avril 2023

1. CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique
2. Le **MOX** (Mixed oxides) est un combustible nucléaire constitué de dioxyde de plutonium et du dioxyde d'uranium appauvri. Il est plusieurs milliers de fois plus radioactif que l'uranium. Ndlr
3. **SuperPhénix**, ancien réacteur nucléaire, mis en service en 1986, définitivement arrêté en 1997, prototype de réacteur à neutrons rapides à caloporteur sodium. Une machine dangereuse qui a englouti plus de 60 milliards de francs pour ne tourner que trente mois en douze années d'existence.

LE SOURIRE QUI MORD

LETTRE OUVERTE À YAËL BRAUN-PIVET

Compagnes et compagnons, voici la lettre que j'adresse ce jour à la Présidente de l'Assemblée nationale. Bonne rigolade.

Semoy, le 11 mai 2023

Madame la Présidente,

mon attention a été attirée, le 3 mai dernier, sur la décision du gouvernement de renforcer le plan vélo, ambition que je juge, pour ma part, d'excellent augure.

Les grandes lignes de ce plan vont dans le bon sens (la moindre des choses pour un plan « transports » !). Toutefois, je crois avoir identifié une lacune dans les propositions avancées, et c'est pourquoi je souhaitais, Madame la Présidente, la soumettre à votre approbation. Peut-être aurez-vous la bienveillance de la regarder d'un œil favorable et d'y consacrer un amendement à l'occasion d'une loi prochaine.

Si je m'adresse à vous plutôt qu'à la députée de ma circonscription, c'est que, du haut de ce « perchoir » que vous occupez depuis juin dernier, vous exercez l'ascendant indispensable pour convaincre l'Hémicycle du bien-fondé de ma proposition. Je vous présente mes excuses, d'ailleurs, de ne pas vous avoir personnellement félicitée de votre entrée dans ces fonctions prestigieuses, mais j'étais dans le jardin, à ce moment-là, et le four, le moulin, bref, je ne vous apprends rien.

Mon idée : équipons chaque siège de l'Assemblée nationale d'un pédalier joint à une dynamo. L'appareil produirait de l'électricité selon le pédalage du député présent, et alimenterait directement le circuit des boutons au moyen desquels il vote les amendements soumis à son approbation. Ainsi, qui ne pédalerait pas ne voterait pas. Lumineux ! Par la même occasion, un certain kilométrage – je suggère humblement le chiffre d'un kilomètre – pourrait être requis pour chaque dépôt d'amendement. Dans cette circonstance, M. Jean-Frédéric Poisson aurait dû pédaler deux cent trente kilomètres (soit la distance Versailles-Angers) pour déposer les amendements dont il était l'auteur à l'occasion du mariage pour tous, et les soixante-quinze députés LFI auraient dû solidairement pédaler sur quatorze mille kilomètres (soit cent quatre-vingt-six kilomètres par tête de pipe, révérence gardée) pour déposer leurs amendements relatifs à la loi dite « réforme des retraites ».

Songez, Madame la Présidente, aux avantages écologiques, politiques et médiatiques d'une telle réforme, surtout à l'horizon de « Paris 2024 » ! Nul ne verrait plus ce spectacle affligeant de députés vieillissants et gras du bide (une récente étude de l'INSERM chiffre le poids moyen de l'élu aux alentours de 97 kilos pour un IMC supérieur à quarante-deux) : seuls les députés sportifs et en bonne santé pourraient participer à la vie politique du pays. Quelle image de progrès ! D'aucuns finiraient par s'en convaincre de l'utilité des députés, ne serait-ce que parce que l'Assemblée que vous avez l'honneur de présider deviendrait productrice d'énergie, au lieu de vampiriser toutes les forces vives du pays, et peut-être cela ramènerait-il vers le vote certains abstentionnistes convaincus. Mieux : l'audience de La Chaîne Parlementaire, dynamisée par la dimension sportive de la politique, rivaliserait avec celle de la chaîne L'Équipe pour l'arrivée du Tour de France.

Allons plus loin. Chaque fois que le gouvernement envisagerait un recours au 49.3, les députés de la majorité devraient réaliser un kilométrage forfaitaire, mettons cent mille kilomètres. Ainsi, en une année, les cent soixante-et-onze députés Renaissance ou apparentés (groupe auquel, Mme la Présidente, vous avez l'honneur d'appartenir), auraient couvert, en raison de l'indigence politique de Mme la Première ministre, une distance totale d'un million cent mille kilomètres (vingt-sept fois le tour de l'équateur), soit près de six mille cinq cents kilomètres par député, vous incluse. Imaginez quelle forme insolente et olympique (c'est le cas de le dire ! « Paris 2024 », répétai-je) vous afficheriez aujourd'hui, si cette mesure avait été mise en place l'an dernier !

La mesure me semble si justifiée, si utile, si évidente, tant aux plans politique qu'écologique, que je ne doute pas que vous y serez favorable. Je suggère que vous proposiez, conformément à l'article 89 de notre Constitution, une révision en ce sens de notre texte fondamental.

Vous remerciant de la bienveillante attention que vous accorderez à ma suggestion, je vous prie de recevoir, Mme la Perchée, l'expression de ma plus haute considération et de mon plus grand respect.

Mangelieues,
Simple citoyen

AUTOCRITIQUE À SAINTE-SOLINE.

NE NOUS BLESSONS PLUS POUR DES SYMBOLES

Les clarinettes et les grosses caisses se mêlent aux explosions et aux « Médics ! ». Devant : un bloc, protégé par des boucliers, caillasse en continu les gendarmes mobiles qui, à leur tour, les bombardent de grenades le tout dans un brouillard de lacrymogène. Tout autour de moi, des personnes s'effondrent et la terre vole…

La journée du 25 mars fut riche en émotions : joie, adrénaline, dégoût, frustration s'enchaînèrent en seulement quelques heures. Ce fut assurément une victoire, mais à quel prix ? 200 blessé-es dont deux dans le coma et plusieurs multilé-es. Le choc sentimental passé, il faut à présent prendre de la distance avec l'événement pour l'analyser à tête reposée. Alors vite, une question se pose. Est-ce que ça valait le coup ? Est-ce que ça valait le coup de se faire massacrer pour pénétrer à tout prix dans la bassine ? Est-ce que notre méthode était la bonne ? Néanmoins, s'il est nécessaire de faire notre autocritique nous nous devons aussi de pointer le rôle de l'État et de sa milice dans ce carnage.

Des milliers de flics, des blindés, 4 000 grenades en à peine deux heures. C'était clairement une question d'ego. Ils voulaient envoyer un message fort aux manifestants et aux médias… Un aveu de faiblesse d'un état qui peine à imposer son autorité. Ainsi, ils ont sanctuarisé la bassine en la rendant inaccessible. Ils ont fait de ce trou de terre un symbole de leur pouvoir même s'il n'y avait rien à dégrader dedans et que le vrai enjeu de notre journée était en fait le sabotage des canalisations - pour rendre hors d'état de nuire la bassine. Notre victoire, flic ou pas, aurait été la même.

On voit donc dans quelle eau nage la bourgeoisie : dans l'action inutile mais spectaculaire, dans le symbole et le récit. Cependant, devons-nous les suivre sur cette voie ? En effet, puisqu'au 25 mars nous nous étions mis à leur niveau. Ce n'était plus une guérilla mais bien une bataille rangée. Or, ils seront toujours plus forts que nous à ce jeu. Alors n'essayons pas de les concurrencer mais jouons là où est notre force : c'est-à-dire notre rattachement au réel. Nous ne voulons pas de symbole, nous ne voulons pas de récit ; nous voulons le partage de l'eau et la mise en commun des terres agricoles. Nous ne voulons pas d'image romantique de rebelles luttant contre l'Empire intergalactique ; nous voulons établir le communisme libertaire.

La manifestation du 25 mars a permis de médiatiser la question de la privatisation de l'eau mais aussi d'envoyer un message fort à l'État : que nous sommes organisés à un point de pouvoir faire venir des dizaines de milliers de personnes en pleine campagne. Mais, au lieu de mutiler nos forces pour pénétrer dans un trou de terre où on n'avait rien à y faire, il aurait mieux valu éviter la bagarre et se concentrer sur des actions directes - certes moins spectaculaires mais beaucoup plus utiles – comme le sabotage, le plantage de haies et d'autres initiatives qui changeront réellement nos conditions de vie. Car, de toute façon, nos meilleurs symboles, ce sont nos actions.

Il est un peu facile d'écrire ça des semaines après l'événement. Car, sur le moment, nous étions pris au dépourvu, n'avions pas appréhendé la violence du dispositif coercitif. Pris dans l'action, nous avons suivi les directives clamées par on ne sait trop qui. Mais il faut tirer nos leçons de nos erreurs pour ne pas recommencer un carnage de ce genre la prochaine fois. Car, une chose est sûre, c'est que les populations sont déterminées à ne plus se faire écraser par la bourgeoisie et les initiatives écologiques ou sociales se multiplieront dans les années à venir.

Rictus

La goutte d'eau qui mit le feu aux poudres

De l'eau jaillit le feu nous parle de la lutte contre les méga-bassines. Il suit la résistance de citoyens et citoyennes qui s'opposent depuis des années, voire des décennies, aux décideurs et aux groupes de pression qui n'ont comme seule proposition aux défis climatiques que la perpétuation de la politique du pire. À travers leur mobilisation, ce sont certaines des questions les plus cruciales de notre époque qui se dessinent.

Alors que s'accélère la crise climatique, comment mieux protéger nos territoires et notamment les ressources en eau, bien commun précieux et liant social par excellence ? Comment penser une agriculture durable et au service du plus grand nombre ? Par qui les décisions qui influencent humains et non-humains pour des siècles doivent-elles être prises ? Et au bénéfice de qui ?

Ces questions, le film les pose directement à ceux et celles qui inventent les réponses dans le bassin versant de la Sèvre niortaise et du Marais poitevin.

Information reçue de *Jean-Luc D.*
Merci à lui

De l'eau jaillit le feu. Un film de Fabien Mazzocco. Une production Mauvaises Graines & Mona Lisa Production
Paroles du distributeur Vraivrai Films :
« Notre souhait est que les associations et collectifs citoyens puissent se saisir du film comme vecteur de mobilisation et de débat. Nous mettons à votre disposition divers outils pour faciliter l'organisation de ciné-débats tout au long de l'année 2023. Vous voulez organiser une projection du film près de chez vous ? Avec votre association, votre collectif de citoyens ? *Il se répand au fil de l'eau…* »
https://vraivrai-films.fr/catalogue/de_l_eau_jaillit_le_feu_fr

CINÉMA ARGENTIN

EL DERECHO DE VIVIR EN LIBERTAD

Née à Córdoba, en Argentine, Inès María Barrionuevo est une réalisatrice, scénariste et productrice qui a réalisé des courts-métrages, des documentaires et trois longs-métrages. Son premier long-métrage *Atlantida* a été présenté en avant-première au festival de Berlin 2014 et son second *Julia y el zorro* a été présenté en avant-première dans la section Nouveaux Réalisateurs de San Sebastián en 2018. Son troisième film, *Las motitos*, a été présenté en avant-première au Festival de Mar del Plata en 2020. *Camila sortira ce soir* faisait partie de la sélection officielle de San Sebastián 2021.

Exode

Lorsque sa grand-mère tombe gravement malade, Camila, 17 ans, doit déménager dans l'un des quartiers les plus riches de Buenos Aires, avec sa mère et sa petite sœur. Elle quitte alors son lycée public de La Plata pour une institution privée très traditionaliste, où elle est enfermée dans un espace complètement isolé du monde extérieur. Camila devra, dans ce milieu hostile, se faire une place auprès de nouveaux camarades moins émancipés que Camila peut l'être.

Dans son école publique, à La Plata, Camila faisait partie d'un groupe féministe. À son arrivée dans l'institution privée, le principal lui dit avec bonhomie qu'elle ferait mieux d'enlever son foulard vert (la couleur du féminisme en Argentine) à l'intérieur de l'établissement. Des élèves, mal intentionnés écrivent « *feminazi* » sur son casier.

Résistance

Mais Camila est loin d'être intimidée. Malgré son jeune âge, elle sait très bien ce qu'elle veut, mais surtout ce qu'elle ne veut pas. Et elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour y parvenir, même si les brimades et les suspensions se succèdent.

Rencontre

Elle rencontre Clara, une camarade de classe belle et sensuelle, qui cache un secret et pas des moindres. Il faudra attendre la fin du film pour comprendre la nature du secret, qui à lui seul, synthétise les conséquences des non-dits, de l'hypocrisie et du machisme.

« *En Argentine, il existe une classe sociale très forte, très consciente des problèmes sociaux et très favorable à l'éducation publique. Une personne qui quitte la capitale, même si elle fait partie de la classe moyenne, subit un changement important.* » Inès María Barrionuevo aborde la thématique de la révolte générationnelle, du refus des compromis, du rejet des institutions étouffantes de conservatismes, des découvertes amoureuses conflictuelles, de la recherche du plaisir sexuel sans tabou.

Nul patriarcat pour dicter nos choix

La lutte collective pour l'avortement, contre le harcèlement, contre les pressions paternalistes et celle de l'Église et de la corruption font écho au combat personnel de ces jeunes adolescentes. La réalisatrice prend avec finesse le parti d'une jeunesse qui s'émancipe.

IMAGES EXTRAITES
DE LA BANDE-ANNONCE

« *Cette génération de filles qui a grandi dans une situation différente de la mienne m'a beaucoup inspirée : les voir dans les manifestations, défendre le droit à l'avortement… Nina Dziembrowski* (qui interprète Camila) *n'avait que 18 ans au moment du tournage : elle terminait elle-même ses études tout comme son personnage*. »

En effet, dans ce film à l'intrigue subtilement menée, il est question de la place que l'éducation patriarcale donne aux filles. Inès María Barrionuevo réussit, à travers la présence de trois générations, à nous montrer la lente évolution de l'émancipation des femmes et l'avènement actuel, souhaiterions nous affirmer, du féminisme en action.

La grand-mère, « *une vieille fasciste pingre* » va mourir. Sa fille, la mère de Camila, a du mal à trouver l'équilibre entre l'envie de protéger sa fille et l'envie de la savoir libre. Les femmes de sa génération ont subi une éducation catholique stricte dont il est difficile de s'extraire. Pour être libre, il faut se battre, et se battre c'est prendre des risques. Ce sera donc à la génération de Camila de s'y coller. Camila devra se débarrasser de ses déterminismes sociaux éducatifs.

Libre jusqu'au bout du corps

Ce qui est beau dans la réalisation de ce film, c'est le fait que Camila mène de front la découverte de la sexualité et son combat pour l'émancipation des femmes. La réalisatrice ne mettra jamais au premier plan un aspect plutôt qu'un autre. Les deux vont de pair. Sexualité et liberté. La jeune Camila est rebelle, sûre d'elle et de ses droits, sensuelle et libre, sans concession. Dans ce parcours intime, dans cette dérive, une dimension politique apparaît avec de plus en plus de force.

L'univers du film de Barrionuevo est celui du passage à l'âge adulte, un récit d'initiation et de découverte teinté d'érotisme et de lyrisme. Dans ces domaines, le film est parfaitement en phase avec cette époque où les jeunes fuient les clichés et les stéréotypes pour une expérience moins dogmatique, plus fluide. *Camila sortira ce soir* est assurément un bel exemple de film engagé, sans lourdeurs de propos, où la liberté est incarnée dans la sensualité et dans le désir de liberté.

« *Tout est à venir, mais en même temps, ils vivent chaque jour comme si c'était le dernier. Tout est passionné, comme un tourbillon d'émotions*. »

Mireille Mercier et Daniel Pinós
Un strapontin pour deux. Radio libertaire

UN FILM D'INÈS MARÍA BARRIONUEVO
Camila sortira ce soir
103 minutes. Sortie le 7 juin au cinéma

LE MARÉCHAL
UN LIBERTAIRE NON IDENTIFIÉ

Libertaire sans identité[1] ? C'est Benjamin Fondane que nous avons ainsi présenté dans *Le Monde libertaire*, pour montrer que la marque de la révolte consiste à refuser l'identité qui emprisonnerait la pensée dans le corset d'un groupe ou d'une théorie destinée à faciliter la mise en valeur de la production artistique. On retrouve à l'origine de ce refus partagé la fidélité à une « éthique de l'esprit, terriblement exigeante, et qui veut jusqu'à notre sacrifice complet à l'idée ou à l'œuvre entreprise[2] ».

La Révolution surréaliste refusait tout statut d'école, et le nom même était proscrit. Mais le temps passé, le vocable « surréaliste » a envahi l'espace culturel, celui de l'art en particulier, et de la subversion en général. Le siècle des avant-gardes, qui commence avec Dada, culmine avec le surréalisme, et le terme s'est pour ainsi dire démonétisé, imprimant son cachet dans tous les domaines de l'art et de la culture. Qui désormais ne marque ses écrits de ce cachet culturellement subversif – qui fait mode ?

Surréalistes, lettristes, situationnistes, visionnaires, et beaucoup d'autres sans nom ! Le Maréchal a parcouru le cercle des désinences portées par une idée de dépassement destinée à ouvrir un nouvel espace prétendument indépassable. Sa révolte a, à chaque fois, éveillé un écho, mais aucune de ces dénominations ne nous éclaire sur la place qu'il occupe dans le domaine de la création artistique.

Dans les années soixante, on le retrouve dans la revue *Front noir*, revue tournée vers le surréalisme et le socialisme de conseils, et qui s'était fait règle de ne répondre à aucun commandement des écoles nées dans l'effervescence des idées de l'après-guerre. Elle traçait une voie particulière entre un art désormais revendiqué comme surréaliste et des prises de position politiques et artistiques hors champ. Ainsi s'ouvrait un lieu d'accueil et de liberté pour les écrits poétiques et même polémiques de ses initiateurs ; et quelques artistes « de l'extérieur », mais qu'attirait cette mouvance particulière, marquèrent de leurs œuvres ce lieu de convergence assez unique en son temps.

Jacques Moreau, dit Le Maréchal, fut l'un d'eux – et le plus proche : poète, graveur et peintre, né en 1928 et disparu le 7 avril 2016, auteur d'un œuvre singulier et, pour tout dire, inclassable au sein des communes catégories de l'art, il figure dans quelques pages de la revue *Front noir* avec des poèmes fulgurants qui accompagnent des dessins hallucinés et fiévreux, et sont comme la voix-même de leur auteur.

> **« Cette aspiration qui met en mouvement tous les instants de la vie et de la création artistique. »**

Que l'on regarde : *À New York* (« À New York l'esprit s'enfuit, la marchandise a mis bas l'insignifiante créature ») ; *Le Saint de Bank Street* (ou « Le Conducteur-Directeur-Général du moteur fou ») ; *Le Groom de la Fabrique* (« Génocide n° 2. Grand vainqueur de la guerre et Grand responsable des crimes du Futur »), *La Guerre dans le dernier paysage*, et se manifeste entre le tableau, la gravure et le titre-poème une unité de création qui les rend indissociables l'une de l'autre.

L'artiste, dit Benjamin Fondane, « travaille sur un plan d'irrationalité lyrique », et dans ce qui contribue à orienter le sens de sa recherche, et à dérouter le regard, réside en même temps la puissance de sa critique d'un monde où le sujet social vaincu, impuissant, mais non résigné, opère l'enfouissement du traumatisme et le travestissement de son refus.

La dimension « libertaire » de cette critique, elle, ne réside certes pas dans les proclamations incendiaires, dont les avant-gardes se feront une spécialité, mais dans cette aspiration qui met en mouvement tous les instants de la vie et de la création artistique. L'œuvre écrit, dessiné, gravé, peint et même sculpté, de Le Maréchal est l'expression de cette unité indestructible qui parle de notre présent.

> **« Prenez garde, Le Maréchal, de figurer plus tard dans les manuels d'histoire de l'art… »**

On connaît la mise en garde que René Daumal, au nom du *Grand Jeu*, adressa en 1930 à André Breton, alors que le surréalisme était encore en suspens dans l'histoire. « Prenez garde, André Breton, de figurer plus tard dans les manuels d'histoire littéraire, alors que, si nous briguions quelque honneur, ce serait celui d'être inscrit pour la postérité dans l'histoire des cataclysmes. » Remplaçons André Breton par Le Maréchal : « *Prenez garde, Le Maréchal, de figurer plus tard dans les manuels d'histoire de l'art, alors que, si nous briguions quelque honneur, ce serait celui d'être inscrit pour la postérité dans l'histoire des cataclysmes.* »

Car nul artiste, s'il sort de l'anonymat, ne peut se soustraire au risque de figurer dans les livres d'histoire de l'art. Le Maréchal s'y retrouve à son corps défendant, mais il y fait entrer avec lui la lumière des cataclysmes, puisque sa création en est l'expression même. Et c'est ce cataclysme qui est présent dans cette exposition, en même temps que ce que Fondane appelle le « témoignage irréfragable de la primauté de l'esprit et de notre vertu créatrice » qui explique le fait que, éthiquement, l'écrivain ne peut que lutter pour une société libérée de

“Ouvrir un nouvel espace prétendument indépassable.”

LE SAINT DE BANK STREET* OU *LE CONDUCTEUR-DIRECTEUR-GÉNÉRAL DU MOTEUR FOU
VERS 1963, DESSIN SUR CARTE À GRATTER

l'exploitation et de la domination, et qu'il n'est nul besoin d'une expression réaliste ou littérale pour exprimer ce retrait.

D'où le refus d'assister aux « repas fastueux » et aux « banquets de puissance » auxquels la bourgeoisie convie ses scribes, et la libre possibilité pour le poète « d'explorer tous les domaines censés être improductifs, ceux de la pensée, de l'analyse psychologique, de la solitude » et de les amener à leur plus haute expression…

Pierre Naville, que l'on trouve à la naissance de la Révolution surréaliste, en appelle dans le domaine de la création artistique aux « dimensions incommensurables de l'imagination » ; et cette révolte qui marque sa place dans « une société de réfractaires » rassemble les révoltés sans les y enfermer. Cette attitude fondamentale de refus est au cœur même de l'œuvre de Le Maréchal.

À l'œuvre peint se rapportent les mots écrits et autres fragments poétiques, publiés ou non, ou notés sur quantité de carnets épars… et sur les murs de l'atelier, qui est partie intégrante de l'œuvre. C'est la galerie *Les Yeux fertiles*, rue de Seine à Paris, qui accueille à partir du 1er juin 2023 l'exposition Le Maréchal. Elle est accompagnée non d'un catalogue, par définition réducteur, mais d'un ouvrage dont l'ambition est de faire valoir le tout de l'œuvre de Le Maréchal en ses manifestations aux multiples profondeurs[3].

Nous pouvons parler ici d'art réfractaire… Réfractaire, le juste mot pour désigner la position artistique de Le Maréchal.

Louis Janover

1. *Le Monde libertaire*, n° 1587, 18-24 mars 2010.
2. Les citations de Benjamin Fondane se rapportent à *L'Écrivain devant la révolution. Discours non prononcé au Congrès international des écrivains de Paris* (1935), Paris, Paris-Méditerranée, 1997. Nouvelle édition : Paris, Non Lieu, 2019.
3. Georges Rubel parle à ce propos d'un « catalogue irraisonné » : ainsi l'ont voulu ceux qui ont désiré et rendu possible cette exposition, Claude Coustou, la compagne du poète, et Jean-Jacques Plaisance, le directeur de la Galerie « Les Yeux fertiles ».
Voici le titre des textes réunis dans le livre :
En quête d'un regard authentique, Didier Mazuru
Le Maréchal, un catalogue irraisonné, Georges Rubel
La balance des extrêmes, André Pieyre de Mandiargues
Préface pour l'exposition du Terrain vague, Gaston Bachelard
Le Maréchal, présenté par André Breton, André Breton
Le Maréchal, un nouveau millénarisme, Alain Jouffroy
Vergers flamboyants, Édouard Glissant
Le Miroir des aiguilles de glace, Yves Giry
Dédicaces pour l'œuvre de Le Maréchal, Louis Janover
L'apothéose d'une mélancolie ingénue, Yvon Le Bras
Le Maréchal par Le Maréchal
In memoriam Le Maréchal, Françoise Bornot

DEMANDE AUX OISEAUX…

Qui n'a jamais été confrontée aux questions impromptues des jeunes enfants ?

«Dis, qu'est-ce que ça veut dire anarchiste ? » Combien de réponses sont possibles, toutes incomplètes et insatisfaisantes. Une réponse à brûle-pourpoint ne peut faire office de définition, plus ou moins enfermante, plus ou moins péremptoire. À chaque dictionnaire une définition différente pour un même mot. Un ouvrage récent a le mérite de tenter d'y répondre. Je contreviens à l'engouement suscité.

JORGE ENKIS

Dictionnaire anarchiste des enfants

traduit du chilien par le collectif Emma Goldman - 2022 - Éditions L'Atelier de Création libertaire, 2022, 8 €

Pour un enfant, un dictionnaire fait autorité et ne questionne une définition que si l'adulte l'aborde en comparant les réponses des différents dictionnaires. Cette posture didactique implique du temps et tend à disparaître avec le règne de l'immédiateté numérique. La consultation systématique de Gogole ou Wikipédia sur l'engin connecté évite à l'adulte de réfléchir et de s'embrouiller. Aller au plus rapide évite de s'arrêter pour approfondir, comparer, tâtonner et aboutir à sa propre définition. Car en anarchisme encore moins qu'ailleurs, il n'existe pas de pensée unique. Une définition est toujours provisoire, perfectible. Pas pour un objet, mais pour un concept, rarement dénué d'idéologie sous-jacente. Une définition définitive vire au dogme et contrevient à la pensée critique aspirée. Pire, le terme *conflit* est oublié.

Le dictionnaire de Jorge Enkis a l'originalité de tenter de se mettre à la hauteur de l'enfant dont le monde merveilleux rejoindrait celui de l'anarchisme, « *cet idéal fantastique en dehors des sentiers battus*. »

Or la mièvrerie du poème introductif de Mimmo Pucciarelli autant que la définition de l'anarchisme me laissent perplexe. Je vous y renvoie afin de vous faire votre propre avis. Ce monde pseudo-enchanté est digne des Bisounours ! Non les conflits ne sont pas évacués en Anarchie où tout le monde ne s'aime pas forcément, le déni les aggrave plutôt !

Emblèmes de la liberté en beauté rêvée, les oiseaux nous convient dès 5 ans à une escale d'une intensité commune à deux albums.

BUFFY SAINTE-MARIE

Toujours, mon amour reste

Traduit du canadien
illustrations Julie Flett
Éditions La Pastèque, 2023, 18 €

Née en 1941 (comme Joan Baez), Buffy Sainte Marie est d'inspiration folk et rock. Dernier CD *Medecine songs* date de 2017. Voici son premier album jeunesse.

Depuis sa réserve Crie, l'immense musicienne, autrice, actrice et activiste nous offre une chanson (avec la partition, paroles en anglais). *« Dans mes rêves, je sens brûler le foin purifiant et au fond de mon cœur, c'est un tambour que j'entends. »* Des oiseaux blancs se posent et écoutent. Chez les Cris, *kisâkihitin* signifie *je t'aime*.

FLORENCE JENNER METZ

Un instant de silence

illustrations Juliette David
Éditions Alice jeunesse, Bruxelles, 2022, 15 €.

En préambule, un extrait de la déclaration des droits humains concernant la liberté de circuler, de choisir sa résidence, de quitter son pays et d'y revenir.

Deux garçons fuient l'Érythrée à pied, en camion, en rafiot. Arrivés à Calais, ils apprennent le français dans le camp. L'un rêve de devenir médecin, l'autre grand cuisinier. Dans une lettre à leur mère, ils font le serment de revenir. Les dessins sont sobres en plans serrés, crayonnés sur un fond en aplat. Les visages sont à peine esquissés. Sur chaque double-page, une phrase courte est introduite par un titre : *pour regarder* (les oiseaux), *pour sentir* (l'humus), *pour comprendre* (l'injustice) etc. Nourri par l'espoir d'une vie meilleure, Yémané raconte sans emphase son long et dangereux périple. La simplicité poétique, telle une évidence.

Florence

Place maintenant à une lecture à quatre-z-yeux avec Juan d'une bonne pioche au Salon du livre 2022.

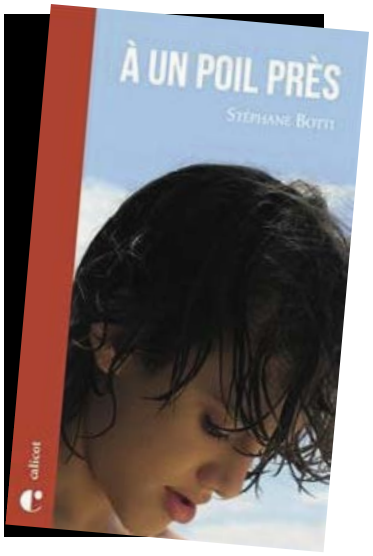
ANAÏS VAUGELADE

Le nom secret de Kenbougoul Quichon

Éditions L'école des loisirs, 2022, 8 € 50.

Dans la famille Quichon aux 73 enfants, des cochons roses, voici le 11e volume. Kenbougoul demande à son papa de lui raconter « quand elle était petite » et qu'une grave maladie l'affectait. Le petit album cartonné narre comment le Dr Phacochère réussit à la débarrasser d'Éric Virus et Julie Bactérie. L'autrice-illustratrice renommée aborde avec délicatesse une maladie infantile dédramatisée dont le trait fin si expressif et les couleurs aquarellées légères caractérisent son style. Une charmante série à offrir dès 4 ou 5 ans.

Voici trois courts romans, dont un illustré, parus en 2022 chez le Calicot.



STÉPHANE BOTTI

À un poil près

Éditions Le Calicot, 2022, 6 €

L'auteur nous fait entrer directement dans la partie anatomique d'un jeune garçon qui, jusqu'à présent, ne s'y était pas intéressé : son bas-ventre. Là où un poil a décidé de pousser ! Le lecteur découvre avec ce pré-ado une information capitale et capillaire : un nouveau poil au sexe devient un bonheur ! Une certaine exaltation, de la tendresse et de la naïveté se dégagent du texte. L'auteur nous fait partager le secret intime de cet enfant qui devine son futur corps en tentant de capter celui des hommes bruns à travers les lignes de leurs corps. Après cette révolution intime, il ne restera plus longtemps un enfant. Tout au long de l'ouvrage, Stéphane Botti s'amuse avec ce poil incongru, comme d'un personnage insolite. La fin de l'histoire est cocasse. Laissons aux lecteurs le soin de l'apprécier.

PATRICE FAVARO

Sombre

Éditions Le Calicot, 2022, 9 €

Depuis son entrée en 6e, le héros vit chez ses grands-parents. Au temps où il n'avait pas la tremblote ni ne bavait son pinard, le grand-père vidait les cales des bateaux du port que l'on devine méditerranéen. Au temps où il y avait du travail. Depuis le jour où, à l'heure de la sieste, le collégien est poursuivi par un scooter jaune, la peur lui colle au ventre. Il n'ose se confier qu'à un grand ado. Erreur ! Celui-ci confond pédophile avec homosexuel et l'entraîne casser du pédé au bout de la jetée. C'est une histoire pour découvrir que de la peur peut naître le courage. Une histoire pour aller jusqu'au bout de sa peur. C'est une dictée pour admettre qu'une faute d'orthographe n'est qu'une erreur. La dictée ? Un texte de Louise Michel !

Beaucoup plus tard, le héros retourne sur les lieux de ses années de collège. Le changement ? L'invasion des boutiques de fringues qui sont ouvertes à l'heure méridienne. Qu'est devenu l'enfant fâché avec l'orthographe ? Comment a-t-il réussi à apprivoiser sa peur ?

THIERRY MARICOURT

Frérot Frangin hôtel bestiole, hôtel bagnole

illustration Nathalie Dieterlé

Éditions Le Calicot, 2022, 14 €

Voici venu le tome 3 de la saga Frérot Frangin de Thierry Maricourt. À chaque tome, une personnalité renommée différente de l'illustration ou la BD. Il s'agit de la correspondance fictive entre deux frères de 8 ans d'écart, Frangin l'aîné et Frérot le cadet, dont les lettres sont exhumées d'une boîte en carton. Petit rappel, le tome 1, *Hôtel zinzin, hôtel zonzon* était illustré par Tardi et le tome 2, *hôtel resto, hôtel hosto* par Zaü.

Une suite, un peu triste, qui commence par la découverte d'un chat retrouvé mort dans l'escalier, visiblement empoisonné, la bave plein le museau. Frangin, l'aîné, court sans cesse comme une gazelle derrière le boulot et écrit à toute vitesse sur le coin de la table à Frérot son cadet : qu'est devenu le chat ?

Une belle occasion pour l'auteur de s'amuser avec ses personnages, passant du ton adulte au ton ludique. Une histoire menée tambour battant, telle une enquête policière.

Les illustrations de Nathalie Dieterlé, traitées en couleurs, sont marquées d'un trait noir incisif au pinceau et accompagnent fidèlement le texte en donnant ainsi vie à la correspondance des deux protagonistes.

Florence
de Radio Libertaire
Juan
du groupe Maximilien Luce de la FA
janvier 2023

La grève des boutonniers de l'Oise

Texte : MLT & Dessins : OLT

Andeville, le 3 mars 1909, «pour résister à la concurrence» les salaires sont amputés du tiers par le patronat.

Au soir les quatre grandes fabriques du village sont en grève. Le mouvement s'étend dans le canton, surtout à Méru, en une semaine.

Convoquées à Méru par le préfet de l'Oise, les négociations du 27 mars sont bloquées par l'intransigeance patronale.

Exaspérés, les grévistes vandalisent plusieurs habitations de patrons. Le lendemain, une vingtaine de personnes, dont des femmes, sont grièvement blessées par les gendarmes.

Le gouvernement Clemenceau envoie l'armée. Une trentaine de pelotons sont répartis dans le canton. Le futur maréchal de France, Joffre, vient superviser cette «campagne de Méru».

Accusés de troubles et sabotages des syndicalistes sont arrêtés. La brutalité de la répression transforme ce mouvement revendicatif local en conflit national.

Les dirigeants de la CGT viennent soutenir les grévistes. Six mille personnes assistent au meeting où Niel, secrétaire général de la CGT, prend la parole.

Le 23 avril, la majorité des patrons accepte de revenir au tarif pratiqué à Andeville en 1908. À Méru, 3 000 personnes participent au meeting du 1er Mai.

La grève se termine avec les dernières résistances patronales: le 4 mai à Méru, le 20 mai à Andeville et le 10 juin pour les 107 derniers grévistes.

« La grève a duré trois bons mois, pendant lesquels la plus parfaite harmonie n'a cessé de régner parmi les ouvriers. Et ce furent des spectacles impressionnants que ces longues théories d'hommes et de femmes, bravant toutes les intempéries pour aller là où une leçon s'imposait, afin de faire comprendre aux patrons les plus féroces qu'il y a des limites à tout. Souvent on se plaint de l'influence déprimante des femmes. Chez nous, elles se sont toujours montrées les plus énergiques et les plus ardentes. On peut même dire qu'elles furent une des causes importantes de la victoire. »

Jean-Baptiste Platel, secrétaire du syndicat des boutonniers *La Vie ouvrière*, n°7, 5 janvier 1910

Retrouvez tous les articles de J.-P. Platel sur ce conflit à cette adresse: http://www.la-presse-anarchiste.net/article897

Pour la beauté du geste

Mars 1914. Plusieurs attentats frappent Paris – dont l'un dans une brasserie, sept morts, rappelant celui de Vaillant une vingtaine d'années plus tôt. Les anarchistes sont pointés du doigt.

« Étrange époque (…), où l'on pouvait passer en un instant de l'insouciance à l'horreur », relève le jeune Eugène Lepage, journaliste à L'Aurore et devinant là une bien étrange affaire. Les anarchistes doivent-ils être incriminés, ou des services spéciaux français ou étrangers, allemands ou russes par exemple, sont-ils à l'œuvre avec la volonté de déstabiliser le gouvernement Poincaré ? L'Okhrana aurait-elle repris du service ?

« On dit que ça pourrait être une équipe menée par un agent provocateur. Dans le but de discréditer définitivement l'anarchisme. »

Crédible ? Que représente le mouvement anarchiste ? Des clopinettes, songe Eugène – et dans ce cas, quel intérêt de chercher à l'affaiblir ? S'agirait-il d'une guerre des polices ? « … La Brigade mobile parisienne (…) est occupée à mettre des bâtons dans les roues de la Sûreté. »

C'est presque un tableau à la Brueghel qui est proposé là, avec divers personnages dont le lecteur ne sait d'office que penser.

« Bref, soit nous avons affaire à un agent provocateur, soit à un ancien camarade de Bonnot. L'une de ces deux pistes est fausse, et rien ne nous assure que l'autre soit vraie. Nous voilà bien avancés », se désole Victor Fabre, le commissaire de police chargé de l'enquête.

La description de Benjamin Franceschetti (né en 1990 à Bastia, professeur de philosophie en banlieue parisienne) fourmille de détails, les portraits des compagnons sonnent plutôt juste. Ainsi, celui de Rirette Maîtrejean.

Sauf que ses anarchistes, tous individualistes ou en rupture d'idéologie (aucune mention des Jean Grave, Sébastien Faure et autres), ne sont pas futés et se laissent abuser par la police, les espions et jusque par leurs compagnons. Des « pantins ».

Fabre « avait appris à comprendre l'idéologie enfantine, les songes abracadabrantesques, de ces jeunes gens – ils étaient souvent jeunes – cabossés, mutilés, brisés. » Pas un pour rattraper l'autre : ce petit monde est bien glauque, observe-t-il. « Ils étaient en guerre, et la guerre pouvait être sale. Rien de nouveau sous le soleil. »

Cette « anarchisterie » rebondit au fil de courts chapitres, jusqu'au dénouement qui ne surprendra pas.

Thierry Maricourt

BENJAMIN FRANCESCHETTI
Si le geste est beau
La Manufacture de livres, 2023

Gueules de vaches !

L'île d'Oléron, adorée des peintres pour sa luminosité hors norme, est un petit paradis. Enfin, 10 mois sur douze, car, quand vient l'été, nos ami(e)s touristes, en nous envahissant par centaines de milliers, nous font vivre au purgatoire.

Mais, bon, les Charentais (anagramme anarchiste) sont gens accueillants. Ils comprennent que ces « baignasous » (ceux qui viennent se baigner et qui ont des sous) qui, toute l'année, pourrissent sur pied dans le béton, la foule… de leurs villes invivables, rêvent de nos 100 kilomètres de plage, de notre climat, de nos petits ports, de notre calmitude… et de notre Cognac. Donc, bienvenue au paradis !

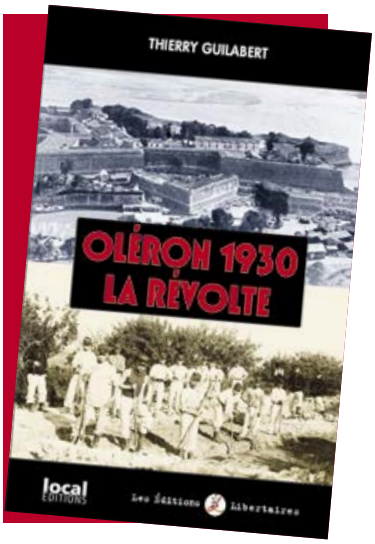
Mais l'île d'Oléron n'a pas toujours été ce paradis qu'on nous envie. De 1789 à 1945, l'île d'Oléron, via la citadelle du Château d'Oléron, fut aussi un bagne effroyable… pour certains. Passons sur les Prussiens de 1870, les Communards, les Allemands de la « grande » guerre ou les résistants à l'occupation nazie. Car ceux qui morflèrent le plus, ce furent les disciplinaires de l'armée française.

Thierry Guilabert nous raconte tout cela, en s'attardant sur la révolte de ces bagnards qui eut lieu en 1930. Vous verrez, ce qu'ils enduraient est juste impensable de sadisme, de cruauté, d'ignominie… de la part de la chiourme (ces GDV, alias gueules de vaches) et d'une hiérarchie veule et criminelle.

Comme quoi, le paradis (qui n'existe pas) n'est jamais très loin de l'enfer, qui lui, est bien réel !

Jean-Marc Raynaud

UN DISCIPLINAIRE D'OLÉRON À LA CRAPAUDINE AVEC POUCETTES RAMPANT VERS SA GAMELLE. PHOTO DE GASTON DUBOIS-DESAULLE, 1899.



THIERRY GUILABERT
Oléron 1930 la révolte
Éditions libertaires, 2023,
168 pages, 12 €.
En vente à la librairie Publico ou directement aux Éditions libertaires, rajoutez 2 € pour la participation au port.

L'entonnoir

Kharoll-Ann Souffrant, doctorante en service social à l'Université d'Ottawa, nous invite à faire un pas de côté pour comprendre l'intersection entre le genre, la misogynie, les violences sexuelles et le militantisme féministe.

L'entonnoir est un texte qu'elle a fait publier le 10 juillet 2020 dans *La Presse*, pour narrer l'agression sexuelle qu'elle a subie, mineure, par un adulte en position d'autorité. Il lui a fallu 10 ans pour évoquer publiquement cette violence multidimensionnelle, ce vol de son enfance : mineure, femme, noire, élevée par une mère seule au foyer, avec peu de moyens. De quoi nourrir les moqueries de l'agresseur, et qu'il ait de quoi humilier, rabaisser, utiliser le corps méprisé pour assouvir sa haine et son pouvoir.

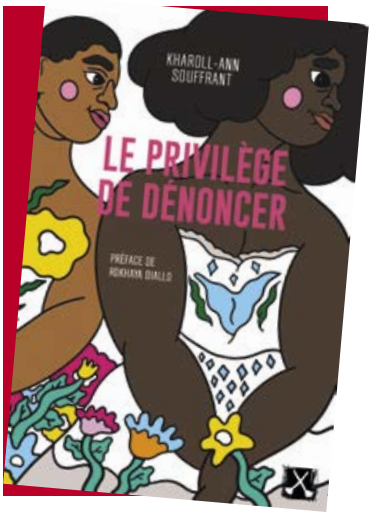
Kharoll-Ann a libéré sa parole grâce à *#MeToo* et *#BlackLiveMatter* tant par l'écriture que par la réflexion féministe sur son propre travail auprès de survivantes de violences sexuelles et dans divers services communautaires et sociaux.

Au Canada, une femme sur trois et un homme sur onze rapportent avoir été victimes d'une agression sexuelle avant l'âge de 15 ans. Mais prendre la parole quand on est une femme ou une fille victime noire, c'est risquer la disqualification des propos et de toute preuve ou argumentation.

Pour comprendre comment fonctionnent les archétypes coloniaux et esclavagiste, les stéréotypes liés à la sexualité des Noir·es ainsi que les failles du système de justice criminelle, l'autrice analyse plusieurs exemples de violences sexuelles en les contextualisant dans le temps et dans l'espace mais aussi dans les rapports sociaux de genre, de classe, et d'origine, au Québec, en France et aux États-Unis. Elle dévoile aussi comment *#MeToo* ou l'intersectionnalité, créés par des militantes africaines-américaines, comme Tarana Burke et Kimberlé Williams Crenshaw, ont subi le blanchiment mainstream. Elle prône aussi, autant que faire se peut, la justice transformatrice pour remplacer la justice d'État qui n'apporte aucune solution que celle de criminaliser.

« Pourtant, en centrant notre attention sur les personnes confinées dans les marges, c'est toute la société qu'on libère »

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



KHAROLL-ANN SOUFFRANT
Le privilège de dénoncer
Justice pour toutes les victimes de violences sexuelles
Éditions Remue-ménage, 2023.

Dans l'émission Femmes libres sur Radio libertaire, 89.4, le 17 mai 2023 : http://emission-femmeslibres.blogspot.com

Une vie à militer

Raymond Patoux, proche du mouvement libertaire, ami de Suzy Chevet et Maurice Joyeux, a rédigé ses mémoires avec l'aide de sa nièce entre 2003 et 2007. Elles sont aujourd'hui publiées, préfacées par sa fille. C'est heureux, vu le rôle et l'importance du personnage.

Il est né le 1er novembre 1913 à Angers d'une mère piqueuse en confection et d'un père jardinier. Comme de nombreux syndicalistes, il refuse la Charte du travail promulguée par Vichy, rejoint le mouvement de Résistance Libération Nord. Très discret, il évoque modestement la fabrication de tracts, de journaux et la collecte d'information. À la Libération, organisateur hors pair, il refonde l'UD CGT, qui dépassera rapidement les 15 000 adhérents. Le 1er mai 1945 lui a laissé de beaux souvenirs. Près de 10 000 personnes dans la ville, conduites par les ardoisiers aux traditions libertaires affirmées. Élu secrétaire par le congrès, il représente l'UD aux quatre coins de la région aidé par les frères Pantais de la CGT-SR ainsi que par Perrier, ancien communiste devenu libertaire. Il explique la dureté des affrontements avec les communistes qui tentent de faire main basse sur le mouvement syndical, Patoux étant qualifié de « *serviteur des trusts et de la réaction* ». Refusant les diktats communistes, la majorité des syndiqués de l'UD-49 le suit pour la jeune CGT-FO afin de préserver l'indépendance du syndicalisme.

Il publiera l'année suivante avec d'autres libertaires, le *manifeste d'Angers*, déclaration s'inspirant des principes du syndicalisme révolutionnaire. Il prône l'occupation gestionnaire des entreprises.

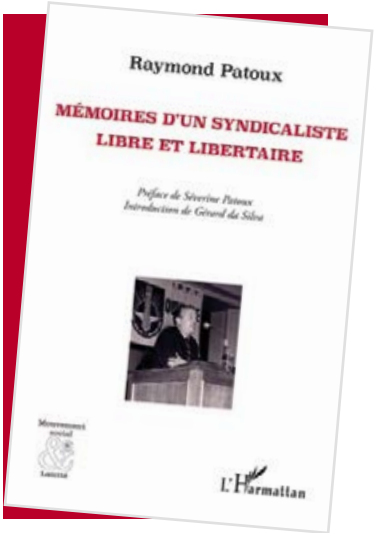
La proximité entre les militants de la CGT-FO et de la CNT est alors importante. Ils se lancent dans des actions de solidarité internationale pour les victimes des dictatures communistes ou fascistes, dans la défense des revendications des ouvriers et salariés de la région. Patoux raconte avec moult exemples les conflits sociaux.

Outre son activité syndicale, Patoux revient longuement sur ses relations avec Suzy Chevet et Maurice Joyeux, la librairie du Château des brouillards[1] et le gala de soutien au *Monde libertaire*. Dans FO, il organisera l'opposition à la guerre d'Algérie, la lutte contre l'extrême droite et l'OAS. C'est avec le même esprit que Patoux animera ensuite les UD-76 puis 45 jusqu'à sa retraite en 1990.

Des mémoires passionnantes, qui illustrent la vivacité de la tradition syndicaliste libertaire.

Sylvain Boulouque

1. Librairie où travaillait Maurice Joyeux et siège provisoire du *ML*. ndlr



RAYMOND PATOUX
Mémoires d'un syndicaliste libre et libertaire, .
L'Harmattan. 2023. 236 p. 26 €

Une femme combattante

Marie Huot (1846-1930), peu connue aujourd'hui et que Sylvain Wagnon nous permet de redécouvrir, fut engagée dans de nombreux combats. En relation avec Louise Michel et Jeanne Humbert, elle dénonça toutes les exploitations et toutes les souffrances humaines et animales. Néomalthusienne, elle fut l'une des pionnières de la grève des ventres. À la fois, pour libérer les femmes des injonctions à la procréation, leur permettre le libre exercice de leurs corps mais aussi par souci de ne pas livrer au capital de la chair à canon ou des serfs pour les bagnes industriels. Néomalthusianisme qui, aux côtés de Paul Robin, conduisit Marie Huot à militer pour l'éducation sexuelle et la liberté de contraception.

Marie s'engage par ailleurs pleinement pour la cause animale qui, pour elle, est une lutte prioritaire au même titre que la lutte des classes. Cette cause est, pour elle, une « partie intégrante » de la question sociale. À cette fin, elle crée en 1883, la Ligue populaire contre la vivisection et combat la tauromachie importée d'Espagne en France en 1853. Elle ne cesse, lors de ses conférences, de dénoncer toutes les dominations, celle contre les femmes, les animaux et bien sûr les prolétaires asservis. Antivivisection qui l'entraîne, dans de violentes polémiques, à s'opposer à Claude Bernard. Féminisme qui lui fait dénoncer Jean-Martin Charcot pour maltraitance des femmes « aliénées » ou encore Louis Pasteur et son procédé naissant de vaccination. Refus du vaccin, dont elle serait sans doute aujourd'hui revenue. Autre facette, plus étonnante, voire la plus dépassée, de cette femme militante, ce sont les liens qu'elle a entretenus, non seulement avec le symbolisme dans son œuvre poétique, mais surtout avec le courant théosophique qui flirte avec le mysticisme et un certain ésotérisme.

Pour clore l'ouvrage, Sylvain Wagnon fait un parallèle entre la grève des ventres des XIX[e] et XX[e] siècles à laquelle participèrent Marie Huot et le mouvement contemporain en Grande-Bretagne « *Birthstrike mouvement* » (2019-2021). Enfin, pour éclairer la pensée de Marie Huot, l'auteur puise largement dans ses textes et nous livre en fin de volume deux belles annexes : *Maternités* (1892) et *Le mal de vivre* (1909).

En bref, un beau portrait de femme libertaire féministe, militante, végétarienne radicale et mystique à ses heures.

Hugues
Groupe Commune de Paris

WAGNON SYLVAIN WAGNON
Marie Huot
libertaire, néomalthusienne, antispéciste, théosophe
ACL, Atelier de création libertaire, Lyon, 2023.

NOUS OUVRONS ICI UNE NOUVELLE CHRONIQUE

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet

Libres pensées sous licence poétique (2 vol), ***Feuilles volantes***, Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA

RETRAITE AUX FLAMBEAUX

Allons arracher notre retraite, aux flambeaux !

Trop souvent non choisis, nos départs en vacances
suivent les postes vacants, les trous sur la route,
d'une vie au travail et ses dures cadences.
Le repos, faux cadeau, est dosé goutte à goutte

pour nous garder jusqu'à la dernière séance.
Ce ne sont jamais que des pauses, qui leur coûtent,
un manque à gagner, le prix de notre espérance
d'un « temps à soi » chaque jour et un jour sans doute…

Cette idée de retraite dont on a les miettes,
qu'ils veulent balayer, que déjà l'on regrette,
hors de portée et comme vêtue d'oripeaux,

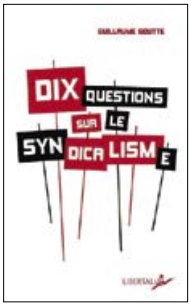
qui n'a pu tenir longtemps ni su fructifier,
nous allons la défendre contre leurs assauts,
puis tou·te·s ensemble voudrons la bonifier.

À la Bastille, les faire battre en retraite !

LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

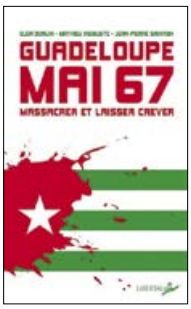
Dernières parutions Juin 2023

Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



Dix questions sur le syndicalisme
Guillaume Goutte, Libertalia, 120 p., 8 €

Des origines du syndicalisme, à ses pratiques de lutte, à ses rapports avec les partis, aux tendances et débats qui l'animent et le divisent, à ses liens avec l'antifascisme et le féminisme et aux perspectives qui se dessinent : un syndicalisme vivant, porteur d'avenir afin de renouer avec les ambitions de rupture et de transformation sociale.



Guadeloupe, mai 67
Massacrer et laisser mourir
Elsa Dorlin, Libertalia, 153 p., 10 €

En mai 1967 en Guadeloupe, un mouvement de grève est réprimé dans le sang par les forces de l'ordre françaises. À ces massacres vont se substituer des politiques migratoires, sociales et économiques discriminatoires, des idéologies raciales...

L'émeute du futur
Le Comité des Bons Conseils
Jules Lasbleiz (Illustrateur)
Les Éditions des Bricoles, 480 p., 12 €

Du fond des abysses de la normalité futuriste, vous décidez d'aller faire un tour en ville... Le seul livre-jeu au monde qui s'occupera bien comme il faut de vos emmerdements à venir !

Les plaisirs de la rue
André Warnod, L'Échappée, 284 p., 20 €

André Warnod n'a eu de cesse de déambuler dans l'ombre pour livrer les innombrables secrets que recèlent les rues de la Ville-Lumière : de la fête des fleurs et de la foire à la ferraille, aux bals et bistrots par milliers, jusqu'aux dessinateurs affabulateurs et discrets photographes. Avant d'être une fête, Paris était un plaisir.

Winter is coming. Une brève histoire politique de la fantasy
William Blanc, Libertalia, 160 p., 10 €

Le genre du merveilleux contemporain a constamment servi d'outil pour critiquer la société industrielle. De William Morris à Tolkien en passant par Ursula Le Guin, ce petit ouvrage invite à questionner la généalogie politique de la fantasy.

Géopolitique de l'anarchisme
Vers un nouveau moment libertaire
Édouard Jourdain
Éditions Le Cavalier Bleu, 175 p., 20 €

Au regard des crises qui traversent actuellement le monde, l'anarchisme devient d'une brûlante actualité. Les courants multiples qui le nourrissent se retrouvent ainsi unis dans des combats menés de concert pour construire la société future.

Marie Huot. Libertaire, néomalthusienne, antispéciste, théosophe…
Sylvain Wagnon, Atelier de création libertaire, 132 p., 12 €

Amie de Louise Michel et du libertaire Paul Robin, Marie Huot est la figure emblématique de la cause animale, du féminisme et du néomalthusianisme révolutionnaire. Son parcours se situe aux confins de l'anarchisme du dix-neuvième siècle.

Une petite histoire de l'anarchisme
MarianneEnckell,Nadaéditions,122p.,10€

L'histoire de l'anarchisme est avant tout une histoire bien réelle d'hommes et de femmes en lutte, avides de savoir et de changement social, de culture et d'idéal. Marianne Enckell nous emmène sur les traces de ce mouvement depuis ses origines, abordant en particulier son aspect international et sa dimension culturelle.

Tristes campagnes
Bernard Charbonneau, L'Échappée
228 p., 12 €

Face à la rationalisation de la production, à la concentration des terres, les paysans sont priés de s'adapter. Les sociétés locales disparaissent, emportées par l'essor d'une banlieue uniforme et d'une industrie totale. On parle de progrès technique, mais il s'agit d'un ethnocide.

La tentation écofasciste
Écologie et extrême droite
Pierre Madelin, Écosociété, 264 p., 18 €

Le lien entre l'extrême droite et la défense de l'environnement n'a rien d'évident. Pourtant, il existe bel et bien une pensée écofasciste au sein de la grande famille des idéologies nationalistes et identitaires. Démographie, tensions entre localisme et universalisme, immigration.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégées en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org
Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...
Liaison Ganges
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE ET LOIRE
Liaison Tours
tours@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe Hermine Noire
hermine-noire@riseup.net

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/FA.Lorient/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...
Groupe « Enza Siccardi » Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès 71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Maximilien Luce
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
maximilien-luce@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

77 SEINE-ET-MARNE
Liaison Melun
melun@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

FÉDÉRATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org

Le samedi 3 juin 2023

12 heures POUR L'ANARCHISME

autour des documentaires de Tancrède Ramonet : NI DIEU NI MAÎTRE

9h30 Accueil Café-Thé

10h -11h30 : La volupté de la destruction (1840-1914) -70'-
Débat avec Anne Steiner, Francis Pian

11h-12h30 : La mémoire des vaincus (1911-1945) -70'-
Débat avec Claire Auzias, Karine Snepmac

12h30-14h30 : Déjeuner organisé et autogéré par les Lapiens

14h30-16h : Des fleurs ou des pavés (1944-1968) -70'-
Débat avec René Berthier, Jean-Pierre Patin

16h-16h30 : Pause

16h30-18h : Les réseaux de la colère (1965-2012) -70'-
Débat avec Frank Mintz, Hugues Lenoir

18h-19h : Débat autour de la censure : Tancrède Ramonet : association ACRIMED, Norbert Devermelle

19h-20h30 : Pause repas organisée en autogestion par les lycéennes et les lycéens du LAP

20h30-22h30 : concert : **ACHAB**

au Lycée Autogéré de Paris

393, rue de Vaugirard - 75015 - Paris
Métro / tram : Porte de Versailles

organisées par

RADIO LIBERTAIRE 89,4 Mhz FM (et en ligne)

TABLE DE PRESSE

LIBRAIRIE PUBLICO La librairie du Monde libertaire

Programme détaillé sur notre blog :
http://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com

RETOUR AU SOMMAIRE